

Soubresaut en Argentine

Le président argentin Raúl Alfonsín affronte sa première crise grave depuis son accession au pouvoir en décembre 1983. Un régiment d'infanterie s'est révolté jeudi 16 avril dans ses quartiers pour s'opposer à l'arrestation de l'un des siens accusé d'avoir violé les droits de l'homme sous la dictature. Cette rébellion réveille le spectre d'un coup d'État. Les militaires de la garnison de Córdoba affirment pourtant ne pas mettre en cause le pouvoir constitutionnel. Ils réclament avant tout une amnistie pour les membres des forces armées condamnés ou poursuivis en raison de leurs crimes pendant les « années noires ».

Cette tension dans la jeune démocratie argentine n'est pas nouvelle. Depuis son élection à la présidence, M. Alfonsín a dû proclamer l'état de siège en octobre 1985 et déjouer un certain nombre de tentatives de coups d'État, dont un au moins avait été fomenté dans cette même ville de Córdoba, où d'ailleurs, depuis sa fondation au 17^e siècle, on ne compte pas les révoltes.

Dans la voie difficile qu'il s'est tracée pour la « nécessaire réconciliation de l'armée et de la société », le chef de l'État argentin doit conserver un équilibre délicat entre ces forces que l'histoire a opposées. Militaires et organisations des droits de l'homme revendiquent les uns et les autres l'application de ce qu'ils estiment être la justice, et dont ils ne se font pas la même idée. A la vague de procès inédits dans une transition démocratique a succédé la loi dite de « point final ».

La rébellion des militaires de Córdoba met-elle aujourd'hui en danger la démocratie ? Même si l'issue de la crise est encore incertaine — les « dérapages » pouvant être en ce domaine lourds de conséquences, — la révolte de l'infanterie fait figure de combat d'arrière-garde. Cette situation n'est d'ailleurs pas sans rappeler à une moindre échelle le scénario assez semblable de la tentative de putsch qu'a connue l'Espagne démocratique en 1981 avec le colonel Tejero.

En Argentine, aujourd'hui, comme en Espagne hier, la consolidation de la démocratie s'opère sur des bases relativement solides. Le récent voyage de Jean-Paul II en Amérique latine a d'ailleurs été pour le pape, malgré l'accueil assez froid qu'il a reçu à Buenos-Aires, l'occasion d'un éloge remarqué du président Alfonsín. De même, sur un plan financier, l'accord signé par l'Argentine sur le rééchelonnement de sa dette apparaît aux yeux de nombreux observateurs comme une grande réussite du gouvernement de Buenos-Aires.

La réponse massive de la population de la capitale à l'appel lancé par les radios et les télévisions « pour le soutien de la démocratie et contre le retour de la dictature » est elle aussi significative. Plus de cent mille personnes sont descendues dans les rues de Buenos-Aires. Le chef de l'État, rentré précipitamment de sa résidence en province, n'a même pas pris de mesures d'exception face à la révolte des militaires. Il devait avoir un entretien avec les chefs de l'état-major pour trouver une issue à la crise. Mais, devant les membres de l'Assemblée nationale, M. Alfonsín a clairement indiqué ses intentions : « La démocratie ne se négocie pas, et l'époque des coups d'État est terminée pour toujours ». La fermeté est bien en effet le seul choix possible.

(Lire page 3 l'article de notre correspondante Catherine Derivery).

M. Reagan souhaite l'approbation rapide de ses alliés pour conclure avec M. Gorbatchev un « accord historique »

Les militaires français veulent sauvegarder les chances d'une défense européenne

Après les consultations que M. Shultz, retour de Moscou, a eues, le jeudi 16 avril à Bruxelles, avec ses alliés de l'OTAN, il apparaît clairement que les États-Unis sont plus pressés que les Européens de donner une réponse aux dernières propositions de M. Gorbatchev sur le problème des armes nucléaires en Europe, et qu'ils n'envisagent pas que cette réponse puisse être négative. A Santa-Barbara (Californie), où il passe ses vacances, M. Reagan s'est

dit « optimiste » sur les chances de conclure, dès cette année, un accord qu'il a qualifié d'« historique ». A Londres, le Foreign Office souhaite que l'alliance se livre à une « étude attentive et minutieuse » des propositions soviétiques.

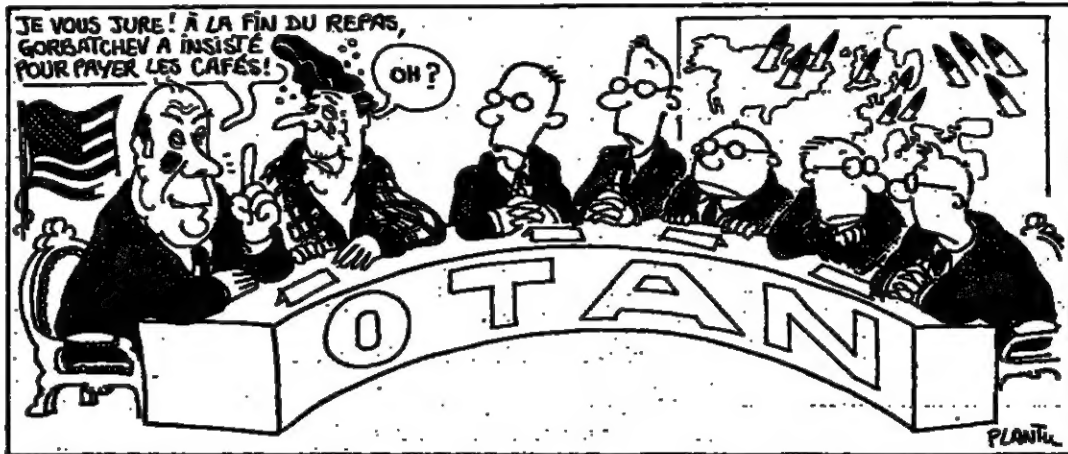
A Paris, on se refuse à tout commentaire officiel, mais on se félicite, au Quai d'Orsay, du fait que les Américains prennent soin, cette fois, d'informer et de consulter leurs alliés.

A l'Élysée, on insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un projet de « dénucléarisation de l'Europe », mais de l'éventuelle suppression de la présence nucléaire américaine et soviétique sur ce continent, les forces françaises et britanniques n'étant pas concernées.

Quant aux militaires français, ils sont naturellement très réservés sur les propositions de Moscou, et veulent sauvegarder les chances d'une défense européenne.

Lire pages 4 et 5

- Les articles de nos correspondants Bernard Guetta à Washington, Francis Cornu à Londres et Jean-Pierre Clerc à Rome.
- L'article de Jacques Isnard.
- et nos autres informations



Les sanctions américaines contre l'invasion électronique

La rançon des appétits japonais

Le gouvernement américain doit dévaliser, le vendredi 17 avril, la liste des produits nippons frappés de droits de douane de 100 % à titre de représaille contre les pratiques de dumping japonaises sur les semi-conducteurs. Le principe de ces sanctions avait été arrêté par la Maison Blanche le 27 mars. D'ultimes discussions avec le principal négociateur commercial du MITI (ministère de l'Industrie et du Commerce international), M. Makoto Kuroda, n'ont pas permis de trouver un compromis.

TOKYO de notre correspondant

La « guerre économique » américano-japonaise sur les semi-conducteurs électroniques ne relève pas d'une crispation conjoncturelle ou d'un phénomène isolé. C'est un point de rupture — et il y en aura d'autres — dans l'équilibre de plus en plus précaire des relations entre les États-Unis et le Japon. Celles-ci se détériorent. Rivalités, divergences d'intérêts, malentendus et irrita-

tion parfois hargneuse : le redoublement et la frustration se font écho de chaque côté du Pacifique. Les Japonais suscitent, au demeurant, la même irritation chez les Européens, comme en témoignent des mesures de rétorsion économique prises à la fin de la semaine dernière par M^{rs} Thatcher.

En réalité, l'enjeu dépasse la question de l'excédent commercial du Japon et de l'ouverture insuffisante de son marché. Au cas où aucun compromis durable ne serait trouvé à l'antagonisme entre les deux premières puissances économiques mondiales, les tensions pourraient devenir incontrôlables : le déclin industriel des États-Unis pourrait entraîner, de la part d'un Congrès aux abois, des réactions de plus en plus radicales, qui pourraient, à leur tour, provoquer au Japon des pulsions xénophobes.

Le Japon du milieu des années 80 a dépassé les États-Unis sur le plan industriel et il est en train de prendre également la première place en matière financière : en moins de deux ans, comme l'avaient fait la Grande-Bretagne du temps de son Empire

(1948-1914) et les États-Unis de la suite, le Japon, transformé en capacité industrielle en puissance financière, est devenu le premier créancier de la planète, avec déjà quelque 200 milliards de dollars en avoir à l'étranger.

Le Japon de cette fin de siècle a des appétits certains, même s'il a longtemps gardé un profil bas sur la scène internationale : dès la prochaine décennie, avance le sociologue Ezra Vogel, de Harvard, il pourrait devenir la première puissance économique mondiale. A défaut d'une telle suprématie, les Japonais visent assurément un partage du monde avec les Américains. L'accumulation de frustrations de part et d'autre, et les accrochages sectoriels qui se succèdent ne sont, dans cette optique, que des péripéties dans la partie qui se joue.

L'alliance politique et militaire privilégiée entre le Japon et les États-Unis oblige, certes, Tokyo à des concessions. Mais la puissance japonaise tend à devenir omniprésente et joue un rôle désormais déterminant dans la stabilité — ou le déséquilibre — de la situation économique internationale.

Le phénomène nouveau du Japon de cette fin de siècle est l'apparition chez les dirigeants, et de manière plus diffuse dans l'opinion publique, d'une irritation grandissante à l'égard de leurs partenaires récriminateurs — et d'abord des Américains, vainqueurs et tuteurs d'hier, grands alliés depuis quarante ans devenus « pères fouettards ».

PHILIPPE PONS.
(Lire la suite page 25.)

M. Chirac en Guyane

Le premier ministre voudrait régler la situation des réfugiés du Suriname.

PAGE 9

Les réformes en Pologne

Un nouveau souffle venu de l'est.

PAGE 6

Maurice Bédart et Pina Bausch

Deux regards sur la condition humaine.

PAGE 18

Le Monde

SANS VISA

Voyage en Syrie sous l'œil de Damas

■ San-Marino voit grand.
■ Pélerinages, une autre façon de voir le monde.
■ Gastronomie : le mariage du verre et de l'assiette.

Pages 11 à 16

Coups de feu sur « l'empereur de Pégasse »

« M. Eric » détient la majorité des bars du quartier.

PAGE 22

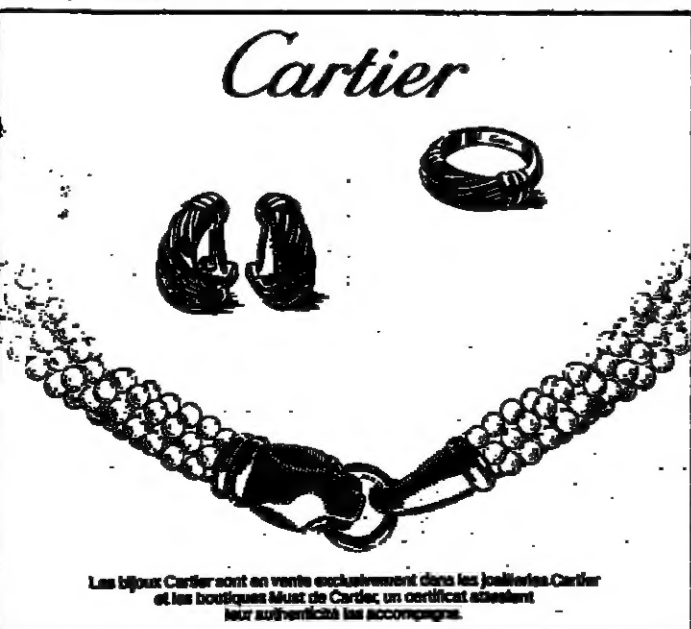
Rika Zarai en accusation

On lui reproche l'exercice illégal de la pharmacie.

PAGE 23

En raison des fêtes de Pâques, « Le Monde Affaires » ne paraît pas aujourd'hui. Le prochain numéro paraîtra le vendredi 24 avril (le Monde daté 25 avril).

Le sommaire complet se trouve page 28



7 PLACE VENDÔME, PARIS 42.61.55.55

Une nouvelle journée d'action le 14 mai

Quand la CGT retrouve du tonus

La CGT, qui vient d'annoncer une journée interprofessionnelle de grève, et de manifestation, pour le 14 mai, est-elle en train de retrouver le tonus qui lui avait tant fait défaut au cours de ces dernières années ? La première centrale syndicale française était devenue le symbole de l'affaiblissement du syndicalisme : érosion des effectifs, reculs en cascade aux élections professionnelles, incapacité à mobiliser ses propres troupes et à s'engager dans la voie de l'adaptation. Aujourd'hui, un changement de paysage est en train de s'amorcer.

Si la CGT est loin d'avoir reconquis ses forces et d'avoir réussi la « reconquête » des adhérents perdus, elle enregistre des signes qui témoignent d'un certain regain de confiance en sa faveur. Sa manifestation réussie, le

22 mars dernier, pour la « défense » de la Sécurité sociale, est intervenue à un moment où elle semble de nouveau avoir le vent en poupe dans les élections professionnelles.

Avec le succès de sa manifestation du 22 mars — la plus importante depuis la marche des sidérurgistes de mars 1979, — la CGT a su de nouveau faire vibrer le « pavé » parisien. M. Henri Krassicki, bien remis en selle à la tête de la centrale depuis sa consécration internationale de septembre 1986 lorsqu'il est devenu vice-président de la FSM, avait bien besoin de montrer que ses appels à l'action ne sont pas toujours condamnés à rester lettres mortes.

Pour autant, il ne suffit pas de faire défiler 200 000 manifestants, deux mois après les grèves de la

SNCF, pour que l'« élan nouveau » décelé par M. Krassicki devienne général et irrésistible. La réussite du 22 mars montre aussi que ce sont des actions en dehors de l'entreprise sur des thèmes ayant un caractère social — la défense de la Sécurité sociale relevant d'un choix de société — qui provoquent un réel regain de combativité.

En revanche, les revendications sur le pouvoir d'achat ou l'emploi, qui ramènent à l'entreprise, qu'elle soit publique ou privée, ne suscitent toujours pas la mobilisation escomptée, comme l'a montré le faible écho de la journée d'action des fonctionnaires cégétistes le 9 avril. Le succès du 22 mars est également limité après coup par ses résultats.

MICHEL NOBLECOURT.
(Lire la suite page 27.)

Débats

UNIVERSITÉ

Ce ne seront pas en tout cas les idées qui manqueront pour donner à l'enseignement supérieur une autre dimension. Jean-Pierre Faye raconte les cheminements vers l'Université européenne de la recherche sur le site de la montagne Sainte-Geneviève. F.G. Dreyfus a une préoccupation plus hexagonale : fournir aux étudiants, entre le lycée et le deuxième cycle universitaire, une formation plus adaptée à leurs besoins et à ceux de la nation.

Une âme et un corps pour l'Europe

Vers une « métropole universitaire »
sur la Montagne-Sainte-Geneviève

L'EUROPE communautaire a célébré sa trentième année. C'est à Florence que la fête a rencontré les formes de l'art. Du Palazzo Vecchio sur la place de la Seigneurie au palais Pitti, le passage Vasari au-dessus de l'Arno reliait l'une à l'autre les deux rives et les deux moments successifs de la cérémonie, en traversant l'espace de la galerie des Offices.

Inventer de pareils événements est un privilège italien. Mais l'Italie a fait bien davantage : elle a su attribuer à la science et à la recherche européennes une abbaye sur les pentes splendides de Fiesole. Et c'est le 27 mars 1987 que l'istituto universitario europeo, qui a son lieu sur le site de Badia Fiesolana depuis plus de dix ans, s'est déclaré, par son président, disposé généreusement à un jumelage avec l'Université européenne dont les perspectives s'élaborent aujourd'hui à Paris sur la Montagne-Sainte-Geneviève. (Le Monde du 17 avril.) Cet événement discret à l'intérieur du grand événement mérite d'être mentionné.

Car la France dispose, pour sa part, d'un atout maître qui peut devenir, si elle a la générosité de le jouer à point nommé, celui de la Communauté tout entière.

Cet atout, c'est le site de la Montagne-Sainte-Geneviève, matrice de la création de cette forme européenne par excellence : l'Université. D'où procèdent l'invention de l'imprimerie, la Renaissance, la révolution scientifique. Il se trouve que 1992, année du grand marché intérieur européen, sera aussi l'anniversaire de l'institution du *Studium generale* qui conféra à l'Université de Paris, par la grâce de Rome, une universalité de droit et de fait dans l'attribution des grades. Un « doctorat européen » existait ainsi au treizième siècle. A nous de refaire ce chemin en vue du millénaire à venir.

Un grand dessein

Depuis le 11 mars, la convergence longtemps préparée avec les laboratoires de Polytechnique et le Centre de prospective, présents sur le site, aboutit à une décision commune, à laquelle se sont jointes d'autres importantes unités de travail. La perspective d'une Université européenne de la recherche scientifique, de l'innovation technologique et de la création culturelle est ainsi

(*) Responsable de l'Université philosophique européenne, Université européenne de la recherche et de l'innovation, 1, rue Descartes, 75005 Paris.

par JEAN-PIERRE FAYE (*)

affluent de toutes les « nations » européennes. Et c'est la présence nombreuse des Allemands qui motive la décision de Philippe Auguste de confier par ordonnance une « franchise » à l'espace de l'abbaye de Sainte-Geneviève, déjà « exemptée » depuis Clovis. La grande convergence européenne, dès lors, fera venir les plus vastes esprits de ces temps. Albert le Grand, Thomas d'Aquin, Duns Scot et Occam, Lulle, Siger de Brabant, d'Allemagne, d'Italie, d'Angleterre, d'Espagne, de Belgique... A l'autre bout de la chaîne, l'Ecole polytechnique sera le lieu des grands découvreurs. Lagrange (de Turin), Laplace, Carnot, Comte, — Henri Poincaré surtout. Dans l'entre-deux, Leibniz a découvert près de là, grâce à Descartes, Pascal et Huygens, l'analyse des infinis.

Un grand dessein

C'est maintenant sur ce puissant site de science et de pensée que vient se jouer un grand dessein. Depuis un an déjà, sous l'égide du ministère de la recherche et du rectorat de Paris, l'unité expérimentale et philosophique d'une université européenne y conduit des activités de séminaires et de colloques. Des tables rondes internationales sur la *Naissance de l'Université en Europe* — à Paris, à Florence, à Berlin —, sur la déclaration des droits de l'homme et la philosophie allemande — en vue du bicentenaire —, sur la recherche spatiale et l'avenir des énergies, se sont déployées ou se préparent. Des groupes et des centres d'études sur la biomédecine, sur les neurosciences et les sciences de la pensée — bien d'autres encore — y sont en marche.

Depuis le 11 mars, la convergence longtemps préparée avec les laboratoires de Polytechnique et le Centre de prospective, présents sur le site, aboutit à une décision commune, à laquelle se sont jointes d'autres importantes unités de travail. La perspective d'une Université européenne de la recherche scientifique, de l'innovation technologique et de la création culturelle est ainsi

(*) Responsable de l'Université philosophique européenne, Université européenne de la recherche et de l'innovation, 1, rue Descartes, 75005 Paris.

OTERA
PARFUMS
COSMÉTIQUES
MAROQUINERIE
BRIQUETS
STYLOS
CADEAUX

bijoux
chénieres
cravates
foulards
montres

raoul & curly
raoul & curly s.a. 47, av. de l'Opéra 75002 Paris
Tél. : 47 42 60 10
TOUTES LES GRANDES MARQUES

GRAND MAGASIN
MAX FREE
SHOP

constituée. Elle va au-devant des propositions du chargé de mission nommé depuis février par les pouvoirs publics. Elle pourrait bénéficier, grâce à la générosité florentine, du statut d'antenne associée à cette organisation internationale déjà statutaire qu'est l'Institut européen de Fiesole. L'enjeu en vaut la peine — car l'avenir, c'est l'Europe : cela fut déclaré au nom de la France dans le premier mois de cette année du trentenaire.

Le ministre délégué aux affaires européennes, avec ses collègues de l'éducation nationale et de la culture, vient de rendre public un programme de dix-sept actions, couvrant les champs de l'université, de la recherche, de l'innovation technique et culturelle. Il s'agit, selon ses propres termes, de « donner corps et âme à l'union de l'Europe ».

Ces réseaux d'actions seront le cristal où la Communauté pourra décrire son futur. Or nous savons qu'un réseau en cristallographie a besoin d'un « solide cilié », d'un point crucial. Quel lieu pourra rendre l'Europe plus visible à elle-même que ce « site de la Montagne » qui lui donna au départ, selon le mot d'un historien de Louvain, une « métropole universitaire » ? Relié à Florence, à l'Institut franco-allemand de Stuttgart, à l'Université libre de Bruxelles, ce serait déjà le « campus Sainte-Geneviève » d'une université européenne aux multiples visages. La Communauté de 320 millions d'Européens a le droit de voir naître, pour elle, une Université européenne de la recherche et de l'innovation qui lui donne la possibilité de créer son propre avenir, selon les mots de Rimbaud, « dans une âme et un corps ».

COURRIER DES LECTEURS

Baby M. A qui appartient l'enfant ?

Ainsi le juge Sorikow, de New-Jersey, a-t-il décidé de rendre Baby M, portée par Marie Whitehead, à son père biologique, William Stern (Le Monde du 2 avril 1987). Pour fonder sa décision, le juge Sorikow a invoqué essentiellement l'intérêt de l'enfant, qui paraît effectivement socialement plus avantageux chez les Stern et, d'autre part, la validité du contrat passé entre le père biologique et la mère porteuse.

Cette argumentation peut se discuter : le contrat n'est-il pas plus important que le confort matériel ? Et l'enfant n'est pas une marchandise, il ne saurait donc être l'objet d'un contrat. La véritable question qui se pose, et qui commande toute l'attitude à adopter au plan juridique dans le prêt de l'utérus, c'est de savoir à qui appartient l'enfant : au père biologique qui l'a conçu et, de plus, porté ? Compte tenu de la participation sans commune mesure de cette dernière par rapport à celle du père biologique, on est évidemment tenté de dire que l'enfant appartient à la mère porteuse. C'est ce que font d'ailleurs toutes les législations sur la filiation : la mère c'est celle qui accouche. Mais est-ce bien sûr dans le cas particulier du prêt de l'utérus ? On peut se le demander.

Il en serait bien ainsi, en effet, indiscutablement, s'il s'agissait véritablement de l'enfant de la mère porteuse, celui qu'elle aurait eu avec son compagnon, un enfant déjà conçu. Mais ce n'est pas le cas. L'enfant en question n'existe pas encore au moment où le prêt d'utérus est envisagé. Ce n'est pas un enfant, c'est un « projet d'enfant ». Un projet d'enfant éla-

bore par le couple et auquel la mère porteuse participe. « Je ne suis qu'une exécutante », dit très justement Patricia, première mère porteuse française interviewée par *Parents*. L'enfant issu du prêt d'utérus, il faut en être conscient, n'appartient pas à la mère porteuse. Pas plus que l'enfant issu de l'insémination artificielle n'appartient au donneur, ce que personne n'a jamais prétendu d'ailleurs, bien que, sur le plan génétique, la contribution soit exactement la même dans les deux cas. L'enfant appartient à ceux qui en ont conçu le projet, à savoir ici le couple stérile. Et c'est si vrai que, sans eux, il ne verrait jamais le jour.

Dr. S. GELLER
président du CEFER
de Marseille

* Centre d'exploration fonctionnelle et d'étude de la reproduction humaine.

Le drapeau européen (suite)

Permettez-moi d'ajouter une information à celle que vous avez rassemblée jusqu'ici.

Dans les années qui ont immédiatement précédé ou suivi la seconde guerre mondiale, un jeune professeur de droit public, Daniel Villy, a pris l'initiative d'inventer, de faire fabriquer et de diffuser un tout premier drapeau européen. C'était un E blanc sur fond vert, couleur de l'espérance.

Mon père, Max Lazard, l'a encouragé et a été parmi ses premiers acheteurs. Le 14 juillet, nous étions les seuls, dans notre rue, à pouvoir aux couleurs altérées de la France et de l'Europe.

DIDIER LAZARD,
maître de conférences à Sciences Po.

Des « collèges » pour le premier cycle

Il faut réviser les méthodes d'enseignement et les structures du DEUG

par F.G. DREYFUS (*)

au lendemain, tout cela disparaît : à l'université, il n'y a plus guère d'obligations, la présence aux « travaux dirigés », théoriquement obligatoire pour tous, n'est que bien rarement contrôlée (pour les boursiers en principe, et encore...); les horaires sont faibles (quinze heures par semaine) mais mal ou même non formés, la plupart des jeunes étudiants sont incapables d'utiliser leur temps libre à un travail personnel.

Réaménager le DEUG devrait permettre de donner aux étudiants une culture générale de base que le second degré ne donne plus et une culture déjà spécialisée. Cela demande une révision des méthodes d'enseignement mais aussi des structures.

Disciplines de base

Les enseignements de DEUG doivent être totalement séparés des enseignements de deuxième et troisième cycle : ils doivent être donnés par conséquent dans des établissements différents, que l'on pourrait appeler collèges universitaires, avec un statut analogue à celui des centres universitaires des années 70, rattachés par conséquent à une université dont les conseils auraient droit de regard sur toutes les activités.

En première année de DEUG, les enseignements seraient peu spécialisés et répartis sur trente heures par semaine : on pourrait imaginer un nombre limité de sections : par exemple pour les sciences de l'homme et de la société : lettres classiques, langues vivantes, sciences sociales (section qui serait commune aux futurs étudiants en droit, en histoire, en philosophie, en sociologie et en sciences économiques).

Dans chacune de ces sections, quatre disciplines de base à six heures par semaine et une discipline à option pour six heures, où les étudiants seraient regroupés en classe de vingt-cinq à trente.

(*) Directeur de l'Institut des hautes études européennes de Strasbourg.

Quant aux enseignants, leur statut devrait différer du statut du supérieur, qui place tout le monde sur le même plan. Or le rapport du comité national d'évaluation vient de rappeler fort justement que la moitié environ de nos collègues ne fait pas de recherche. Tirons-en les conséquences. Les enseignants qui ne font pas de recherche ont un service doublé. Et, dans ces conditions, il ne serait pas très difficile, si on en a la volonté et d'abord dans les universités, de trouver les enseignants nécessaires. Sans doute n'y aura-t-il pas automatiquement coïncidence entre l'offre et la demande, mais il y aurait là occasion d'ouvrir quelques portes, et en particulier pour la première année de faire appel à des agrégés de lycées, infiniment mieux formés pour ce genre d'enseignement que bien d'autres.

Quant aux enseignants, leur statut devrait différer du statut du supérieur, qui place tout le monde sur le même plan. Or le rapport du comité national d'évaluation vient de rappeler fort justement que la moitié environ de nos collègues ne fait pas de recherche. Tirons-en les conséquences. Les enseignants qui ne font pas de recherche ont un service doublé. Et, dans ces conditions, il ne serait pas très difficile, si on en a la volonté et d'abord dans les universités, de trouver les enseignants nécessaires. Sans doute n'y aura-t-il pas automatiquement coïncidence entre l'offre et la demande, mais il y aurait là occasion d'ouvrir quelques portes, et en particulier pour la première année de faire appel à des agrégés de lycées, infiniment mieux formés pour ce genre d'enseignement que bien d'autres.

Une véritable politique de l'orientation

Enfin, soyons conscients que ces collèges sont relativement faciles à mettre en place. Leur dispersion à travers le pays (y compris la région parisienne), à raison de un pour cinq cent mille habitants, permettrait, tout en leur donnant les moyens réels d'exister, de faciliter la démocratisation des enseignements supérieurs et de mettre en place une véritable politique de l'orientation. Cela éviterait de surcroît le pullulement démagogique et onéreux des pseudo-universités créées depuis 1974, et permettrait de rassembler à la très discutée création d'une quatorzième (!) université dans la région parisienne.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75007 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65072 F
Tél. MONDIPR 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Bour-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Bour-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Watis.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Sals.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montmoyne, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde (USPS 785-970) is published daily, except Sundays for \$4.00 per year by Le Monde
c/o Speedpost, 45-45 30 th street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at
New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpost U.S.A.,
P.O. Box 45-45 30 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
667 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par voie normale)
L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 069 F 1 398 F

IL - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 900 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités à
nous adresser leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement d'écriture
tous les agents propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Type LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437
ISSN : 0395-2037

Le Monde (USPS 785-970) is published daily, except Sundays for \$4.00 per year by Le Monde
c/o Speedpost, 45-45 30 th street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at
New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpost U.S.A.,
P.O. Box 45-45 30 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

العدد 150

collèges
premier cycle

Etranger

... Le Monde • Samedi 18 avril 1987 3

ARGENTINE : la rébellion militaire de Cordoba

Le président Alfonsín mobilise la population pour la défense de la démocratie

La tension régnait toujours, vendredi 17 avril, en Argentine, où la rébellion d'un régiment d'infanterie, qui s'est retranché dans ses quartiers à Cordoba, pour s'opposer à l'arrestation de l'un de ses officiers dans le cadre des procès en cours contre les violations des droits de l'homme, défie le régime démocratique du président Alfonsín. Le chef de l'Etat argentin a convoqué pour vendredi les commandants de tous les corps d'armée, et la population a été appelée à apporter son soutien à la démocratie.

BUENOS-AIRES
de notre correspondant

Tout a commencé lorsqu'un officier de l'armée de terre, le commandant Barreiro, convoqué mercredi 15 avril par la justice pour répondre d'atteintes aux droits de l'homme sous la dictature, a refusé de se présenter au tribunal. Il va alors rejoindre le troisième régiment d'infanterie, dépendant du troisième corps d'armée, à quelques kilomètres de Cordoba, la deuxième ville du pays, située à 700 kilomètres au nord-ouest de Buenos-Aires.

Le tribunal fédéral de Cordoba a déclaré donc en rébellion et ordonne son arrestation, alors que le ministre de la Défense, M. Horacio Jaurena, le raye des cadres de l'armée.

Judi matin, les militaires du quatrième régiment d'infanterie refusent d'arrêter le commandant Bar-

reiro, comme ils en ont reçu l'ordre, et sont donc considérés eux aussi en rébellion. Consécutivement, ils installent autour de leurs bâtiments, des mitrailleuses et des mortiers.

La réaction du gouvernement est rapide. Le président Alfonsín, qui était parti se reposer pour Pâques dans sa ville natale, revient précipitamment jeudi matin à Buenos-Aires.

Après une réunion avec son cabinet - M. Dante Caputo, ministre des affaires étrangères, est lui aussi revenu impromptu de Bariloche où il rencontrait ses homologues sud-américains - le chef de l'Etat convoque une manifestation de soutien à la démocratie pour 17 heures (heure locale), face au Congrès. Une convocation à laquelle s'associent aussitôt tous les partis politiques et les syndicats du pays.

Arbitres de football et Eglise catholique

Avec une rapidité incroyable, tout ce que le pays compte de personnalités, de ligues et de groupes - même la ligue des arbitres de football - manifeste son soutien à la démocratie. L'Eglise catholique aussi. Mgr Raul Primates, président de la conférence épiscopale - qui vient à ce titre d'accompagner le pape pendant toute sa visite en Argentine - et archevêque de Cordoba, a lui-même tenté une médiation avec les rebelles.

Dans l'après-midi, ceux-ci exigent non seulement une amnistie pour

tous les militaires poursuivis pour violation des droits de l'homme sous la dictature, mais aussi la démission du chef d'état-major de l'armée, le général Hector Rios Erenu. Ils exigent en effet que celui-ci dévienne défenseur des hommes contre une justice « aveugle ».

Campagne de presse

Entre-temps, une véritable campagne de presse se met en place sous le titre « Démocratie ou dictature ». Toutes les chaînes de radio et de télévision ponctuent leurs programmes d'appels à la manifestation et rendent compte heure par heure de la situation. Les transports publics sont gratuits. Tant et si bien qu'à 17 heures (22 h, heure de Paris), les habitants de Buenos-Aires, soient partis en vacances pour les fêtes de Pâques, près de cent mille personnes sont déjà au rendez-vous.

A 21 heures, le président Alfonsín arrive à l'Assemblée nationale où, pendant vingt minutes, il affirme sa résolution de ne pas céder aux pressions, d'appliquer la loi et de faire respecter la justice, mais aussi où il appelle les rebelles à se rendre. Ce sont de véritables ovations qui saluent chacune de ses déclarations. « Merci de sauvegarder la démocratie », lance-t-il ensuite, sous un tonnerre d'applaudissements. A la foire réunie depuis plus de trois heures devant le Congrès.

Quelques heures plus tard, et en réaction, les postes de garde du quatrième régiment d'infanterie apportés de Cordoba sont renforcés. D'autant que le chef du troisième corps d'armée dépendant des rebelles, le général Antonio Fichera, déclare que bien que respectant l'ordre constitutionnel il se refuse à intervenir par la force contre le régime rebelle, afin de ne pas « briser la cohésion de l'armée de terre ».

Le président Alfonsín, qui a convoqué pour vendredi matin une réunion avec les commandants de tous les corps d'armée dont le général Fichera, pour chercher une solution à la situation, définitivement celle-ci dans la soirée, comme « périlleuse ». Il a décidé de passer la nuit à la casa Rosada avec les membres de son gouvernement.

CATHERINE DERIVERY.

TCHAD : ralliement conditionnel du chef « historique » du GUNT

M. Goukouni Oueddei souhaite que M. Hissène Habré soit reconnu « comme le seul responsable du pays »

« Il faut que tous les Tchadiens, même ceux de l'opposition, le reconnaissent [le président Hissène Habré] comme le seul responsable du pays ». Sortant d'un silence de plusieurs mois, M. Goukouni Oueddei a, par cette déclaration faite, jeudi 16 avril, à Libreville, apporté - pour la première fois de façon officielle - son soutien au chef de l'Etat tchadien.

Mais ce soutien reste conditionnel : tout en affirmant que M. Habré « détient seul la clé de la réconciliation », le chef « historique » du GUNT a souligné que celui-ci doit, « lui aussi, faire des concessions visant à absorber tous les Tchadiens au sein du pays ». « Si la réconciliation aboutissait dans ce cadre, a-t-il ajouté, je serais demain à N'Djamena », mais pas « si la réconciliation est perçue comme une humiliation ou une défaite pour les uns ». « Pour moi, la guerre est terminée », poursuit M. Goukouni Oueddei, qui s'exprime à l'issue d'un entretien de plus de deux heures avec le président gabonais, M. Omar Bongo, il ne faut pas que le Tchad fasse la guerre aux pays voisins comme la Libye, et il faut que la Libye comprenne que la guerre ne rapporte rien.

Estimant, d'autre part, que le conflit frontalier de la bande

d'Aozou « ne peut être réglé que dans le cadre de la Cour internationale de justice de La Haye », M. Goukouni Oueddei a souligné : « La crise profonde qui secoue le Tchad depuis deux décennies exige la disponibilité non seulement de tous les fils du Tchad, mais aussi celle de nombreux pays qui aident les Tchadiens à régler leurs luttes intestines ».

On estime, à Libreville, de source gabonaise, que le dirigeant du GUNT semble « déterminé à convaincre les derniers opposants - et même Achille Mbongo (président du « GUNT ») - de reconnaître en Hissène Habré, dont il a salué notamment la valeur en tant que chef militaire, le seul président du Tchad ». Cependant, ajoute-t-on de même source, « Goukouni n'est pas décidé à accepter une quelconque humiliation ».

Les points d'achoppement des négociations qui se déroulent à Alger - où M. Goukouni Oueddei devrait retourner après une brève visite au Bénin - sont, semble-t-il, dus aux exigences de M. Goukouni Oueddei, qui souhaite :

1) Que la fête nationale du 7 juin (qui marque la victoire des troupes de M. Habré sur celles de M. Goukouni Oueddei) soit annulée ;

2) Une nouvelle appellation des Forces armées nationales tchadiennes (FANT), ou une réforme de celles-ci, afin que les FAP (Forces armées populaires, les éléments armés qui soutenaient Goukouni) aient une place conforme à leur importance numérique et politique ;

3) La disparition de l'UNTIR (le parti unique tchadien), bien que M. Goukouni Oueddei ne soit pas hostile au principe d'un parti unique ;

4) Une révision de l'Acte fondamental (la Constitution provisoire tchadienne du 29 septembre 1982), afin qu'un nouveau cadre juridique prenne en compte la réconciliation de toutes les tendances. - (AFP, Reuter, AP.)

● Nouvelle aide française de 15 millions de francs. - Le ministre de la coopération a annoncé, jeudi 16 avril, la signature d'une convention d'aide budgétaire au Tchad d'un montant de 15 millions de francs, destinée à soutenir les efforts du gouvernement tchadien en matière de redressement économique et financier. En mars, une première tranche de 15 millions de francs avait déjà été versée au gouvernement de N'Djamena.

REPUBLIQUE SUD-AFRICAINNE : le sort des détenus

L'archevêque Desmond Tutu défie une nouvelle fois le gouvernement

L'archevêque anglican Desmond Tutu a adressé, jeudi 16 avril, une « lettre ouverte » au président sud-africain, M. Pieter Botha, dans laquelle il lui demande de libérer, ou au moins d'inculper, toutes les personnes actuellement détenues sans jugement.

Soulignant qu'en rendant public cette lettre (signée par 41 prêtres) il viole délibérément un récent décret interdisant toute protestation contre les détentions, l'archevêque appelle « tous les citoyens respectueux de la loi à désobéir ouvertement » à ce décret, qu'il qualifie d'« immoral, dangereux et donnant raison à tous ceux pour qui l'Afrique du Sud est devenue un régime policier ». Mgr Desmond Tutu a, d'autre part, adressé un message au ministre des affaires étrangères, M. « P. K. » Botha, le sommant de s'expliquer sur ses récentes déclarations à propos de l'« hypocrisie des prêtres ». C'est la seconde fois en quatre jours que l'archevêque défie une loi qui prévoit jusqu'à dix ans de prison et 10 000 dollars d'amende

pour ceux qui fomentent campagne pour la libération des détenus.

A trois semaines des élections législatives (réservées aux Blancs), le climat social s'est singulièrement assombri en Afrique du Sud. De 15 000 à 20 000 ouvriers noirs des services sud-africains des transports (SATS) sont en grève depuis le 13 mars, et plusieurs milliers d'employés des postes et télécommunications ont également arrêté le travail depuis le début du mois d'avril. Dans le secteur privé, d'autres mouvements de grève se poursuivent, notamment dans la province du Transvaal.

Parallèlement, la série d'incendies criminels qui avait éclaté, lundi et mardi, à Soweto, la plus grande cité noire du pays, près de Johannesburg, s'est étendue, mercredi soir, aux zones blanches voisines. Dans sept garages situés dans les environs de Johannesburg, des engins incendiaires ont été jetés sur des trains et deux wagons ont été incendiés dans la station de Braamfontein, en plein centre de la ville. - (AFP, Reuter.)

ANGOLA

Accord sur la remise en état du chemin de fer de Benguela

Les présidents Dos Santos, d'Angola, Mobutu, du Zaïre, Kaunda, de Zambie, et Chissano, du Mozambique, qui se sont réunis, jeudi 16 avril à Luanda, ont pris la décision de favoriser la réouverture de la ligne de chemin de fer de Benguela, jusqu'à la fin de la guerre civile angolaise.

La remise en état de cette voie ferrée qui relie le port angolais de Lobito aux mines de cuivre de Zambie et du Zaïre pourrait commencer à la fin du mois d'avril et s'étaler sur deux ans, pour un coût estimé à environ 280 millions de dollars. Ces travaux seront notamment financés par la Communauté économique européenne et par la Société générale de Belgique (SGB), qui contrôle 90 % des actions des CFB (Chemins de fer de Benguela).

Fermée depuis douze ans, régulièrement sabotée par les maquisards de l'UNITA (la rébellion angolaise de M. Jonas Savimbi), la voie ferrée apportait un baillon d'oxygène aux économies de plusieurs pays de la région, notamment le Zaïre, la Zambie et le Zimbabwe. - (AFP.)

ÉTATS-UNIS

Le « Philadelphia Inquirer » obtient trois prix Pulitzer

Le Philadelphia Inquirer, quotidien de la ville de Philadelphie, est sorti grand vainqueur, jeudi 16 avril, de la distribution des prix Pulitzer, la récompense la plus prestigieuse du journalisme américain. Le journal a obtenu trois prix, dont deux dans la catégorie très prisée du journalisme d'investigation. Deux autres quotidiens prestigieux, le New York Times et le Los Angeles Times, ont été couronnés à deux reprises.

Les deux enquêtes du Philadelphia Inquirer primées par le jury du Pulitzer portaient l'une, sous la plume de John Westendick, sur les prisons américaines, l'autre sur des

scandales découverts dans le système judiciaire de la ville de Philadelphie. Elle était signée Daniel Biddle, H.G. Bissinger et Frederick Tulsy. Dans ses articles sur les prisons, John Westendick avait notamment prouvé l'innocence d'un détenu condamné pour meurtre.

Le prix pour le reportage international a été attribué à Michael Parks du Los Angeles Times pour sa couverture des événements en Afrique du Sud, d'où il a été expulsé en décembre 1986, au moment où le gouvernement de Pretoria renforçait sa censure sur la presse.

ISRAËL

L'agitation se poursuit dans les territoires occupés

Jérusalem (AFP). - Une grave des commerçants partiellement suivie à Jérusalem-Est, Ramallah et Khan-Younis, ainsi que des affrontements ponctuels entre manifestants palestiniens et forces de l'ordre israéliennes, ont marqué la journée du jeudi 16 avril en Cisjordanie et dans la bande de Gaza occupée.

A Jérusalem-Est, le mot d'ordre de grève, lancé mercredi soir par plusieurs organisations nationales et religieuses palestiniennes pour protester contre la politique israélienne de « poigne de fer », a été suivi par environ la moitié des commerçants. Les boutiques étaient en revanche ouvertes dans la vieille ville de Jérusalem, où des milliers de touristes fêtaient la semaine pascale.

La police israélienne a arrêté en début d'après-midi vingt Arabes accusés d'avoir menacé les com-

merçants de Jérusalem-Est qui refusent de fermer boutique.

L'armée israélienne a imposé par ailleurs le couvre-feu dans le camp de réfugiés de Dayshé, près de Bethléem, à la suite de jets de pierres contre des véhicules israéliens. Les pierres avaient atteint les passagers d'une voiture civile israélienne, dont une femme enceinte.

Le couvre-feu a été également imposé dans la localité de Halhoul, voisine de Hébron (sud de la Cisjordanie), où un véhicule israélien avait été touché par des pierres.

Des groupes de colons armés israéliens avaient « fait irruption dans la localité pour commettre des actes de vandalisme contre des biens arabes, par vengeance », rapporte la radio militaire israélienne.

Par ailleurs, une vingtaine d'activistes du mouvement d'inspiration raciste Kach, dirigé par le rabbin-

député Meir Kahane, ont organisé un sit-in jeudi matin devant les bureaux du Comité international de la Croix-Rouge à Jérusalem, puis se sont dispersés dans le calme. Le rabbin Kahane a expliqué qu'il entendait protester contre le « soutien accordé systématiquement par le CICR aux terroristes arabes » et l'indifférence de cette organisation à la lutte des réfugiés sionistes.

Dans l'après-midi, cinq militants du Kach ont été arrêtés par la police israélienne, après avoir renversé des étalages de pain dans des boutiques arabes de la vieille ville, sous prétexte que la vente du pain constituait une « offense » à la religion juive. Les Juifs religieux n'ont pas le droit de consommer du pain et autres produits fermentés durant la semaine de Pessah (Pâques) qui s'achève lundi soir.

Jérusalem négocie avec la RFA l'achat d'une centrale nucléaire

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Israël se dotera-t-il bientôt d'une centrale nucléaire à usage civil de fabrication allemande ? L'état juif, en tout cas, négocie actuellement avec la République fédérale l'achat d'un réacteur électronucléaire d'une puissance de 300 MW. Cette révélation a été faite, jeudi 16 avril, à Jérusalem lors d'une conférence de presse par M. Heinz Riesenhuber, ministre ouest-allemand de la recherche et de la technologie et son homologue israélien, M. Gideon Patt.

En 1984 et 1985, c'est avec la France et avec la société Framatome qu'Israël avait mené de longues et infructueuses tractations pour l'achat d'une centrale de 1 200 MW. Deux obstacles essentiels avaient

fait capoter la négociation : la difficulté d'élaborer un montage financier du projet, satisfaisant pour les deux parties, et le refus persistant d'Israël de soumettre ses installations nucléaires, notamment la centrale de Dimona, aux contrôles périodiques de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

L'état juif a toujours refusé de signer le traité de non-prolifération atomique, proposant à la place la transformation du Proche-Orient en une « zone désarmée », assortie d'inspections mutuelles, formule inacceptable pour les Etats arabes encore en guerre avec lui.

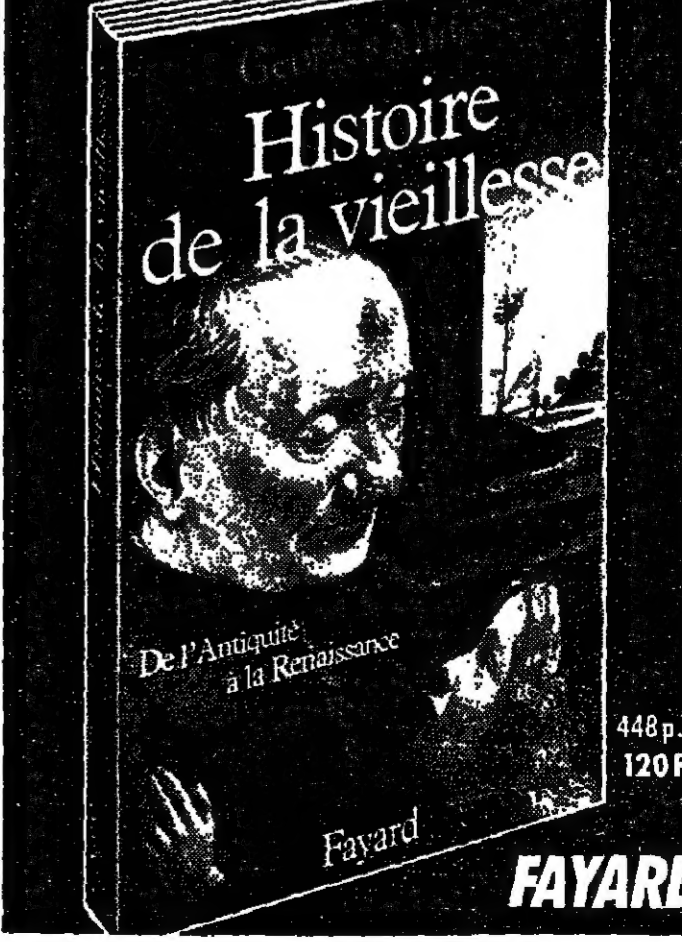
Selon M. Patt, la centrale allemande serait plus performante à plusieurs titres que la française et mieux adaptée aux besoins d'Israël. Il s'agit d'un réacteur de type HTR (haute température), dont le proto-

type a commencé à produire de l'électricité en Allemagne l'an dernier. Il est jugé « très sûr » et peu vulnérable en cas de conflit régional. Sa souplesse de production - de 100 à 300 MW - est un autre avantage. Son coût est estimé entre 600 et 750 millions de dollars.

Reste à contourner l'obstacle du contrôle international. A ce sujet, M. Patt a fait état d'une astuce juridique suggérée par le ministre des affaires étrangères, M. Shimon Peres : le site de Shiva - au cœur du désert du Néguev, où la centrale doit être construite, serait déclaré « zone extra-territoriale » et soumis, soit à un contrôle conjoint israélo-allemand, soit à une inspection internationale. Dans les milieux juridiques de Jérusalem, on qualifie toutefois cette proposition d'« absurde ».

J.-P. LANGELLIER.

CHAQUE SOCIÉTÉ A LES
VIEILLARDS QU'ELLE MÉRITE
Le livre de Georges Minois est une
étonnante réussite... La place du
vieillard dans notre société invite à
se pencher sur leur passé lointain.
Jean Delumeau



Diplomatie

Les ouvertures de M. Gorbatchev

La Session de consultation que M. Shultz a tenue à Bruxelles avec les représentants des pays membres de l'alliance atlantique, et notamment les ministres des affaires étrangères de Grande-Bretagne, de RFA et d'Italie, a duré deux heures, jeudi 16 avril.

Parlant à l'issue de la réunion, le secrétaire d'Etat américain a déclaré qu'un « bon accord » était en vue avec Moscou sur les armes nucléaires, à la suite de l'offre soviétique de liquider dans le délai d'un an les missiles à courte portée (entre 500 et 1 000 km). « Cela voudrait dire qu'ils (les Soviétiques) retirent des missiles qu'ils ont déjà, alors que nous n'en avons pas de ce type », a expliqué notamment M. Shultz. Les Etats-Unis

abordent ce problème « avec le souci d'une consultation attentive et systématique », a-t-il ajouté, mais c'est dans ce cas la « responsabilité » de tous les alliés de « prendre une décision rapidement ». « Nous allons travailler dur et avec énergie pour parvenir à une conclusion rapide », a dit encore M. Shultz, après avoir réaffirmé que la doctrine de dissuasion nucléaire et de riposte flexible de l'OTAN restait en vigueur.

Tandis que Sir Geoffrey Howe, secrétaire au Foreign Office, soulignait au contraire la nécessité d'éviter toute précipitation (voir ci-dessous l'article de Francis Cornu), son collègue de Bonn, M. Genscher, faisait valoir que la défense de

l'Europe exige des armes nucléaires à courte portée, sans préciser il est vrai le type de ces armes. Après avoir rappelé que la RFA souhaite toujours l'« option zéro » sur les missiles intermédiaires (plus de 1 000 km de portée), le ministre allemand des affaires étrangères a ajouté : « Pas une voix ne s'est élevée à l'ONU pour dire qu'ici, en Europe, nous pourrions nous passer d'armes nucléaires à courte portée. Nous sommes tous d'accord sur l'importance de l'objectif qui consiste à prévenir toute forme de guerre, fût-elle conventionnelle : cela rend nécessaire un certain nombre d'armes nucléaires comme éléments de la doctrine de riposte flexible de l'OTAN et, dans les circonstances présentes, le maintien d'un cer-

tain rapport de forces avec l'URSS dans ce domaine ».

A Moscou, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Guerassimov, a souhaité lui aussi une décision rapide de l'OTAN. Reprochant aux Etats-Unis de « s'abriter derrière le dos de leurs alliés », il a déclaré : « Nous sommes disposés à donner aux Etats-Unis et à leurs alliés le temps nécessaire pour réfléchir aux nouvelles propositions soviétiques », mais « il ne serait pas souhaitable que le processus de consultations se prolonge jusqu'aux calendes grecques », a-t-il ajouté, tout en précisant que l'URSS « ne fixait aucun délai pour la réponse ». — (AFP.)

Washington : M. Reagan n'envisage pas que la réponse de l'alliance atlantique à Moscou puisse être négative

M. Reagan semble bien décidé à ne pas laisser passer l'occasion de trouver une place dans l'histoire comme premier président des Etats-Unis à avoir conclu avec l'URSS un accord non plus seulement de contrôle, mais de réduction des armements. Poursuivie depuis au moins le début de son second mandat et rendue plus impérieuse encore par la débâcle de l'Irlande, cette ambition ne devrait pas lui permettre d'accorder une attention excessive aux craintes que nourrissent ses partenaires de l'alliance atlantique devant les implications d'un processus de dénucléarisation de l'Europe.

Se donnant peu de mal pour dissimuler la satisfaction que suscitait à la Maison Blanche les résultats de la visite de M. Shultz à Moscou, M. Reagan s'est ainsi déclaré, jeudi 16 avril, « optimiste sur les chances de parvenir à un accord cette année ». « J'espère que le processus engagé à Moscou se poursuivra et que M. Gorbatchev et moi-même pourrions conclure un accord historique sur les relations Est-Ouest, lors d'un sommet », a-t-il ajouté en expliquant que

« d'importants progrès avaient été réalisés sur les négociations pour une réduction des armements » et que « le fossé avait été un peu plus comblé » sur les missiles de moyenne portée.

Même pour la forme, le président américain n'a à aucun moment donné à penser que la réponse que l'alliance doit maintenant faire à M. Gorbatchev pourrait être négative. « Je vais personnellement consulter nos alliés de l'OTAN sur de nouveaux projets et négociations », s'est-il d'abord contenté de dire. Un peu plus tard, il levait toute ambiguïté en répondant à un journaliste qui lui demandait s'il pourrait « vendre » aux alliés l'accord qui se dessine : « C'est ce à quoi nous sommes en train de travailler ».

Présent aux côtés de M. Reagan auquel il venait de rendre compte de ses entretiens de Moscou et de Bruxelles, le secrétaire d'Etat a, pour sa part, affirmé qu'il était « inexact » de parler de désaccords entre alliés à propos de l'élimination des missiles de courte portée proposée par M. Gorbatchev. Ce qu'il est

« juste de dire », a-t-il estimé, est que les gouvernements européens « sont en train d'étudier une offre importante que les Soviétiques ont mise sur la table à Moscou ». M. Shultz a fait valoir que M. Reagan n'avait pas encore décidé d'accepter ou non l'offre soviétique. Il a précisé toutefois qu'une réponse pourrait être donnée par l'alliance « longtemps avant » le prochain sommet annuel, en juin prochain à Venise, des pays occidentaux les plus industrialisés.

Cela laisse quelques semaines. Une telle rapidité, totalement inhabituelle pour une prise de décision de l'alliance sur un sujet aussi capital, dit à elle seule à quel point, vu de Washington, les jeux semblent faibles.

Vu d'ici, le (tacite) malaise européen semble bien évident, et la presse, à de rares exceptions près, ne le mentionne que pour souligner qu'aucun pays allié, sauf peut-être la France, n'est susceptible de prendre le risque politique de déclarer avec vigueur qu'une dénucléarisation de l'Europe pourrait n'être pas forcément une bonne chose. Constatant apparemment que qui ne dit mot consent, le Washington Post de vendredi matin titrait même en Une que l'offre soviétique avait été « bien accueillie » par l'OTAN.

L'incapacité chronique de l'Europe

Ce raccourci brutal est caractéristique de l'absence de débat sur les avantages et inconvénients de la proposition de M. Gorbatchev. Les vacances de Pâques, qui ont, comme chaque année, vidé la capitale américaine de son monde politique, y sont, certes, pour beaucoup, mais elles n'expliquent pas tout. Plus profondément, l'inquiétude des alliés est perçue comme une nouvelle manifestation de l'incapacité chronique de l'Europe à prendre en main son propre destin — c'est-à-dire sa défense — et de sa tendance à se reposer pour cela sur le contribuable américain.

La visite du roi Fahd à Paris

M. Chirac souhaite « aller beaucoup plus loin » dans la coopération avec l'Arabie saoudite

La France est prête à accroître sa coopération avec l'Arabie saoudite en matière de défense, afin que Paris et Ryad deviennent « deux grands partenaires économiques et technologiques », d'ici la fin du siècle, a déclaré, jeudi 16 avril, M. Jacques Chirac, au deuxième et dernier jour de la visite du roi Fahd à Paris. Le chef du gouvernement français, au cours d'un déjeuner offert en l'honneur du souverain saoudien, a souligné que Ryad était redevenue, en 1986, le premier fournisseur de pétrole de la France et que l'industrie française avait contribué à satisfaire les besoins de l'Arabie saoudite en matière de sécurité et de défense. « Nous sommes prêts, dans ces différents domaines industriels, et notamment dans ceux qui sont à l'avant-garde du progrès, à aller beaucoup plus loin », a dit le premier ministre.

« Je souhaite que, d'ici la fin de ce siècle, la France et l'Arabie saoudite deviennent deux grands partenaires économiques et technologiques. (...) Nos deux pays ont chacun leurs atouts, leurs capacités, leurs compétences. Les conditions sont, je le crois, réunies pour une grande ambition commune », a-t-il ajouté.

Les mille villas en souffrance

Parmi les dossiers économiques sensibles examinés lors de la visite du roi d'Arabie saoudite à Paris il en est un qui concerne le secteur du bâtiment et qui, semble-t-il, a été l'objet de interventions répétées auprès des Saoudiens soulignant toujours un vif contentement. En 1983, la société française SAE (société audaise d'entreprise), l'un des « grands » du bâtiment et des travaux publics, signait avec le ministère du logement saoudien un contrat pour la construction de 1 000 villas, représentant une commande de quelque 200 millions de dollars.

Or depuis plusieurs mois, par des procédures dilatoires diverses, souligne-t-on de source française, le ministère du logement saoudien a retardé le contrat. Les Saoudiens arguent d'une pléthore de logements disponibles dans le pays.

A ces considérations politico-administratives s'ajoutent les complications techniques (nature du sous-sol).

A ce jour, la SAE n'a été réglée que pour 20 % du contrat. Les autres marchés, en revanche (casernes pour la garde nationale, université, cité hospitalière), s'effectuent à la satisfaction des deux parties.

Rome : « le maximum de désarmement compatible avec le maximum de sécurité »

ROME
de notre correspondant

« Nous sommes pour le maximum de désarmement compatible avec le maximum de sécurité », a déclaré, jeudi 16 avril, M. Giulio Andreotti, ministre des affaires étrangères italien, à l'issue de la rencontre de Bruxelles avec M. Shultz, cette position traditionnelle de l'Italie. Cette formulation prudente témoigne d'un souci prioritaire des responsables de la diplomatie péninsulaire de ne pas gêner le développement d'une négociation entre les deux grands, parce qu'elle ne laisse pas le champ libre à la supériorité conventionnelle du pacte de Varsovie et aussi laissée en tête à tête politique avec l'URSS.

Cette crainte est d'autant moins prise en considération que le sentiment antimilitariste est fort aux Etats-Unis, que l'accord proposé par M. Gorbatchev apparaît donc étonnamment souhaitable et qu'aucun des grands courants politiques n'aurait de raison de s'y opposer. Après avoir tant reproché à M. Reagan de ne pas négocier avec Moscou, les démocrates seraient aujourd'hui mal placés pour le critiquer de le faire.

La presse est dans une situation comparable, tandis que la droite républicaine, malgré son hostilité de fond à cette renouveau du contrôle des armements, ne peut résister à la satisfaction de clamer que la fermeté a payé, que Moscou accepte maintenant un accord sur les armes nucléaires sans le lien à un abandon de l'initiative de défense stratégique et qu'il ne s'agit donc que d'une question que l'Amérique l'abandonne d'elle-même.

Stupéfiante quand on repense à ce que fut la rhétorique antisoviétique du réaganisme, l'utilisation par l'URSS des Etats-Unis pour faire accepter à l'Europe ce que ses gouvernements auraient préféré n'avoir pas à accepter n'est ainsi même pas relevée. A défaut d'autre héritage, M. Reagan voulait laisser derrière lui des grands accords avec l'Union soviétique. Ce dessein, devenu impératif, est en train de se réaliser : c'est cela qui compte à Washington.

BERNARD GUETTA.

début des années 80, les Croix ont été « intégrés » dans le paysage et ne sont guère plus dénotés, même de façon rituelle.

La vision d'une planète et d'abord d'une Europe sans nucléaire — y compris civil — est largement répandue dans la péninsule, où l'on n'a su fonder jamais en profondeur la logique de la dissuasion. Ce n'est pas sur Rome en tout cas que Londres et Paris pourraient compter, le moment venu, pour défendre leur force de frappe nationale : à l'occasion de son récent voyage à Moscou, le 27 février, M. Andreotti avait, dans un entretien à la *Frankfurter Allgemeine*, suggéré que ces deux systèmes ne pourraient pas toujours rester hors de toute négociation.

Plus que jamais, l'Italie compte la seule sagesse des Etats-Unis pour assurer la sécurité du Vieux Continent, sauf pour ce qui concerne l'espace méditerranéen, à propos duquel des discussions bilatérales ont lieu depuis quelque temps avec la France et l'Espagne.

JEAN-PIERRE CLERC.

M. Giscard d'Estaing souligne la faiblesse de l'organisation politique de l'Europe

« La manière dont les choses se déroulent montre la faiblesse de l'organisation politique de l'Europe », a déclaré, jeudi 16 avril, M. Giscard d'Estaing, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, au cours d'un point de presse à la sortie de celle-ci. Il faisait allusion aux propositions de M. Gorbatchev. M. Giscard d'Estaing souligne la pertinence de son souhait de voir la présidence du conseil européen assurer d'une manière plus stable qu'à présent. Puis il demande que les Occidentaux ne se mettent pas en permanence dans la situation d'être des « arroseurs arrosés ». Il rappelle que l'option zéro, ce sont eux qui l'ont d'abord demandée ; ils ne peuvent donc pas refuser un départ de missiles à moyenne portée de l'Europe. Il ajoute qu'ils avaient aussi souhaité le retrait des pays de l'Est des missiles soviétiques à courte portée : ils ne peuvent donc

pas non plus refuser de négocier cet aspect du dossier.

Pour lui, tout est discutable avec les Soviétiques en dehors d'une ligne très précise : le maintien des armes atomiques du champ de bataille de la force de frappe française et anglaise, et aussi le refus d'une dénucléarisation de l'Europe.

A l'intention de ses amis qui s'inquiètent de la possible acceptation par les Américains des propositions de M. Gorbatchev, il fait remarquer que l'Europe n'était pas dénucléarisée avant que soient installés des missiles à moyenne portée. « Nous n'avons donc aucun argument pour manifester nos réserves », constate-t-il. Il reconnaît avoir « une vision très voisine », sur ce dossier, de celle du président de la République et du premier ministre.

THIERRY BRÉHER.

69 % des Français estiment nécessaire la protection nucléaire des Etats-Unis

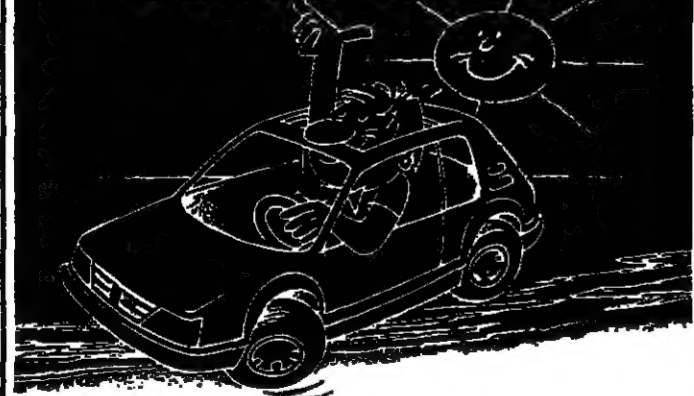
Une très large majorité de Français (88 %) se déclarent plutôt favorables à la mise sur pied d'une défense européenne commune, mais ils ne sont plus que 51 % pour accepter l'idée que la force française de dissuasion nucléaire puisse assurer la protection de la République fédérale d'Allemagne. C'est ce qui ressort d'un sondage Louis Harris publié par *l'Express* de la semaine dernière et qui a été réalisé entre le 2 et le 6 avril, c'est-à-dire avant que soient connues les nouvelles propositions de M. Gorbatchev sur les missiles nucléaires en Europe.

En règle générale, trois Français sur quatre sont partisans d'un appui de la France à l'un de ses alliés européens qui serait attaqué. Cependant, 69 % des personnes interrogées ne croient pas que la France puisse, actuellement, assurer seule sa

défense, sans la protection nucléaire des Etats-Unis.

C'est aussi la raison pour laquelle 60 % des Français imaginent une défense européenne indépendante mais coopérant avec les Etats-Unis. Ils sont 75 % à ne pas croire qu'une Europe ne disposant d'aucune arme nucléaire pourrait durablement assurer sa sécurité et son indépendance face à l'Union soviétique. Enfin, 53 % d'entre eux n'accepteraient pas une augmentation du budget militaire en France pour mieux assurer la défense de l'Europe, et 46 % estiment que la politique de M. Gorbatchev vise à affaiblir militairement l'Europe face à l'Union soviétique.

* Sondage réalisé selon la méthode des quotas auprès de 1 001 Français représentatifs en âge de voter.

à Pâques
Darl'mat
ouvre
les toits

Quel qu'en soit le modèle, un toit ouvrant sur une voiture est une option des plus agréables. Quant à son prix ? Qu'importe ! Puisque cet été, déjà champion des reprises et du financement c'est encore Darl'mat qui en équipe ses voitures neuves DU 18 AVRIL AU 9 MAI. Un bien bel œuf qu'il serait cloche de laisser échapper car attention : l'opération "Pâques ouvre les toits" se limite aux stocks disponibles.

Darl'mat

DARL'MAT
CONCESSIONNAIRE
PEUGEOT TALBOT
146 Bd DE GRENELLE
75015 PARIS ☎ 45 75 62 80

Le Monde
sur minitel
LIVRES

Pour retrouver les dernières critiques du Monde.

3615 TAPÉZ **LEMONDE**

سكنا في المجلد

sur le désarmement

Londres : Sir Geoffrey Howe demande que l'on « prenne du recul »

LONDRES
de notre correspondant

Même silence gêné à Londres que dans les autres principales capitales européennes après les dernières propositions de M. Gorbatchev. Mais, à la suite de la réunion atlantique de Bruxelles, il fallait bien exprimer une opinion; alors, le secrétaire au Foreign Office a déclaré : « Nous touchons à cette question essentielle : sommes-nous en train d'aboutir à quelque chose qui apporte à l'Europe et à l'Alliance plus ou moins de sécurité — même si les armements sont réduits ? »

Une manière pour Sir Geoffrey Howe d'exprimer les doutes et l'inquiétude de son gouvernement face aux offres soviétiques, mais aussi à l'intérêt qu'elles suscitent *a priori* du côté américain.

Pour Sir Geoffrey Howe, il faut surtout éviter la précipitation. Est-ce un avertissement à l'adresse de Washington ? Cela y ressemble fort. Depuis Reykjavik, la rapidité des réactions soviétiques a été troublante, a-t-il dit à son retour de Bruxelles. « Je pense qu'il nous faut prendre du recul pour accepter les choses pour ce qu'elles sont vraiment, nous livrer à une étude attentive et minutieuse. »

Le chef de la diplomatie britannique a tenu à rappeler : « Un accord sur les armements de portée intermédiaire, débarrassant l'Europe de la menace des SS-20, a été pendant

près de six ans la priorité de l'OTAN. Certes, nous devons reconnaître que les dirigeants soviétiques ont fait en sorte que maintenant cet objectif est enfin envisageable. Nous devons cependant nous rappeler que pour en arriver là, l'Ouest a dû manifester sa détermination et son unité pour surmonter les formidables obstacles opposés auparavant par les Soviétiques... Si Geoffrey Howe semble craindre ou vouloir prévenir d'éventuelles pressions américaines pour amener les alliés européens à adopter une attitude moins négative.

La difficulté de la présentation de la démarche européenne est d'autant plus embarrassante pour le gouvernement de M^{me} Thatcher que le premier ministre britannique est le dernier leader occidental à s'être rendu à Moscou, il y a deux semaines. Là-bas, M^{me} Thatcher, après avoir consulté ses partenaires à Paris et à Bonn, avait déclaré avec fermeté qu'un accord sur les armes nucléaires de portée intermédiaire ne pouvait se concevoir sans une prise en compte de la supériorité écrasante des Soviétiques dans le domaine des missiles à courte portée.

Or voici que M. Gorbatchev donne l'impression d'accepter cette requête et de prendre ainsi au mot le premier ministre britannique. Que peut-on encore objecter sans avoir l'air de repousser systématiquement les initiatives du Kremlin? Les

armes nucléaires tactiques dites de théâtre? Les armes chimiques — et M^r Thatcher a été un des premiers dirigeants occidentaux à soulever ce problème il y a quelques années? Même sur ces deux points, M. Gorbatchev paraît prêt à d'importantes concessions.

A Londres, on est désormais persuadé que M. Gorbatchev cherche à obtenir une désatenuation de l'Europe. Le gouvernement britannique estime que cela n'est pas acceptable, étant donné le déséquilibre des forces conventionnelles. M^{me} Thatcher a clairement dit à Moscou qu'elle était opposée à une élimination complète des armes nucléaires. Elle a déclaré avec franchise que celles-ci avaient en réalité garanti la paix sur le Vieux Continent depuis la seconde guerre mondiale.

Le *Times*, dans un éditorial le 16 avril, espère que les dirigeants du Kremlin préviennent le maximum pour parvenir à un minimum, c'est-à-dire non pas à une suppression totale, mais à une réduction substantielle des armes nucléaires. Dans ce cas, un rééquilibrage entre l'Est et l'Ouest en Europe serait possible, selon le journal. Mais le *Times* est loin d'être sûr de cette hypothèse et conseille la plus grande circonspection aux Européens.

Même souci de prudence de la part de l'*Independent*, ou du *Financial Times*: celui-ci souligne que les Européens devraient « répliquer aux propositions soviétiques dans le domaine nucléaire en se montrant très exigeants sur la question des forces conventionnelles ». Seul le *Guardian*, qui réfute souvent les idées de certains courants pacifistes modérés, paraît nettement moins réservé en déclarant que l'Europe n'a pas connu « une pareille occasion de détente au cours d'une génération ».

La dénucléarisation de l'Europe ne fait pas recette auprès des militaires français...

La dénucléarisation de l'Europe est un thème qui ne fait pas recette auprès de nombreux militaires français, pour lesquels « la super-option zéro », c'est-à-dire la double négociation sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire et des missiles à courte portée, laisserait l'Europe démunie de ses seules armes capables de contrebalancer l'énorme supériorité classique et chimique actuelle des Soviétiques.

Ces armes, en Europe, sont autant américaines que françaises ou britanniques. Aussi longtemps que le rapport des forces entre les pays de l'OTAN et ceux du pacte de Varsovie sera ce qu'il est, explique en substance un officier, les armes nucléaires françaises et américaines en Europe compensent la supériorité soviétique en effectifs et en armes.

Au ministère français de la défense comme dans les états-majors, on considère que, dans la mesure où « le nucléaire européen rétablit l'équilibre des forces dans cette région du monde entre l'Est et l'Ouest », on comprend mieux pourquoi Moscou s'acharna à en proposer une éradication progressive sans toucher autrement que verbalement, dans le même temps, à l'arsenal nucléaire stratégique soviétique ou au surdimensionnement de la panoplie classique, chimique et spatiale de l'URSS.

« Après tout, observe un proche de M. André Giraud au ministère de la défense, les missiles stratégiques soviétiques peuvent très facilement s'arrêter en chemin, c'est-à-dire en Europe, dans leur trajet sur Washington. »

Cette crainte d'un désarmement nucléaire unilatéral de

l'Europe, par le biais d'une dénucléarisation sur la base des nouvelles propositions de M. Gorbatchev, part de l'interrogation suivante : dans l'éventualité de la suppression par les Etats-Unis et l'Union soviétique de tous leurs moyens nucléaires en Europe, d'une portée inférieure à 5 000 kilomètres, comment la France et la Grande-Bretagne pourraient-elles résister longtemps à une pression américaine et soviétique conjuguée de liquider à leur tour les « outils » de leur sécurité ?

« Un manipulateur »

Or, au moins pour la France, la dissuasion nationale est un bloc qui ne se fragmente pas entre des « objets » nucléaires stratégiques, comme les bom-

barriers Mirage IV, les missiles de Haute-Provence ou les sous-marins, et d'autres « objets » en apparence moins stratégiques, comme les avions Jaguar, Mirage ou Super-Étendard et les missiles Pluton ou Hadès qui emportent une charge nucléaire plus puissante que la bombe d'Hiroshima. Cet arsenal forme un système dit « central » de la dissuasion nationale, à l'image des panoplies nucléaires intercontinentales que Moscou et Washington veulent sauvegarder.

« La capacité de manœuvre politique de l'Union soviétique, dans ses négociations actuelles avec les Etats-Unis sur une éventuelle dénucléarisation de l'Europe, observe-t-on au ministère français de la défense, s'appuie précisément sur le maintien d'une surabondance de ses propres moyens stratégiques. »

« **Mikhail Gorbatchev, ajoute-t-on de même source, est un brillant manipulateur de cartes à jouer, qui donne l'impression de jeter tout son jeu sur la table, d'un main, alors même qu'il conserve, dissimulé dans l'autre main, des atouts-maîtres. Or, pour la France, face à la surpuissance du pacte de Varsovie en armes classiques et chimiques destinées au théâtre européen, le seul atout maître est son arme nucléaire. »**

On se demande, chez les militaires français, si, en réalité, l'accélération donnée par M. Gorbatchev à ses propositions de dénucléarisation de l'Europe ne cache pas autre chose : à savoir une course de vitesse que mènerait actuellement l'Union soviétique pour interdire ou, tout au moins, ralentir la construction européenne en matière de défense.

Dans les quelques années prochaines, entre 1988 et 1991, notamment, il pourrait exister « un créneau historique », pour reprendre une expression entendue au ministère français de la défense, pendant la durée duquel on aura l'assurance d'une relative stabilité politique des différents gouvernements responsables en Europe occidentale.

C'est-à-dire une période de temps qui donnerait à ces mêmes gouvernements européens une assise suffisante pour régler des problèmes importants, comme l'instauration d'un « pilier » européen de la défense solidaire, par son autonomie propre, de l'allié américain. Le « forcing » actuel de Moscou tendrait à dissoudre cette opportunité-là.

JACQUES ISNARD.

**SUPER BLINDAGES
ET BLOCS PORTES**

**FRANCIS CORNU**

POUR FRAMATOME, L'AVENIR C'EST
L'INTELLIGENCE AU SERVICE DE L'IMAGINATION.



L'avenir c'est être présent dans les domaines où l'intelligence, le savoir-faire, l'expérience permettent d'aller plus vite, d'aller plus loin.

Peut-on imaginer l'avenir sans le nucléaire ? Aujourd'hui en France trois ampoules sur quatre sont alimentées par cette irremplaçable source d'énergie.

Framatome, premier constructeur mondial de réacteurs nucléaires et de leurs assemblages combustibles, est aussi le spécialiste des services et des interventions en centrales.

La réussite des projets nucléaires dirigés par Framatome a prouvé sa compétence incomparable dans la coordination et l'entreprise générale de très grandes opérations.

Présent dans les autres sources d'énergie, l'hydraulique, le gaz, le pétrole, Framatome intervient dans l'ingénierie, la fabrication des gros composants et la mise en service d'installations complètes.

Framatome et ses filiales fournissent des équipements pour la chimie et l'agro-alimentaire, ainsi que des installations de dessalement d'eau. Chaque jour, pour quatre millions d'hommes, cette eau c'est la vie.

Pour libérer l'énergie des hommes dans leurs entreprises, Framatome développe les applications industrielles de l'informatique : systèmes experts, automatismes et robots, conception, fabrication, formation et gestion assistées par ordinateur.

Framatome est partout où l'homme réfléchit, crée, réalise, pour que l'intelligence et l'imagination soient au service de l'avenir.


FRANKLIN

NOUS SOMMES EXPERTS POUR L'AVENIR.

Tour Fiat - Cedex 16 - 92084 Paris-La Defense
Tél (1) 47.96.14.14 - Telex : Frama 630 635 F

LIVRES

LEMONDE

Europe

Le lent cheminement des réformes en Pologne et en URSS

Esprit Gorbatchev, es-tu là ?

VARSOVIE
de notre correspondant

Les questions-bateaux sont les plus redoutables. L'intense activité déployée par M. Gorbatchev pour moderniser son pays, et par là même changer l'image du camp socialiste, a-t-elle des effets tangibles en Pologne ?

En apparence, la réponse est évidente. De tous les dirigeants des pays-frères, le général Jaruzelski est sans conteste celui qui a applaudi le plus fort aux initiatives du numéro un du Kremlin. Il y a là plus que l'approbation systématique de tout ce qui vient de « la centrale », qu'elle soit représentée par un Brejnev, un Tchernomir ou un Gorbatchev. Comment ne pas voir, en effet, que les réformes souhaitées par l'actuel patron viennent à point nommé pour donner un second souffle à un « renouveau » polonais qui en a bien besoin.

C'est exactement ce qu'explique l'une des stars de la presse officielle polonaise, M. Daniel Passent, de *Polityka*, organe du comité central : « Jamais, de mon vivant, la direction des changements en cours en URSS n'a été aussi proche des aspirations de la société polonaise, pour ce qu'on appelle chez nous le renouveau, et la bas la reconstruction (perestroïka). » Et, après avoir salué en M. Gorbatchev et Jaruzelski deux hommes capables de prendre des « risques calculés » et spectaculaires (l'autorisation de rendre à Moscou pour Sakharov et la libération des prisonniers politiques en Pologne), M. Passent ajoute : « Les changements actuels ne peuvent venir pour nous à meilleur moment. Ils redonnent du courage à ceux qui, non sans quelques raisons, déprisaient avant même de donner ses fruits. » Ajoutez à cela que, depuis début avril, la télévision soviétique est reçue en Pologne : la cause est entendue.

Le malheur est que la réalité est beaucoup plus embrouillée, y compris pour ce dernier détail. En l'absence d'antennes spéciales, la réception des programmes soviétiques est fort médiocre, et, de toutes manières, presque personne ne les regarde.

« Que vouloir de plus ? »

On pourrait aussi rappeler quelques évidences, à savoir que tout ou presque — sauf le régime — sépare la situation polonaise de la soviétique : le rôle de l'Eglise, de l'agriculture privée, le caractère « étranger » du système politique imposé, le fait qu'il y a en Pologne une véritable opposition, alors que l'URSS ne connaît qu'une maigre dissidence. Depuis longtemps, de petites entreprises privées prospèrent en Pologne, alors que l'URSS n'en est, à cet égard, qu'au stade des timides expérimentations.

Même dans un domaine plus comparable, celui de la culture et des possibilités d'expression, comment ne pas donner au moins en partie raison au ministre de la culture, M. Alexandre Krawczak, quand il nous déclare : « Tout ce qu'on est en train de réaliser en URSS, nous l'avons déjà ici », (et il ajoute :

« Qu'est-ce que les Polonais peuvent bien vouloir de plus ? »

On pourrait aussi ajouter que ce que, dans le vocabulaire officiel, on appelle « renouveau » était, de la part du parti, une tentative de reprendre partiellement à son compte, de canaliser une puissante poussée venue d'en bas, de la société, alors qu'en URSS c'est tout l'inverse. Le pouvoir tire, et la société traîne des pieds.

Ce qu'il faudrait donc comparer, ce ne sont pas les actions, les résultats, mais la dynamique, la volonté de changement. Mesurée à cette

Jaruzelski-Gorbatchev, même combat ?
C'est ce que soutient la presse officielle polonaise.
La réalité est moins simple, tant il est difficile de comparer la situation dans les deux pays.

une-là, la performance des dirigeants polonais semble plus modeste. Dans l'opposition, on souligne que, depuis la libération des prisonniers politiques, en septembre dernier, rien de bien concret n'a été fait. Sinon le recours à un traitement original des délits politiques, à coups de très fortes amendes et de sautes de voiture et autres objets de valeur. On note tout de même un certain allègement de la censure (sauf précisément sur ce qui concerne l'URSS) et la diffusion de certains films retenus depuis des années sur l'étagère (en particulier une œuvre saisissante, *La Mère des rois*, une sorte d'*Aves*, qui mêle scènes de fiction et images parlées inavouables mais vraies, comme certains défilés du premier mai dans les années 50.

Bonne intentions

Mais les initiatives proprement politiques du pouvoir, qui devraient traduire dans les faits une volonté d'ouverture, ont déjà tourné court. C'est le cas du « conseil consultatif » supposé représenter les différentes tendances de l'opinion, mais qui fonctionne déjà comme un rouage du système. « Cette équipe dirigeante a de bonnes intentions, mais ne sait pas se décider ». Là, ce n'est pas un opposant qui parle, mais l'un de ces rares hommes qui acceptent, en « coopérant », de donner une caution libérale au pouvoir, le professeur Mikolaj Kozakiewicz, sociologue et zoologue.

En dépit de certaines satisfactions ponctuelles, de quelques concessions difficilement obtenues, la lassitude et la déception sont souvent au bout du chemin : M. Kozakiewicz ne sera plus membre du prochain conseil du PRON, « le Mouvement patriotique de renouveau national », enfant chéri du général Jaruzelski, — un organisme qui lui aussi, avec une fonction différente, était supposé représenter le pays tout entier, et y a échoué.

On prête cependant aux autorités des projets ambitieux, en particulier celui de limiter les effectifs des bureaucraties, pour faire des économies et améliorer l'efficacité de l'administration, un objectif tout à fait « gorbatchévien ». On dit même, de « bonne source », que le général Jaruzelski aurait décidé de porter le fer au cœur des services du

comité central, le saint des saints du parti, et là aussi de réduire les effectifs, de faire fusionner des départements. Rude entreprise, qui laisse plus d'un sceptique.

Les projets officiels, pour l'instant, sont plus modestes : le ministre de l'intérieur, le général Kiszcak, vient d'annoncer une lutte — très classique — contre les gaspillages, les coûts et souvent inutiles voyages de fonction à l'étranger, et aussi la rétrocession au public par l'administration d'un certain nombre de lignes de téléphone (obtenir le téléphone en Pologne demande des

années de patience), et enfin une réduction du nombre des chauffeurs et des voitures de fonction. Rien de très bouleversant.

Autre décision annoncée, la réduction de 20 % du nombre des vice-ministres (ils sont légion) et des directeurs dans les ministères. Mais quand on demande au porte-parole du gouvernement, M. Urban, si l'on va aussi réduire le nombre des ministères, et supprimer les ministères « de branche », symbole d'un centralisme tatillon, il répond que la question est « prématurée ». Ce serait pourtant là une décision autrement importante, car directement liée à la « réforme » économique.

Cette fameuse réforme économique, cela fait des années qu'on en parle, et qu'elle est théoriquement en cours. Officiellement, on aborde — enfin — la « seconde étape », celle qui verra toutes les demi-mesures esquissées — ou enterrées — de l'interminable « première étape » se transformer en innovations audacieuses : vérité des prix, économie au sein des entreprises, sur le marché, autonomie réelle des directeurs d'entreprise, élimination des entreprises non rentables, remplacement des responsables incapables par de vrais professionnels... Un bel et bon programme, mais seriné depuis bien longtemps, et qui, dans les faits, se traduit essentiellement par des hausses de prix.

Remaniement ministériel

Ces derniers jours, pourtant, certains — surtout en Occident — ont cru que le Rabibon était franchi. M. Urban n'avait-il pas, à l'occasion d'une conférence de presse à Stockholm, fait entendre les perspectives les plus mirobolantes, y compris la distribution dans le public d'actions des sociétés d'Etat.

On allait puissamment favoriser la propriété privée, tous les corsets qui brident l'économie allaient être supprimés, et la prospérité était au bout du chemin. Hélas, dès le lendemain, M. Urban, par le canal de l'organe du parti, *Trybuna Ludu*, faisait machine arrière. C'était, naturellement, « la presse bourgeoise » qui avait tout inventé, à la fois parce qu'elle n'avait rien compris et par désir de nuire.

Que s'est-il donc passé ? Les journalistes présents à Stockholm, peu familiers du style très particulier de M. Urban, ont-ils vraiment « mal

compris » ? Ou bien le porte-parole a-t-il été chargé de jeter de la poudre aux yeux, juste le temps de susciter quelques articles enthousiastes ou intrigues — au moment où, à Varsovie, *Solidarnosc* s'apprête à publier son propre point de vue sur ce que devrait être la réforme, — un point de vue pas très éloigné des idées les plus « novatrices » exprimées par les autorités.

Autre hypothèse, M. Urban a-t-il été trop vite en besogne, alors que de toute évidence les luttes d'influence se poursuivent à Varsovie entre partisans du maintien d'un système très centralisé et zélés du changement et du risque ? « Les réformateurs sont en train de reculer », affirme un opposant éminent qui dispose habituellement de bonnes informations.

Ainsi, l'idée de distribuer des actions (ou plutôt des obligations) aurait-elle été battue en brèche par la commission chargée de la réforme, certains estimant valoir qu'il y aurait là une atteinte aux principes constitutionnels de la propriété socialiste.

Pourtant, attendait-on un peu partout ces derniers jours à Varsovie, l'intention du général Jaruzelski est de frapper un grand coup, d'affirmer sa volonté d'aller de l'avant, en évitant du gouvernement ceux qui s'opposent à la réforme, en particulier le vice-premier ministre Szalajda, représentant présumé du lobby de l'industrie lourde. Le premier ministre M. Messner lui-même semblait sur la sellette, le nom de son remplaçant circulant déjà.

Une fois de plus, la réalité s'est révélée plus terne.

Un remaniement du gouvernement est bien intervenu, jeudi 16 avril, mais il est de dimensions modestes. On note l'arrivée, avec le titre de vice-premier ministre (il y en a plusieurs en Pologne), d'un économiste, M. Zdzislaw Sadowski, qui était président de la commission pour la réforme économique. Mais est-ce là un signe suffisant pour rassurer les réformateurs, si, dans le même temps, leurs adversaires restent en place ? M. Messner a, de son côté, déclaré à la Diète qu'il convenait d'abandonner la politique des petits pas, pour favoriser des actions plus résolues. Refrain connu ou engagement réel ? En attendant la réponse, on peut toujours continuer à se demander si oui ou non l'effet Gorbatchev agit à Varsovie.

JAN KRAUZE.

Un Suédois condamné pour avoir tenté d'introduire du matériel d'imprimerie en Pologne. — M. Lennart Jarn, un chauffeur routier suédois, a été condamné jeudi 16 avril à deux ans et demi de prison et à une amende de 5 millions de zlotys (environ 21 000 dollars) par le tribunal de Szczecin (nord-ouest du pays), pour avoir essayé d'introduire frauduleusement du matériel d'imprimerie en Pologne. L'agence officielle PAP a indiqué qu'il avait été établi au cours du procès que M. Jarn avait agi pour le compte du syndicat des Solidaires basés à Bruxelles. Jusqu'à présent, les étrangers condamnés dans ces conditions ont été libérés au terme de quelques mois de prison, moyennant une très forte caution. — (AFP.)

Le numéro un soviétique exhorte la jeunesse à faire sauter les « freins » qui bloquent les réformes

MOSCOU

de notre correspondant

M. Gorbatchev a invité solennellement la jeunesse à le soutenir dans sa lutte pour les réformes et à faire sauter les « freins » qui retardent ou bloquent ces dernières. Parlant, jeudi 16 avril, devant le XXV congrès du Komsomol, l'organisation qui regroupe environ 70 % des jeunes Soviétiques, le secrétaire général a, pour la première fois, affirmé que des « personnes concrètes » traitaient les pieds à tous les niveaux, y compris le plus élevé.

Le Komsomol, immense planète un peu grise de quarante millions d'adhérents pilotée sans enthousiasme excessif par des « jeunes » bureaucrates souvent proches de la quarantaine, n'est pourtant pas à la veille d'une révolution. On s'ennuie ferme dans les réunions, et on oublie de plus en plus d'y assister, voire de payer la cotisation mensuelle symbolique.

Un remaniement du gouvernement est bien intervenu, jeudi 16 avril, mais il est de dimensions modestes. On note l'arrivée, avec le titre de vice-premier ministre (il y en a plusieurs en Pologne), d'un économiste, M. Zdzislaw Sadowski, qui était président de la commission pour la réforme économique. Mais est-ce là un signe suffisant pour rassurer les réformateurs, si, dans le même temps, leurs adversaires restent en place ? M. Messner a, de son côté, déclaré à la Diète qu'il convenait d'abandonner la politique des petits pas, pour favoriser des actions plus résolues. Refrain connu ou engagement réel ? En attendant la réponse, on peut toujours continuer à se demander si oui ou non l'effet Gorbatchev agit à Varsovie.

Un remaniement du gouvernement est bien intervenu, jeudi 16 avril, mais il est de dimensions modestes. On note l'arrivée, avec le titre de vice-premier ministre (il y en a plusieurs en Pologne), d'un économiste, M. Zdzislaw Sadowski, qui était président de la commission pour la réforme économique. Mais est-ce là un signe suffisant pour rassurer les réformateurs, si, dans le même temps, leurs adversaires restent en place ? M. Messner a, de son côté, déclaré à la Diète qu'il convenait d'abandonner la politique des petits pas, pour favoriser des actions plus résolues. Refrain connu ou engagement réel ? En attendant la réponse, on peut toujours continuer à se demander si oui ou non l'effet Gorbatchev agit à Varsovie.

Il a révélé qu'il recevait des lettres dans lesquelles on lui demandait de « donner les noms » des adversaires de la « réforme », le mot-clé utilisé ici pour désigner avec celui de « transparence » et de « démocratisation » pour désigner l'ensemble des réformes. « Nous devons apporter des éclaircissements à ce sujet. Il n'y a pas d'adversaires politiques ni aucune espèce d'opposition à la réforme (...), mais un mécanisme de freinage. Ce mécanisme n'est pas né de rien. Il a ses racines cotées au niveau aussi bien du comité central que du gouvernement, des ministères, des Républiques, des régions et des collectifs de travailleurs, voire au

niveau du Komsomol », a-t-il lancé du haut de la tribune.

Les individus « concrets » du comité central et du gouvernement ainsi que de la direction du Komsomol visés par ces paroles ont certainement dû sursauter. D'autant que le secrétaire général a enfoncé le clou : « Il y a des gens qui sont habitués à l'ancien mode de vie et ne veulent pas en changer. (...) La démocratie, la lutte contre le bureaucratisme, l'extension de la transparence, ne sont pas des objectifs provisoires. Ce sont les forces motrices du renouveau. Leur abandon nous conduirait à nouveau à la stagnation », a-t-il affirmé.

Un malaise évident

Commencé jeudi, le vingtième congrès du Komsomol devrait se terminer sans histoire samedi 18 avril par la réélection de son premier



liste, qui venait d'être nommé membre du gouvernement autonome basque, et qui avait été l'un des auteurs du plan de reconversion. Après sa libération par la garde civile, travailleurs et forces de l'ordre se livrèrent, durant quatre heures, à une véritable bataille rangée dans les rues de la ville. La garde civile fut prise de court par l'ampleur et la violence de la manifestation, et plusieurs de ses membres, isolés de leurs compagnons, furent même frappés et désarmés par les manifestants. Depuis, un fort contingent de gardes civils stationnent en permanence à Reñosa, ce qui a contribué à exaspérer encore les habitants.

Un dialogue se dessine toutefois entre les représentants de la centrale communiste Commissions ouvrières, majoritaires, et ceux du syndicat socialiste UGT (Union générale des travailleurs). Tandis que les premiers prônent la poursuite de la mobilisation, les seconds préconisent une pause pour permettre une réouverture des négociations. Les travailleurs ont en effet remporté un premier succès en obtenant que les régulations de contrat prévues à Cenemesa soient transformées en simples suspensions temporaires.

THÉRIE MALINAK.

secrétaire, M. Viktor Mironenko, âgé de trente-trois ans, en poste depuis juillet 1986. Ce dernier a prononcé à l'ouverture le traditionnel discours fleuve. Il y a répété à satiété les mots de « démocratie », « transparence » et « réforme ».

Certains des orateurs ont été plus originaux et ont illustré la très nouvelle liberté de ton qui est désormais admise. Un délégué de l'Altai venu de son lointain kolkhoze d'Asie centrale, visiblement agacé par la nonchalance des adhérents de base, a proposé d'inclure dans les nouveaux statuts du Komsomol une clause excluant automatiquement ceux qui changent de domicile sans prévenir personne. Il a été très applaudi.

Il s'agit d'une pratique de plus en plus courante. On admet théoriquement au Komsomol à quatorze ans et on le quitte à vingt-huit. Mais les jeunes qui partent sur un chantier en Sibérie ou qui viennent s'installer dans une grande ville en profitent souvent pour désertir tranquillement l'organisation. Ils « oublient » de dire qu'ils s'en vont et omettent de s'inscrire au Komsomol correspondant à leur nouveau lieu de résidence.

« Il y a dix millions de jeunes qui déménagent chaque année en URSS. Comment les suivre ? », remarquait devant nous amèrement un haut responsable du Komsomol. Selon notre interlocuteur, 272 000 jeunes avaient, d'autre part, été exclus de l'organisation en 1986, soit deux fois plus que cinq ans auparavant. Ils avaient commis diverses infractions au règlement. « Il ne faut rien exagérer, cela ne fait jamais qu'une exclusion pour cent cinquante adhérents », précisait-il.

Le malaise est pourtant évident. Dans son intervention, jeudi, M. Gorbatchev a regretté que « le style de travail de certains dirigeants du Komsomol évoque une rue dans laquelle les jeunes marchent dans une direction et les responsables en sens inverse ». Autant dire que l'organisation a du mal à « intégrer » les nouvelles valeurs de la jeunesse soviétique : son goût pour la musique et les vêtements occidentaux, son sens aigu de la consommation, son individualisme.

Le Komsomol est certainement en retard sur l'évolution de la jeunesse soviétique elle-même, puisque tous les dirigeants qui ont pris la parole au congrès, à commencer par le premier secrétaire, M. Mironenko, se sont livrés à une autocritique à ce sujet. Cette formalité accomplie, ils seront pour la plupart tranquillement reconduits dans leurs fonctions.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

ITALIE : le procès de Palerme

28 réclusions à perpétuité et 4 675 années de prison ont été requises

Palermo (AFP). — La première partie du « maxi-procès » ouvert en février 1986 contre la Mafia à Palerme a pris fin, jeudi 16 avril, sur un réquisitoire dur, reprenant pleinement les accusations formulées par le parrain « repenti », Tommaso Buscetta, contre les clans qui ont mis Palerme en coupe réglée pendant quinze ans.

Vingt-huit réclusions à perpétuité et 4 675 années de prison ont été requises contre 411 accusés, dont 200 sont encore en fuite. Les procureurs généraux, Domenico Signorino et Giuseppe Ayala, ont été avertis en circonstances attentatoires : 45 seulement en ont bénéficié, les preuves retenues contre eux ayant été jugées insuffisantes.

Les plaidoiries de l'armée d'avocats mobilisée par les accusés débiteront après Pâques. Leur tâche sera difficile, tant sont lourdes les accusations : une centaine de crimes, autant de disparitions « blanches » (sans cadavre), quinze ans de racket, de violence, de corruption, de trafic de stupéfiants. La fin des plaidoiries est prévue pour octobre.

Le ministère public a cherché à hiérarchiser les responsabilités. Sur

les 28 réclusions à vie, 10 concernent les membres de la « Commission », cette instance suprême de la Mafia palermitaine dont Buscetta, extradé du Brésil au cours de l'été 1984, a décrit avec minutie le fonctionnement et l'influence sur les grandes organisations criminelles américaines.

Cette « Commission » ou « Con-pole » regroupait les chefs les plus sanguinaires affiliés aux Corleonesi dont Michele Greco, dit « le pape », était le chef de file incontesté. On retrouve parmi eux Salvatore Riina, le trésorier Pippo Calò, les Provenzano, Benedetto Santapaula, l'entrepreneur de Catane qui a organisé l'assassinat du général Dalla Chiesa, le 3 septembre 1982.

Les autres réclusions perpétuelles ont été requises contre des tueurs comme le sanguinaire Mario Prestifilippo, ou encore contre les chefs de clans en fuite. Pour le « parrain des parrains », Luciano Liggio : quinze ans. Les procureurs généraux ont estimé qu'il continuait à exercer son influence néfaste sur les réseaux de Palerme, bien qu'il soit emprisonné depuis quinze ans.

MADRID

de notre correspondant

Il ne se passe décidément pas de jour sans conflit social en Espagne. A peine les échos de la dernière grève des transports publics se sont-ils apaisés que la tension monte maintenant à Reñosa, une petite ville industrielle de treize mille habitants, située dans la région de Santander (nord du pays). Deux jours de violents affrontements entre la garde civile et plusieurs milliers de travailleurs protestant contre un plan de reconversion industrielle y ont fait une quarantaine de blessés, tandis que vingt-huit personnes étaient arrêtées. Le calme était toutefois revenu dans la ville ce vendredi 17 avril.

Les accrochages avaient commencé mercredi en fin d'après-midi, lorsque les travailleurs ont bloqué, avec les câbles d'une ligne à haute tension, la route nationale qui traverse la ville et la voie ferrée reliant Madrid à Santander. La garde civile a alors chargé pour dégager les lieux, utilisant même de petits véhicules blindés. Aux décharges de gaz lacrymogènes, les manifestants, avec l'appui d'une grande partie de

ESPAGNE : la difficile reconversion du secteur sidérurgique

Violents affrontements dans le nord du pays entre gardes civils et manifestants

la population, ont répondu pendant plusieurs heures avec des frondes et des pavés.

Les incidents reprirent de plus belle jeudi après-midi, lorsque les protestataires tentèrent d'empêcher le passage d'un train venu de Madrid. On vit à nouveau la garde civile, bombardée de pierres et de billes d'acier, riposter en faisant usage de gaz lacrymogènes pour tenter de dégager la voie, tandis que les véhicules blindés des forces de l'ordre sillonnaient la ville en tous sens.

La tension à Reñosa dure en fait depuis plus d'un mois. Elle est due à la reconversion que les deux principales entreprises industrielles de la ville, Forjas y Aceros SA, du secteur sidérurgique, et Cenemesa, qui fabrique des biens d'équipement électrique. Près de deux mille emplois ont été perdus à Reñosa ces deux dernières années et plusieurs centaines d'autres devraient l'être encore durant les prochains mois.

Les premiers incidents s'étaient produits à la mi-mars, lorsque les travailleurs de Forjas y Aceros s'étaient révoltés contre le conseil d'administration de leur entreprise, M. Enrique Antolin, militant socia-

liste, qui venait d'être nommé membre du gouvernement autonome basque, et qui avait été l'un des auteurs du plan de reconversion. Après sa libération par la garde civile, travailleurs et forces de l'ordre se livrèrent, durant quatre heures, à une véritable bataille rangée dans les rues de la ville. La garde civile fut prise de court par l'ampleur et la violence de la manifestation, et plusieurs de ses membres, isolés de leurs compagnons, furent même frappés et désarmés par les manifestants. Depuis, un fort contingent de gardes civils stationnent en permanence à Reñosa, ce qui a contribué à exaspérer encore les habitants.

Un dialogue se dessine toutefois entre les représentants de la centrale communiste Commissions ouvrières, majoritaires, et ceux du syndicat socialiste UGT (Union générale des travailleurs). Tandis que les premiers prônent la poursuite de la mobilisation, les seconds préconisent une pause pour permettre une réouverture des négociations. Les travailleurs ont en effet remporté un premier succès en obtenant que les régulations de contrat prévues à Cenemesa soient transformées en simples suspensions temporaires.

THÉRIE MALINAK.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

L'échéance présidentielle, la majorité et le jeu de la « bande à Léo »

Epargne-retraite : l'UDF met M. Balladur en difficulté

Dans le calme préparatoire au week-end pascal, la crise allait-elle éclater au Palais-Bourbon ? La grogne, la colère, l'énervement de certains députés UDF étaient tels, face à la placidité intransigeante de M. Edouard Balladur, que le pire — pour la majorité — parait un moment à craindre.

Le ministre d'Etat pensait avoir suffisamment sacrifié aux rites parlementaires, en négociant par avance plusieurs amendements de son texte avec le président de la commission des finances, M. Michel d'Ornano, et avec son rapporteur général, M. Robert-André Vivien. Il savait bien qu'il ne convaincrat pas les barbares, car son désaccord avec eux porte trop sur les fondements mêmes de la politique économique pour qu'un *modus vivendi* puisse être trouvé.

Le deuxième personnage du gouvernement n'aurait pas dû oublier que négocier avec les « grands » ne dispense pas d'être à l'écoute des sans-grade. C'est d'eux, cette fois, qu'est venue la contestation. Elle prit d'autant plus d'importance que la plupart des mécontents étaient, en l'occurrence, certes de l'UDF mais plus proches de M. François Léotard que de M. Valéry Giscard d'Estaing ou de M. Raymond Barre. Elle fut d'autant plus difficile à circonvenir qu'elle mettait en cause non les grands principes du projet mais ses applications techniques.

Le jeudi 16 avril, lors de la deuxième journée de discussion du projet de loi sur l'épargne, la raison finit — comme il se doit — par l'emporter. Curieuse majorité : elle accorde sans sourciller sa confiance à un gouvernement dont certains des siens n'ont pas de mots assez sévères pour critiquer l'action ; elle vote sans broncher un projet — celui sur la Nouvelle-Calédonie — accusé par certains de ses responsables de compliquer un dossier déjà bien délicat ; mais elle se déchire publiquement sur un texte apparemment plus « technique » que « politique ».

La « technique » devint politique quand M. Gilles de Robien, (UDF, Somme), le leader de la critique, regrettant, jeudi matin, lors de la réunion des parlementaires PR, le soutien de ses pairs et même de M. Alain Madelin. Il fallut qu'une fois encore M. Jean-Claude Gaudin rappelle à la raison ses amis. Cela ne suffit pas. Un rapide entretien, en début d'après-midi, entre le ministre d'Etat, le président de la commission des finances, le président du groupe UDF et le député indocile, permit de mettre au point un scénario évitant aux uns et aux autres de perdre par trop la face. Mais bien entendu ce fut le titulaire de la Rue de Rivoli qui s'en tira — de très loin — le mieux.

Le passage du témoin, au début de la séance publique, entre MM. d'Ornano et Balladur fut savoureux. Le député commença par s'étendre longuement sur « la bonne direction » choisie par le ministre, par le remerciement d'avoir déjà tenu compte de nombre de ses demandes, puis il le pria fort courtoisement de faire droit à d'autres sollicitations : un geste pour les familles est indispensable ; abaisser encore plus que primitivement le taux du prélèvement libératoire permettant de faire échapper à l'impôt sur le revenu les recettes obtenues par les contribuables à l'échelle de leur plan épargne-retraite serait bienvenu ; améliorer les incitations définitives à l'investissement des entreprises serait bien utile.

Suffisamment de demandes pour être satisfaites pour faire œuvre utile : suffisamment de souhaits d'avance rejetés pour ne pas avoir l'air complaisant !

Pas d'aide à l'investissement

La réplique fut à la hauteur de la tirade. M. Balladur refusa une fois encore tous les ajournements. Pour le reste, il ferait un geste mais pas aussi important qu'espéré « car tout n'est pas possible en même temps ». Dès la soirée, ce principe fut mis en œuvre. M. de Robien

demandait que le plafond des sommes pouvant être épargnées sur le plan soit accru de 2 000 F par enfant à charge ; les commissions étaient d'accord avec lui ; chacun dut se contenter d'un amendement de M. Juppé, corrigé par M. Gilbert Gauthier (UDF, Paris) de façon qu'il profite aussi aux célibataires ayant charge de famille : le plafond a été augmenté de 3 000 F pour tous ceux ayant au moins trois enfants à charge.

Petite satisfaction pour M. de Robien, mais qui ne le calma pas tout à fait, même si, prévenu, il avait légèrement adouci les critiques de son discours. Mais il maintint que le « plan épargne-retraite » de M. Balladur ne permettait pas une réelle épargne, qu'il allait favoriser une évasion fiscale, et surtout il demanda que ce plan ne soit pas avantagé par rapport aux assurances-vie et affirma que le financement de la retraite ne pouvait se faire que par le versement d'une rente et non d'un capital (alors que le projet laisse ouvertes les deux possibilités). Des critiques qui énervèrent suffisamment M. Juppé pour que le ministre délégué ait publiquement la cause les intérêts professionnels de certains, faisant ainsi clairement allusion à la profession d'assureur de M. de Robien.

Cette ambiance majoritaire est d'autant plus gênante pour le gouvernement que, dans le même temps, le Front national ne cesse de demander plus, et que la gauche trouve toutes les occasions de montrer que ce projet ne va aider que les plus fortunés. Et comme le reste du texte relève de la même philosophie, les difficultés vont continuer la semaine prochaine lorsque l'Assemblée achèvera l'examen de ce projet.

THIERRY BRÉHER.

L'embrouille libérale

M. François Léotard est-il encore le véritable patron du Parti républicain, ou se pose-t-il aujourd'hui comme le champion incontestable du double jeu ? Il n'est pas certain que cette question puisse trouver rapidement une réponse, car, dans l'incroyable campagne de surabondance présidentielle qu'ils ont délibérément lancée, les lieutenants et sous-lieutenants de M. Léotard font preuve d'une rare incohérence. Trois jours de la semaine, trois exemples. Mercredi après-midi, M. Philippe Vasseur, porte-parole du Parti républicain, publie dans *le Monde* une tribune, minutieusement relue par le secrétaire général de son parti. En cinq questions, le député du Pas-de-Calais pose clairement l'enjeu d'une candidature de M. Léotard à l'élection présidentielle de 1988 : mais les barbares ne retiennent que la question : comment le président élu — sous-entendu M. Barre — « entendrait-il assurer au Parti républicain la juste place qui devra lui revenir dans la nouvelle majorité parlementaire ? » Dans l'entourage de M. Barre, on ne s'y trompe pas : les libéraux veulent commencer « à négocier les pas-de-porte ». Mais ce n'est évidemment pas sur ce message que les libéraux s'attendent. M. Vasseur est en service commandé pour mettre un terme, comme il l'écrit en conclusion de sa tribune, « aux polémiques vindicatives et aux passions excessives ». Autrement dit, M. Vasseur veut « calmer le jeu », et c'est d'ailleurs ce qu'il ira dire lui-même en ces termes l'après-midi à M. Barre, à l'Assemblée nationale. Ayant réussi tant bien que mal à appliquer « la tactique de l'éclatement », les barbares en acceptent l'augure et les parlementaires PR de plus en plus inquiets des dérapages plus ou moins contrôlés, de la « bande à Léo », respirent un peu mieux.

Le lendemain, jeudi, cette consigne terrible respectée. Au cours du bureau politique du PR, puis lors d'une réunion élargie avec une quarantaine de parlementaires du mouvement, cette question de l'élection présidentielle passe après les discussions sur les travaux législatifs en cours. En présence des chefs de file barbares du PR, MM. Charles Millon et François d'Aubert, M. Léotard se contente de réaffirmer son souci de voir le débat d'idées l'emporter sur les querelles entre les hommes ; il met l'accent sur le rôle particulier du PR pour « tirer cette campagne présidentielle vers le haut ». Rien de plus, et chacun s'en félicite. Trop vite sans doute puisque, quelques heures plus tard, chacun pourra prendre connaissance d'une dépêche citant les morceaux choisis d'un entretien de M. Gérard Longuet accordé au *Nouvel Observateur* daté de ce vendredi. Faisant preuve d'un rare activisme médiatique, le ministre des PTT dépose un nouveau colis piégé sous la chaise de M. Barre en comparant, ni plus ni moins, le comportement de l'ancien premier ministre vis-à-vis des partis politiques à celui du célèbre général Boulanger ! Bien sûr, certains ne manqueront pas d'arguer que cette interview fut recueillie avant la publication de la tribune de M. Vasseur. Toutefois, la déclaration polémique de M. Longuet risque de retarder dangereusement la corde entre barbares et Léotard.

On se demande même dans la famille libérale si M. Longuet, comme il l'avait fait avant les élections législatives du 16 mars, n'a pas déjà pactifié avec M. Chirac et le RPR... Or M. Longuet prétend, en privé, que toutes ses déclarations sont faites avec la bénédiction de M. Léotard, ce qui ajoute encore un peu plus à l'embrouille.

Réagissant à ses propos, M. Charles Millon a demandé, vendredi matin, que M. Léotard s'explique enfin. Faut-il croire M. Vasseur ou M. Longuet ? Car il est vrai qu'à trop vouloir maintenir longtemps les deux fers au feu, M. Léotard risque bien de se brûler.

DANIEL CARTON.

A la présidence de la commission des affaires étrangères

La libre parole diplomatique de M. Giscard d'Estaing

M. Valéry Giscard d'Estaing est un président heureux. L'ancien chef de l'Etat, qui est tant de mal à surmonter sa défaite de 1961 et hésite si longtemps sur la place qu'il peut tenir dans la vie politique française « un ancien président de la République en exercice ne voulant pas se contenter d'être ses mémoires », a trouvé un rôle à sa mesure. En prenant, le jeudi 16 avril pour la première fois, la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, le député du Puy-de-Dôme a repris rang parmi les autorités de l'Etat, acquérant ainsi une position officielle qui lui ouvre, par surcroît, les portes d'une action diplomatique.

Pour être reçu par les grands de ce monde, M. Giscard d'Estaing n'avait pas besoin, certes, de ce nouveau titre. Mais, aujourd'hui, ce n'est plus un ancien détenteur du pouvoir qui discutera avec eux, mais un homme investi d'une responsabilité aussi présente qu'éminente. L'ancien président de la République compte bien en profiter et faire entendre ainsi sa propre partition dans la musique que jouent les actuels détenteurs du pouvoir.

Président de commission, il est. De toutes les possibilités que lui offrent ses charges, il usera. Dès jeudi, il a demandé à M. Jean-Bernard Raimond de venir évoquer devant la commission les dossiers les plus brûlants de la diplomatie française. La semaine prochaine, ce sera au tour de M. André Giraud d'y analyser les divers aspects des propositions soviétiques de désarmement. Puis M. Michel Aurillac devra s'expliquer sur la politique de coopération du gouvernement.

Le premier ministre lui-même n'échappera pas à ses demandes d'explication. S'il va à Moscou, M. Giscard d'Estaing demandera à M. Jacques Chirac de venir rendre compte de son voyage aux membres de la commission des affaires étrangères. Un chef de gouvernement devant une commission parlementaire, ce n'est point fréquent. Mais qui pourrait refuser une invitation d'un ancien président de la République ?

Le législatif doit contrôler l'action de l'exécutif et l'inviter à aller dans le droit chemin. L'ancien chef de l'Etat est bien décidé à faire respecter cette règle du régime parlementaire.

Surtout quand il s'agira de défendre les idées qui lui sont chères. Déjà, jeudi, il a demandé au ministre des affaires étrangères d'établir un calendrier des décisions que devra prendre la France pour préparer son ouverture au grand marché unique européen de 1992. Et il est déterminé à surveiller de près la mise en œuvre des mesures indispensables pour éviter que les administrations ne freinent l'application du choix fait par les hommes politiques.

Un premier voyage à Bonn

Fidèle à son souci de rassembler, il va faire poursuivre le travail de réflexion sur l'union européenne, monétaire d'abord, mais aussi politique, que, dans les mêmes conditions que celles qu'avait mises en œuvre son prédécesseur socialiste, M. Roland Dumas, et il souhaite que tous les groupes qui ont voté l'acte unique, des socialistes, soient associés de près au suivi des conditions de sa mise en application. Son premier voyage en qualité de président de la commission sera significatif de la priorité qu'il veut accorder à l'Europe : il dirigera une délégation de celle-ci qui ira à Bonn s'entretenir avec son homologue du Bundestag allemand.

Amener, questionner, s'informer... M. Giscard d'Estaing usera donc de toutes ces possibilités d'un président de commission. Il en profitera aussi pour donner plus d'écho à ses prises de position personnelles. Il a convenu à la fois, jeudi, à propos des propositions de M. Gorbatchev, non pas tant devant les députés que devant les journalistes à la sortie de la réunion. Le dossier, manifestement, le passionne. Il le connaît, et il n'a rien perdu de ses qualités pédagogiques pour l'exposer (*Lire page 4*).

Il est sur la même ligne que MM. Mitterrand et Chirac, contrairement à d'autres membres de l'UDF.

Aujourd'hui, ce sont ses amis qui font les frais de la liberté de parole de M. Giscard d'Estaing, mais nul ne peut douter que pour demain il donnera les moyens à « sa » commission de lui fournir arguments et autorités pour faire entendre un son qui pourrait détonner dans le concert que réussissent maintenant à jouer sans trop de fausses notes les deux responsables constitutionnels de la diplomatie française.

Th. B.

PROPOS ET DÉBATS

M. Longuet : le général Boulanger

A la question : « Pourquoi détestez-vous à ce point M. Raymond Barre ? » M. Gérard Longuet, ministre des PTT, répond dans le *Nouvel Observateur* du 17 avril : « J'hésite toujours entre deux aspects de sa personnalité : la commissaire des Communautés, qui a une vue prospective, générale et de qualité, ou le général Boulanger, antipatri, qui tourne les autres en dérision... » « C'est un prof, ajoute le ministre léotardien, en expliquant que pour asseoir son autorité sur les élèves, il met les rieurs de son côté en réservant ses sarcasmes à un bouc émissaire ».

M. Longuet estime d'autre part que M. François Léotard ne doit pas être candidat à l'élection présidentielle coûte que coûte : « Le seul cas de figure où il ne pourra pas l'être, c'est si Barre et Chirac sont à égalité sur la ligne de départ. Léotard ne peut prendre le risque de jouer contre son camp, l'UDF (...) ».

M. Le Pen : un an

M. Jean-Marie Le Pen a annoncé jeudi à Libreville qu'il serait candidat à la prochaine élection présidentielle en France. Le président du Front national, qui effectue depuis le 14 avril une visite dans ce pays, a précisé que sa campagne électorale durera « un an » : « Nous verrons bien alors si nos concurrents auront assez de jambes pour courir derrière nous. Lors de cette élection, la droite nationale aura une chance unique de remporter la victoire. Une chance qui ne s'était pas présentée depuis cent ans ».

M. Rocard : « le sang »

M. Michel Rocard affirme, dans sa lettre d'information *Convaincre*, que « si le gouvernement va jusqu'au bout » et « s'entête à vouloir imposer » le référendum en Nouvelle-Calédonie, « le sang risquerait de couler à nouveau ». Toutefois, l'ancien ministre socialiste estime que « l'irréparable n'est pas fatal. La question est politiquement très simple : elle est de savoir si les hommes de la majorité qui savent tout cela laisseront faire ». Pour le député socialiste, la responsabilité de certains élus centristes ou gaullistes et de M. Raymond Barre lui-même est engagée, car « ils peuvent par leur vote empêcher cette faute ».

M. Stasi : parfait

« M. Claude Malhuret a été parfait. C'est la première fois qu'un membre de la majorité dit au Front national ce qu'il faut lui dire », a déclaré, jeudi 16 avril à Reims (Marne), M. Bernard Stasi, député et maire d'Épernay. M. Stasi faisait allusion aux propos tenus par le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme à l'Assemblée nationale le mercredi 15 avril (*le Monde* du 16 avril).

Le député centriste a regretté que tous les députés de la majorité n'aient pas applaudi cette intervention : « Quand on est en concurrence avec un parti comme le Front national, soit on adopte ses thèses pour piquer des électeurs (...) soit on reste sur ses positions ».

(Publicité)

Un bateau pour le Nicaragua libre

L'appel reçoit un large écho

Par leur geste de solidarité, plus de vingt mille souscripteurs permettent d'ores et déjà de remplir LES 2/3 DU BATEAU. De nombreux artistes, scientifiques, chercheurs, enseignants, prêtres, syndicalistes, soutiennent l'appel lancé par les quarante et une personnalités.

Milieu LANGVIER-JOLIOT-CURIE, maître de conférences au CNRS ; René VAUTIER, chanteur ; Jean-Claude PETIT, compositeur ; Francesco SOLLEVILLE, artiste interprète ; Marc OGERET, artiste interprète ; Paul Le PERSON, comédien ; Jacques SERRIS, comédien ; Danielle LEBRUN, comédienne ; Hélène GRATOT-ALPHANDERY, directrice Ecole pratique hautes études ; Louis de GRAND MAISON, artiste peintre ; Gilbert RODRIGUE, éditeur d'art ; Jacques COGNARD, docteur de sciences ; Annie COGNARD, psychologue ; Gilbert OUY, directeur du Centre de la culture ; Jean-Claude COHEN, journaliste ; Denise et Thomas ARON, maître de conférences ; Jean-Jacques RECHT, maître de conférences ; Roland BLOTNICK, docteur ; Denise MALDEN, maître de conférences Paris-X ; Bernard AUTRY, ancien maître d'école ; Maurice MOISSONIER, historien du mouvement ouvrier ; Gisèle et Maurice CAMUSET, maître honoraire de Rouilly ; Bernadette LECOTTE, médecin psychologue ; André CELLIER, comédien metteur en scène ; Fernand LEFORT et son épouse, maître honoraire de Saint-Omer ; R. BRUNET, conseiller à la Cour de cassation ; Antoine CASANOVA, maître de conférences ; Frédéric COURVOISIER, docteur ; Catherine REISCH, artiste-interprète ; Georges REYCHON, journaliste ; Marie-Claude BAUDOUIN, éditrice ; Henriette MOISSONIER, syndicaliste ; A. GARCIA, avocat ; Jean-Louis MAGNANER, pianiste ; Claude VINCI, artiste-interprète ; Anne-Marie LAROTTE, ingénieur CNRS ; Maurice CLING, professeur d'université ; Clément LEPIDIS, écrivain ; Gérard GOSSELIN, artiste peintre ; Henri ALBALA, avocat ; Frédéric WEL, avocat ; Jacques BUISE, artiste peintre ; Pascaline SAINT-ARROMAN, avocat ; Marcel HERVOT, directeur MAC ; Jean-Claude PENNETIER, pianiste ; Julien BORGER, avocat ; Claude CLEUD, artiste peintre ; poète et Bernard SANCY, maître EDF-GEF ; Yves DARRAS ; Jean VEDURE, poète ; Gilbert COLLOMB, guitariste en chef d'orchestre ; Nicolas FRIZ, compositeur ; Lucien PROST et son épouse, ancienne résistante ; Georges WOIVRE, maître de Boulogne ; Antoine HAUMONT, enseignant ; Jean-Daniel SIMON, chanteur ; Albert FAVER, directeur MAC ; Georges BAUDOUIN, directeur musée P-Lagar ; René BRONDY, avocat ; Claire CLOUDET, chanteuse ; Martine SARRI, artiste-interprète ; Paul PAULI, musicien ; Arlette TERNARY, Pierre MEYRAND, directeur Centre d'études de Linguistique de Liège ; Jean DEJAC, avocat-compositeur ; Philippe GÉRARD, ingénieur ; André APPRELLÉ, poète ; Jean CARDONNEL, docteur ; Georges et Lucette SCHWARTZ, artistes musiciens ; Gérard NORET, écrivain ; Luc FOULQUER, ingénieur ; Yvon KOMEROUSKY, auteur-réalisateur ; Monique RALITE ; Jean LAFITTE, docteur ; Gabriel COUSIN, dramaturge ; Robert CHARVIN, professeur d'université ; Yvette AMICE, professeur d'université ; Marc HEYRAL, compositeur ; Jean-Luc BUREL, chanteur ; H.-A. MOREAU, directeur MAC ; Suzanne de BRUNHOFF, directrice de recherche CNRS ; Boris TABLITSKY, artiste peintre ; J.-F. BOLZINGER, ingénieur ; Jean-Louis VUARD, artiste plasticien ; Jean-Paul SCOT, historien ; Monique ARADON, sculpteur ; Marcelle HERTZOG-CACHIN, docteur ; P. HERTZOG, chirurgien ; Danielle KELLER, artiste interprète ; Claude PRÉVOST, professeur ; Lucie DUCROT HENRY, docteur ; Jean SAMTAR, journaliste ; Jacques Le GOFF, enseignant.

De nouvelles organisations apportent leur soutien : AMITIÉS FRANCO-CHILIENNES, APF D'ÉMIGRÉS ESPAGNOLS, CGT, CIMADE, FRANCE-AMÉRIQUE LATINE, JOC-JOCF, KOMKAR, LOISIRS VACANCES DE LA JEUNESSE, MJCF, PCF, PIONNIERS DE FRANCE, SGEN-CFDT, SNES, SNESUP, UFF, UNEF, UNITÉ ET ACTION, ainsi que de nombreuses associations ou organisations départementales ou locales.

« Ce que nous proposons est simple : envoyer « UN BATEAU POUR LE NICARAGUA ». Nous le remplissons de tout ce qui manque le plus à bas : des céréales, des médicaments, de l'outillage, du matériel scolaire pour les enfants... »

Pour réussir, nous avons besoin de réunir beaucoup d'argent. A nouveau, nous vous appelons, toutes et tous, à participer à cette collecte financière pour que la solidarité de la France s'exprime une fois de plus par la générosité de son peuple.

Comité national UN BATEAU POUR LE NICARAGUA
Maison des syndicats, 33, rue de la Grange-aux-Belles, 75010 PARIS

- Libeller les versements par chèque à l'ordre de « Un bateau pour le Nicaragua » et les adresser à « Un bateau pour le Nicaragua », Maison des syndicats, 33, rue de la Grange-aux-Belles, 75010 PARIS ;
- Un compte bancaire « Un bateau pour le Nicaragua » est ouvert : n° 5025500 Société générale, BP 104, 75463 PARIS CEDEX 10.

Merci de votre solidarité

VOTRE MAISON SUR UN TERRAIN DE 1000 m²
Au cœur de la Forêt Landaise à 5 mn de la mer
Village Saint-Gilles
A partir de 222 000 F, et en mode
Documentation contre cette somme de :

Isocapit
4, bd de la République
40000 MONT-DE-MARSAN
59-06-16-09

MMD

Une pieuse pensée
est demandée à tous ceux
qui ont connu,
aimé, admiré

MARCEL DASSAULT

qui nous a quittés
il y a un an aujourd'hui

Merci

مكتبة الامان

Politique

Le Sénat examine la réforme de la fonction publique territoriale

Le Sénat a engagé, jeudi 16 avril, le débat — qui s'annonce assez long, — en première lecture du projet de loi portant sur la fonction publique territoriale, sur lequel le gouvernement a déposé l'urgence.

Au cours de cette première séance, ont été repoussées une exception d'irrecevabilité constitutionnelle soulevée par le groupe communiste et une question préalable déposée par le groupe socialiste et dont les objets étaient d'entraîner le rejet du projet. L'examen des articles, dont la conférence des présidents a fixé le terme au 28 avril, doit commencer le mercredi 22 avril.

Quelques millions de fonctionnaires n'ont pas un « patron » unique, l'Etat, mais plusieurs : le département, la commune, la région, la collectivité territoriale. Cette situation fait dire à M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, que c'est dans la volonté de transposer le système de la fonction publique d'Etat pour les fonctionnaires territoriaux, que réside le « vice » contenu dans les lois de 1984. Le système arrêté alors, n'est d'ailleurs que très partiellement entré en application en raison de sa complexité et de l'insuffisance de certaines de ses dispositions. Le gouvernement n'est pas le seul à vouloir sortir du « vide juridique ». Il y a été encouragé par sa majorité mais aussi par certains socialistes.

La réforme présentée par M. Yves Galland, ministre délégué chargé des collectivités locales repose sur trois innovations. Au lieu d'être organisée en « corps », la fonction publique territoriale est mise en « cadres d'emploi » ce qui, selon la définition donnée par la commission sénatoriale des lois, « est un ensemble de fonctionnaires soumis au même statut particulier, titulaires d'un grade leur donnant vocation à occuper un ensemble d'emplois ». Cette organisation doit permettre, indique M. Galland, « d'offrir des perspectives de carrière aux personnels en conservant aux élus locaux une part de gestion et de pouvoir de décision ». Deuxièmement, le projet allège et transforme les centres de gestion pour en faire de véritables organismes de services aux collectivités et à leurs fonctionnaires. Dans le texte proposé, toutes les décisions de carrière sont prises par

La veille, les sénateurs examineront le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail. Comme pour les précédents projets reprenant le texte d'ordonnance que le président de la République avait refusé de signer (privatisations et découpage électoral), la majorité sénatoriale a décidé de voter une question préalable. Cette procédure, habituellement utilisée pour exprimer une opposition, est, en l'occurrence, destinée à réduire à une formalité le passage du projet de M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, devant le Sénat.

l'autorité d'emploi puisque avec la disparition du « corps » il n'est plus nécessaire de prendre en compte la situation de tous les fonctionnaires de même grade pour prendre une décision relative à un fonctionnaire. Troisième point : la formation est réorganisée. Les lois de 1984 prévoyant en plus du centre national de gestion, un centre national de formation, des centres régionaux et des centres interdépartementaux dotés chacun de la personnalité morale et de l'autorité financière.

Pour le ministre chargé de collecter les fonds, cette « accumulation » accroit les coûts et rend difficile au minimum d'unité pédagogique. Il prévoit donc d'instaurer un établissement unique : le centre national de la fonction publique territoriale chargé de la formation et de certaines attributions propres à la catégorie A, et administré par un conseil de trente élus locaux représentant les communes, les départements et les régions.

La décentralisation remise en cause

Au cours de son exposé introductif, M. Galland a apporté un élément nouveau en annonçant le dépôt d'un amendement destiné à combler une lacune dans le Code des communes, lequel ne reconnaît pas l'existence des agents de police municipale. Décréter et dépassionner le débat : tel est le souci manifesté par M. Paul Girod (Gauche dém., Aisne), rapporteur de la commission des lois. Il ne s'agit pas d'une réforme de « revanche » mais de compléter la législation et de l'adapter.

Une préoccupation identique anime M. Pierre Schiété (Un. cent. Bas-Rhin) qui, dès 1972 avait proposé le système des cadres d'emploi pour les fonctionnaires territoriaux. Loin d'illustrer « une idéologie revancharde », ce texte marque au contraire, estime-t-il, « la volonté de garantir la liberté de l'Etat, la protection des agents et la plus grande économie de moyens possible ».

Globalement favorable à l'économie du projet, la majorité sénatoriale n'en souhaite pas moins modifier certains aspects, notamment pour les rémunérations, les comités directeurs paritaires et les contractuels. Le ministre s'est montré ouvert à la discussion, s'engageant même à ne pas interrompre les navettes entre les deux assemblées dès lors que le texte serait voté avant l'été.

Pour le parti communiste, le texte remet en cause « la conception même de service public » ainsi que le principe d'égalité des citoyens devant la loi. Mais M. P. P. (Seine-Saint-Denis) puis M. C. (Hauts-de-Seine) affirment que la loi avait déjà été ouverte par les gouvernements de l'avant-mars 1986.

Si certains socialistes admettent la nécessité de revoir les lois de 1984, ils n'en sont pas moins hostiles au dispositif proposé par le gouvernement. Pour M. René Régnault (Cotes-du-Nord), son inspiration « néolibérale » ne peut qu'aboutir à une remise en cause de la décentralisation.

ANNE CHAUSSEBOURG.

A l'Assemblée nationale

M. Séguin en colère contre M. Bérégovoy

M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, interrogé mercredi 15 avril à l'Assemblée nationale, au cours de la séance des questions au gouvernement, a proposé de la Sécurité sociale, à propos de la Sécurité sociale, a vigoureusement pris à partie le groupe socialiste qu'il a accusé de vouloir faire passer la Sécurité sociale à l'intégrité de la Sécurité sociale.

Un député socialiste du Nord, M. Bernard Derosier, avait, en effet, demandé au ministre de bien vouloir rassurer les salariés qui « craignent de faire les frais des mesures de

redressement » de la Sécurité sociale : « Elle était en équilibre dans les années 1970, elle est devenue déficitaire », avait-il ajouté.

« Je commence à me lasser de la campagne qui se développe sous la houlette érudite de M. Bérégovoy pour laisser entendre au pays que les socialistes ont été capables de bien gérer la Sécurité sociale et que la droite en est incapable », a répondu M. Séguin tandis que, sur les bancs socialistes, les députés, militaires, mi-éclatés, hurlèrent en chœur : « Béré ! Béré ! ». A son banc, l'ancien ministre de l'Economie et des finances en rougit d'aise.

Haussant encore un peu plus le ton, martelant ses mots, ponctués par les applaudissements des députés UDF et RPR, M. Séguin a poursuivi sa contre-offensive accusant les socialistes d'être parvenus, de 1983 à 1985, à un « équilibre apparent de la Sécurité sociale ». « Je vais rappeler, à l'heure où, par démagogie, on critique nos mesures de freinage des dépenses, quelles mesures vous avez prises alors », a lancé le ministre avant d'énumérer : « Le forfait hospitalier porté de 0 à 23 francs ; la sous-injection des pensions de retraite, celle des allocations familiales ; la diminution du remboursement des spécialités pharmaceutiques, etc. Des manipulations sans précédent ont été opérées (...). Le rythme d'encaissement des cotisations a été modifié. On a décalé le paiement des prestations familiales de décembre 1985 à janvier 1986, de même qu'on a décalé de 1985 à 1986 le paiement du solde de la dotation due aux hôpitaux ».

M. Bérégovoy a inventé l'année comptable de gauche qui compte onze mois et celle de droite qui en compte treize. Il est facile, dans ces conditions, de faire des comparaisons avantageuses (...). Alors, ne cherchez pas, en matière de Sécurité sociale, à tirer un avantage politique et ne racontez pas des salades ».

Prénant la parole au nom du groupe socialiste pour poser une question sur un autre sujet, M. Louis Mermaz (PS, Isère) a rétorqué à M. Séguin : « La Sécurité sociale est une des grandes conquêtes de 1936 et de la Libération. Elle mérite autre chose que cette colère. Répond-elle au calme tranquille dont nous faisons preuve, certains que notre pays saura défendre cette institution ? M. Séguin a répondu : « Je ne suis pas un homme à l'agilité des exercices sur huit heures ».

« M. Séguin a répondu : « Je ne suis pas un homme à l'agilité des exercices sur huit heures ».

P. S.

Des craintes pour Kourou

Interrogé à ce sujet, jeudi 16 avril, sur RFO, M. Chirac a d'ailleurs déclaré : « Ce sont des gens malheureux qui ont été obligés de quitter leur pays. Il y avait donc des raisons humanitaires qui faisaient que la France devait les accueillir. Il n'est resté pas moins que cela a créé sur place, compte tenu du nombre, de graves problèmes. Même si nous avons pris toutes les dispositions en matière d'ordre, de sécurité, de santé, et sur le plan financier, pour que cela ne pèse pas sur les collectivités locales de Guyane, afin d'assumer cette arri-

M. Chirac en Guyane pour une visite d'inspection

M. Jacques Chirac se rend en Guyane du vendredi 17 au dimanche 19 avril afin, notamment, de rassurer la population face aux problèmes posés par la présence dans le département de huit mille réfugiés (chiffre officiel) — soit environ 10 % de la population guyanaise — venus de Suriname voisin.

Le premier ministre, qui accompagne MM. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, et André Girard, ministre de la défense, ainsi que MM. François Guillaume, ministre de l'Agriculture, et Ambroise Guélec, secrétaire d'Etat à la mer, se rendra dimanche à Saint-Laurent-du-Maroni, où il s'entreprendra du problème des réfugiés avec les élus locaux avant de visiter trois des quatre camps organisés par l'armée.

Ces camps rassemblent la moitié environ de ces ressortissants surinamiens qui ont traversé le Maroni depuis le mois d'octobre dernier, en raison des combats qui opposent l'armée du président Desir Bouterse et les rebelles dirigés par son ancien garde du corps, M. Ronny Brunswick. Les autres ont trouvé asile dans les villages environnants. On estime, du côté français, que l'armée surinamienne porte la responsabilité de cette situation, consécutive à des opérations d'intimidation contre les populations civiles, soupçonnées d'être favorables à la rébellion. Les autorités de Paramaribo accusent, elles, les Français de fermer les yeux sur la présence dans le département de dirigeants rebelles. Les responsables français affirment que M. Brunswick, surpris par trois fois à l'est du Maroni, a été, par trois fois, reconduit à la frontière.

Des négociations entre les autorités françaises et surinamiennes avec des représentants des réfugiés ont abouti, au début de ce mois, à ce que les dirigeants de Paramaribo manifestent la volonté de favoriser la réinstallation de cette population dans une zone autre que sa région d'origine, mais où sa sécurité serait garantie.

La visite du premier ministre doit être l'occasion, pour lui, en tout état de cause, de confirmer que la France, ayant rempli son devoir humanitaire en accueillant ces réfugiés, n'entend pas voir se prolonger une situation qui, à ses yeux, ne peut être que transitoire et qui provoque inquiétude et irritation dans la population guyanaise.

vée de Surinamiens. Cela pose un vrai problème qui ne peut pas durer. J'espère que nous arriverons à le régler avec les autorités de Paramaribo ».

La situation du Suriname, pays qui entretient des relations avec la Libye, a fait naître quelques craintes au sujet du centre spatial de Kourou, où le prochain tir de la fusée européenne Ariane est prévu pour la fin du mois de juin ou le début du mois de juillet. Le commandement militaire de la région a été renforcé ainsi que les moyens dont l'armée dispose pour surveiller la frontière et assurer la sécurité du centre.

M. Chirac, qui se rendra samedi à Kourou, pourra apprécier le dispositif mis en place mais il entend aussi traiter plus largement de l'avenir du centre et des bénéfices que la région peut attendre du développement du programme spatial européen. Des décisions devraient être annoncées au sujet de certains équipements d'infrastructure.

Samedi matin, le premier ministre doit prononcer devant les élus et les dirigeants socio-professionnels du département, à Cayenne, un discours sur l'avenir des DOM, dans la perspective du grand marché européen de 1992. Le ministre de l'Agriculture doit examiner ensuite, de son côté, avec les responsables professionnels, les problèmes financiers des coopératives et ceux que connaissent de nombreuses exploitations dont le développement important au cours des dix dernières années s'est accompagné d'un endettement considérable.

Un mois après la visite de M. Raymond Barre, marquée par une nette tension entre l'UDF et le RPR locaux, celle du premier ministre, dont le précédent voyage en Guyane date de janvier 1986, souligne l'attention que les candidats à l'élection présidentielle, déclarés ou virtuels, portent aux départements d'outre-mer. Le député de Lyon s'était rendu ensuite aux Antilles. M. Chirac envisage d'y faire un voyage avant la fin de l'année.

PATRICK JARREAU.

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

« Nous voulons le dialogue, l'harmonie et le développement de façon égale pour tous » affirme le premier ministre

M. Jacques Chirac, qui était, jeudi après-midi 16 avril, l'invité de RFO, a notamment déclaré, à propos de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie : « Qui pourrait être hostile au dialogue ? Certes, pas moi qui l'ai ouvert, très peu de temps après ma nomination comme premier ministre, avec tous. (...) Je souhaite ardemment que ce dialogue, qui a été volontairement interrompu par le FLNKS, soit repris. Je respecte toutes les expressions politiques. Ce que je ne puis admettre, c'est que quelqu'un veuille, par des votes qui ne sont pas ceux de la démocratie, imposer à tous son point de vue ».

Evoquant l'après-référendum, le premier ministre a ajouté : « Il y a une double réponse qui doit être apportée, d'une part, par l'Etat, et, d'autre part, par les Calédoniens. Par l'Etat, qui, dans l'hypothèse où le référendum connaît une réponse positive, est chargé d'assurer sur le territoire non seulement la sécurité et l'ordre, mais aussi une réelle harmonie entre les différentes composantes de la société. En particulier, pour parler des choses concrètes, il doit veiller à ce que les chances des Canaques de connaître, dans le respect de leur culture et de leurs traditions, un développement qui soit, sur le plan économique et social, à la mesure de leurs légitimes ambitions puissent être réelles. C'est la responsabilité de l'Etat. Il y veillera. Nous voulons le

dialogue, l'harmonie et le développement de façon égale pour tous, avec les mêmes chances pour tous. Et puis il y a naturellement la responsabilité des Calédoniens eux-mêmes. (...) Je ne doute pas que ceux qui sont les plus inquiets ou les plus durs, d'un côté comme de l'autre, verront leur sentiment marginalité et qui c'est en vérité la bonne volonté de chacun qui permettra le développement harmonieux de tous ».

A propos d'une éventuelle saisine du Conseil constitutionnel après l'adoption par le Parlement du projet de référendum — dont l'examen au Sénat doit avoir lieu le mercredi 29 avril — M. Chirac a indiqué : « Je ne vois vraiment pas, aujourd'hui, ce qui pourrait justifier un recours en ce qui concerne cette loi, qui est à la fois juridique et politique — au sens noble du terme — bien fondée, dans la mesure où elle est conforme aux règles et aux exigences de la liberté, de la démocratie, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Les délégués du LKS reçus par le président de la République

M. François Mitterrand a reçu, mercredi matin 15 avril, à l'Elysée, les deux délégués du mouvement libération kanak socialiste (LKS, indépendantisme modéré), MM. Jacques Lallé, secrétaire général de cette formation, et Francis Poadou, maire de Poinindji, actuellement en métropole. « Le président de la République nous a dit qu'il partage tout à fait nos soucis et qu'il suit de très près le dossier calédonien », ont-ils notamment indiqué au terme de leurs entretiens.

Le LKS étant venu à Paris pour tenter de négocier une « ouverture » avec le gouvernement et pour insister sur la nécessité de mettre en œuvre dans le territoire un plan de développement économique, son secrétaire général a relevé « une certaine évolution du gouvernement » et même « une petite ouverture » puisque, a-t-il souligné, « on nous a promis qu'un processus de dialogue serait engagé avant le référendum ».

Les deux délégués ont également été reçus, le même jour, par le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin.

Après la « disparition » du militant guadeloupéen

L'épouse de Georges Faisans accuse l'administration de « pressions »

M^{me} Georges Faisans, l'épouse métropolitaine du militant indépendantiste guadeloupéen Georges Faisans, a accusé, le mercredi 15 avril, l'administration d'effectuer sur elle des « pressions » « afin d'atteindre son mari », qui depuis plusieurs mois s'est soustrait au contrôle judiciaire.

Au cours d'une conférence de presse tenue à Montfermeil (Seine-Saint-Denis), M^{me} Faisans a affirmé : « L'éducation nationale et le ministère des DOM-TOM agissent psychologiquement sur ma fille et sur moi. Selon M^{me} Faisans, qui est institutrice, sa demande de mutation en Guadeloupe, qui lui avait été accordée en février 1986 par l'Education nationale, a été annulée « sur instance du ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons pour raison politique ».

M^{me} Faisans a été réintégré à titre d'auxiliaire sur le poste dont elle était titulaire depuis seize ans à Montfermeil. Sa fille Christine, jeune institutrice, a, quant à elle, été mutée en Guadeloupe à sa première demande.

Condamné à trois ans de prison pour avoir blesé à la main un enseignant métropolitain, Georges Faisans, militant du MAGI (Mouvement pour une Guadeloupe indépendante), avait été mis en liberté sous contrôle judiciaire le 25 juin 1985, à la suite de cinq jours de violentes manifestations en Guadeloupe. Il était assigné à résidence en Seine-Saint-Denis et contraint de « pointer » chaque jour au commissariat. Selon son comité de soutien, organisateur de la conférence de presse, il n'a donné « aucun signe de vie » à sa famille depuis plusieurs mois et il aurait pris le masque.

Le Monde
sur minitel
TeleMarket
achetez chez vous, hors de la coque.
36.15 TAPÉZ LEMONDE

Politique

La mort de Louis Gronowski

Résistance, communisme et judéité

Avec Louis Gronowski disparaît l'un des principaux animateurs de la Résistance française, dont la vie illustre au mieux la période où convergèrent l'identité juive d'Europe centrale et l'identité communiste (le Monde du 15 avril).

Il était né en 1904 à Radziejów, dans le district de Varsovie. Mais, que ce soit dans la Pologne alors dépeçée ou dans l'Etat redessiné par le traité de Versailles, l'expérience quotidienne des persécutions antisémites renforçait son identité juive, qui avait ses racines dans une culture profondément spécifique. C'est tout naturellement qu'il s'enthousiasme pour la Russie nouvelle, pour cette utopie en marche portuse de toutes les libérations. Il s'engage dans le mouvement communiste polonais de 1920 à 1923. Il est arrêté et passe près de trois ans en prison. Il quitte bientôt la Pologne pour la Belgique, puis la France, où il arrive en 1929.

Dans la France des années 30, le PCF dispose d'une structure relais, la Main-d'œuvre immigrée (MOI), où les immigrés sont organisés en groupes de langue. Rapidement promu responsable du groupe de langue juive, Louis Gronowski est surtout le rédacteur en chef de son journal, *Nos Press* (Presses nouvelles). Articles, tracts, brochures : il écrit constamment. Théoricien plus qu'organisateur, il est promu, en 1938, à la commission centrale de la MOI, dont il devient, de facto, l'animateur.

Réorganisateur de la MOI

La relative autonomie que confère à la MOI sa structure en groupes de langue se manifeste après le pacte germano-soviétique, non qu'elle ait une stratégie différente ou qu'elle construise un lieu de décisions indépendant, mais parce que l'antisémitisme profond et l'expérience des persécutions antisémites de ses membres suscitèrent l'expression d'une sensibilité particulière qui favorisait l'existence d'une structure propre.

A l'été 1940, Louis Gronowski est chargé de réorganiser la MOI avec Kaminski (mort en 1978) et London (mort il y a quelques mois). Le combat des immigrés prit les formes les plus diverses, des tracts aux journaux (des dizaines de titres sont répertoriés), de l'organisation de la solidarité à la lutte armée. Respon-

sable de tout cet ensemble, Louis - Bruno - est en contact deux fois par semaine avec Jacques Duclos, qui lui transmet des directives par un agent de liaison. C'est à lui que Bruno donne en novembre 1941 une brochure de quatre-vingt pages intitulée : « L'antisémitisme, le racisme, la question juive ». Comme nous l'a confié Leopold Trepper quelques mois avant de mourir, il est également le contact entre l'Orchestre rouge et le même Duclos (1).

Il a la chance de ne pas être arrêté de toute la guerre. A la Libération, la politique intégrationniste du PCF, qui, en l'occurrence, ne lui est pas propre, ainsi qu'une tendance marquée alors à minimiser le rôle des étrangers pour affirmer une légitimité nationale gagnée dans la résistance, réduisent la MOI aux acutés.

En 1949, Louis Gronowski retourne en Pologne pour aider à construire l'Etat nouveau. Intégré dans la section de propagande auprès du comité central, il est mis à l'écart à l'occasion du procès Slansky, où Arthur London est impliqué. Les archives de la MOI, que le PCF a transmises à Moscou, nourrissent les dossiers d'instruction en cours ou en projet. Adam Rayski raconte dans ses mémoires comment au moins la procédure judiciaire fut bloquée en Pologne (2).

Après la virulente campagne antisémite déclenchée en 1968 en Pologne, Louis Gronowski revient en France, un pays avec lequel il a gardé des liens privilégiés, comme tous ses camarades de combat. Dans les années 1930 et 1940, le PCF avait été pour beaucoup un vecteur important d'intégration dans la société française. Il fallut la rupture de l'URSS avec le nouvel Etat d'Israël, les procès des démocrates populaires, et plus encore sans doute la guerre des six jours en 1967, fracture majeure dans la mémoire juive d'après-guerre, pour que se brise une convergence qui fut l'une des sources majeures d'expansion du communisme dans la première moitié du siècle.

DENIS PESCHANSKI
(Institut d'histoire du temps présent, CNRS)

(1) Louis Gronowski est resté très discret sur ce point dans ses mémoires, *Le dernier Grand Soir*. Le Seuil, 1980. A lire surtout pour le récit de sa jeunesse en Pologne.

(2) Adam Rayski, *Nos illusions perdues*. Balland, 1985.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

SEUL de toute la classe politique (puisqu'il faut bien l'y inclure), M. Jean-Marie Le Pen est ouvertement en campagne et sacrifie à tous les rites que l'entreprise réclame. On le voit se pavaner à l'étranger, plastonner en France.

Seul de tous ceux qui sont prévus dans la course, et qu'assurément on y verra, M. Le Pen travaille ouvertement à être président de la République et dit même qu'il le sera. Heureusement que la vantage et l'illusion sont des doctrines non négligeables de la vie politique, en cela bien barbares.

Ce n'est pas que l'ambition des autres, soucieux de conquérir, ou désireux de se maintenir, soit moindre. Mais ces autres ne sont pas dans la situation d'un homme dont la liberté est fonction de la convoitise qu'il inspire et des urnes de 1988.

Il sait, tout à la fois, qu'il ne sera pas présent au second tour de l'élection - où ne peuvent figurer que deux candidats - mais que son résultat sera numériquement important.

La première de ces certitudes n'est acquise ni à M. Barre, ni à M. Chirac, ni à M. Rocard, ni à M. Mitterrand. Aucun de ceux-là n'est vraiment sûr d'être battu au second tour, encore moins d'être évincé au premier. C'est une préalable consolation, qui comporte plus d'inconvénients que d'agréments, plus de contraintes que d'aisance de stratégie.

Ces quatre-là doivent ménager cet héritage obligé du premier tour, ou du moins en tenir compte, cependant que M. Le Pen n'aura qu'à distinguer le « mieux-disant politique », pour parler le jargon du moment. Les premiers tardent autant qu'ils le peuvent à se déclarer et à révéler leur stratégie (et le dernier de tous sera fatalement M. Mitterrand), tandis que le cinquième se fait une joie de les pousser à l'aveu, aux fiançailles en quelque sorte. Une version politique du plaisir de corrompre.

On fut d'ailleurs souvent bien près d'y assister, soit, récemment, par le truchement de M. Toubon, soit, il y a moins d'un mois, par celui de M. Aurillac, ministre RPR de la coopération mais aussi fondateur du Club 89, qui eut à propos de M. Le Pen (*le Monde* du 21 mars) le très patelin commentaire suivant : « Il ne faut rejeter personne en France et, que je sache, M. Le Pen n'a jamais pris ses ordres à l'étranger. Les électeurs du Front national appartiennent à la communauté française. Une large partie de leurs idées sont le résultat et le corrélat de certaines outrances des socialistes. Il ne faut pas transformer Le Pen en épouvantail. Il ne faut pas que ses électeurs se sentent étrangers à la communauté nationale. » Embrassons-nous Folleville.

M. Le Pen sait aussi que, à l'exception de Pierre Mendès France, qui, sous la IV^e République, rejeta d'emblée les voix communistes lors d'un scrutin parlementaire essentiel, il n'est pas de suffrage que refuse un homme, politique ou pas, qui veut se faire élire. D'où qu'elle vienne, une voix est une voix. Plus

elles sont nombreuses, mieux s'en trouve le candidat.

Le gâteau de la maison Le Pen est donc en forme de puits d'amour (1), et de surcroît fort gros, puisqu'il s'est rassemblée autour de lui 2 705 336 voix aux élections législatives du 16 mars 1986. Ce sont ces électeurs, plutôt que ceux du PC, qui feront la décision, parce qu'ils sont plus imprévisibles, moins déterminés, plus hétérogènes que ne le sont les fidèles du parti communiste, dont les dirigeants seraient (quand même) des difficultés à faire voter massivement contre le candidat socialiste.

Sans même envisager l'hypothèse où, la droite ayant gagné, quelques ministères récompenseraient « l'utile secours » de M. Le Pen, sa première satisfaction naîtra de l'accord qu'il passera avec tel ou tel candidat de la majorité pour accéder ainsi, lui aussi, au rang d'un dirigeant ordinaire et donner à son parti l'image banale qu'il recherche.

Le problème n'est pas de savoir si cet accord aura lieu, mais quand et comment il se fera. Fût-ce sous la réserve que le premier qui s'y risquera à droite, M. Barre ou M. Chirac, sera la cible d'un double tollé : de la gauche, naturellement, mais aussi du rival, qui cachera son dépit sous ses protestations de vertu.

Gâteau

Bien qu'elle soit contrainte de réciter à sa manière le *Renard* et les *Raisins*, pour clamer que ceux-ci « sont trop verts (de gris) et bons pour des gâteaux », la gauche ne peut rester indifférente à une masse de plusieurs millions d'électeurs qui la fera triompher ou vaincue. M. Le Pen se voit inévitable.

C'est pourquoi le patron du Front national, tout en marquant sa préférence pour M. Barre, qui ne s'en montre pas embarrassé, peut se donner les gants de recourir à une formule sibylline pour décrire ce que sera son attitude au second tour de l'élection présidentielle. « A priori, il me paraît impossible de soutenir M. Mitterrand », disait-il sans rire dans le *Monde* daté 30 novembre-1^{er} décembre 1986. Combien il devait être conscient du caractère particulièrement jésuite de son expression ! Ce n'est plus le plaisir de corrompre, c'est la tentation de saint Antoine.

On ne peut pas se dissimuler la vérité aujourd'hui. M. Le Pen gagne. Il n'est pas encore invité à dîner, mais on le salue déjà dans la rue. Comme si, pour être discutables, ses idées n'en étaient pas moins respectables (« Il ne faut pas transformer Le Pen en épouvantail »). C'est si vrai que, à l'instar de ses rivaux, on se soucie de moins en moins qu'il ait des idées.

Il peut se payer le luxe d'user de la vulgarité la plus absolue : de brocarder, en tapant sur le sien, l'« abdomen rebondi » des « femmes arabes » sans qu'il se trouve grand monde pour s'effrayer d'une pareille pensée et d'un pareil langage dans la bouche d'un « futur » chef de l'Etat.

Il est vrai que, cet homme-là, la loi le protège. Rien n'interdirait de dire que M. Chirac est un premier ministre « nul » (mais non, mais non), M. Barre, « un Bazaine de l'économie » (invraisemblable), M. Mitterrand, « un hypocrite consommé » (qui le croit ?). Mais il ne peut être avancé que M. Le Pen est raciste (pure invention). La loi en fait défense, doublement.

D'abord parce que prouver qu'un homme diffuse une idéologie raciste est une entreprise particulièrement ardue qui revient peu ou prou à devoir démontrer la réalité d'une ambiance, les sous-entendus d'un discours, le coupable manière dont est perçu un discours prétendument innocent.

C'est pourtant, légalement, la situation de toute personne, journaliste ou pas, qui, sous réserve de l'immunité de la parole parlementaire en séance, porte des jugements sur son prochain. Il doit pouvoir à tout moment établir la réalité de ce qu'il a dit ou écrit. C'est, dans le principe, tout à fait normal ; dans le cas particulier, très protecteur pour celui qui l'on croit légitimement pouvoir taxer de racisme.

D'autant que la loi de 1972, qui prétend le proscrire, aboutit à un effet paradoxal. « Raciste » devient une sorte d'appellation contrôlée qui protège ceux qui le sont mais accable leurs accusateurs. Quiconque est maintenant accusé de racisme peut se dire, sans rire, dans sa dignité et répliquer : « prouvez-le », tout en sachant que c'est pratiquement impossible. Non sans se retrouver, au bout du compte, par la grâce d'une loi qui n'avait pas cet objet, titulaire d'un certificat de fraternité.

Il serait d'ailleurs intéressant de savoir lesquelles ont été les plus nombreuses : les condamnations pour faits de racisme ou les condamnations pour des accusations que les tribunaux ont jugé infondées.

Comme il semble bien que les secondes l'emportent sur les premières, il faut en déduire que le racisme a été éradiqué en France. Sans rire. C'est bien possible après tout, puisque M. Le Pen est un homme que l'on ménage déjà, avant de le prendre en auto-stop.

PS1. — Une erreur amusante dans le dernier « Amateur » (« Diners »). Le texte réel était : « Tel qui est dit renégat s'abrite derrière sa conversion. » Dans le journal, le renégat s'abritait derrière sa... « conversation » ! Pourquoi pas ?

PS2. — Message personnel qui ne s'adresse pas à M. Barre : Vas-y, Raymond !

(1) Dont personne n'ignore que c'est un croissant gâteau qui fut imaginé au dix-huitième siècle.

RENAULT 9 BROADWAY UN PROGRAMME EXTRAORDINAIRE.

- ENJOLIVEURS DE ROUES AÉRODYNAMIQUES.
- VITRES ET PARE-BRISE TEINTÉS.
- FEUX DE RECUL. FEU ARRIÈRE DE BROUILLARD.
- BANDES LATÉRALES D'IDENTIFICATION BROADWAY.
- LUNETTE ARRIÈRE CHAUFFANTE.

- BOÎTE 5 VITESSES.
- APPUIS-TÊTE RÉGLABLES EN HAUTEUR.
- RÉTROVISEUR EXTERIEUR RÉGLABLE DE L'INTÉRIEUR.

● AUTORADIO PO/GO/FM.

● ANTENNE RADIO DE TYPE «EPI»

AVEC ANTI-PARASITAGE MOTEUR.

CETTE SÉRIE SPÉCIALE EXISTE EN 3 MOTORISATIONS. ESSENCE OU DIESEL. MODÈLE PRÉSENTÉ: RENAULT 9 BROADWAY TC. PRIX CLÉS EN MAIN AU 30/03/87: 60800F. MILLÈSIME 87. GARANTIE ANTI-CORROSION RENAULT 5 ANS. DIAC VOTRE FINANCEMENT. RENAULT A VIVRE

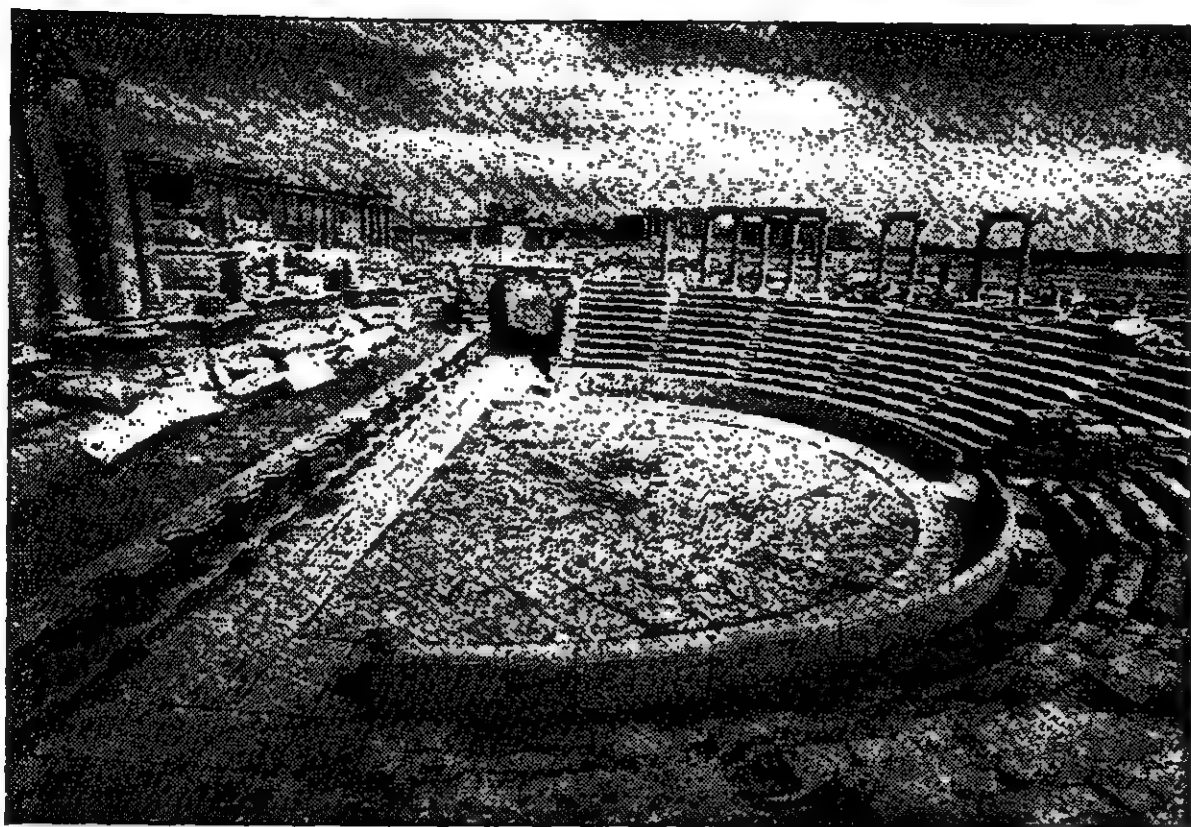
SÉRIE SPÉCIALE 60800F

A PARTIR DE

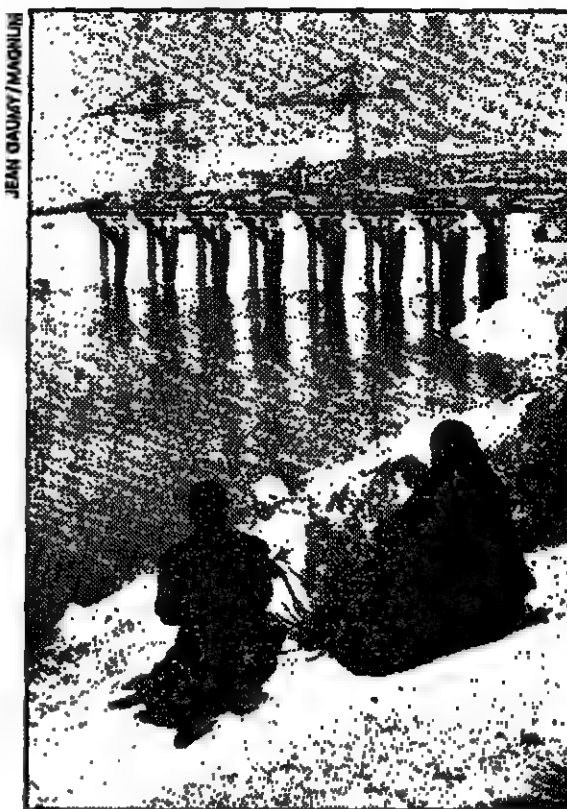
RENAULT DES VOTRES A VIVRE

سكرا كيه الاصل

Le Monde SANS VISA



Le théâtre romain de Palmyre.



Barrage sur l'Euphrate.

Pour un journaliste, le visa met quelquefois du temps à venir de Damas. Mais, une fois sur place, rien qui interdise de voir et de découvrir l'essentiel. Ni même de poser des questions.

Voyage en Syrie sous l'œil de Damas

Par Laurent Greilsamer

CET homme, je l'ai déjà vu. Corpulement, chauve, le visage piqué d'une barbe noire, folle, les yeux aigus. Je l'avais croisé, il y a quelques mois, dans le hall d'un grand hôtel de Belgrade. Le revêtu, impérieux, fouineur, à Damas, je l'observe, cherche un souvenir précis. Homme d'affaires ? C'est douteux, pas le style. Diplomate ? Trop voyant. Emissaire ? Sans doute, mais de quel type ? Chef de réseau ? Pourquoi pas. On l'imagine dissimulant des machines infernales, dominant des ordres. Il inquiète et intrigue.

Il tient table ouverte à la brasserie du Méridien. Il a environ quarante-cinq ans. Il pourrait être Russe ou tout aussi bien Grec. Il tapote doucement la tête de ses compagnons, les enlace avec des allures de géant. Le lendemain, je l'aperçois devant le Cham palace, en arrêt devant les affiches du film *Un homme, une femme, une banque*. Est-il seul ? Il disparaît, étrangement volatil. Cet homme tient du mirage...

Ce n'est qu'une visite guidée. La Syrie sous escorte aimable et diablement accueillante. Un conseiller de l'ambassade de la République arabe syrienne, à Paris, m'a remis un visa avec un large sourire et souhaité bon voyage. Damas m'attend. « Soyez le bienvenu », insiste un haut fonctionnaire en costume sévère et gilet bleu, le look du président Assad. La Syrie, présumée Etat terroriste, entend démontrer au reporter en mission touristique que la Syrie n'a rien à voir avec le chaudron libanais, qu'on peut y aller (mais oui), et en revenir.

Ainsi nous dirons tout — ou presque tout. Les *moukhabarat*, ces agents du « 2^e bureau » traquant leurs oreilles dans le hall des grands hôtels et l'excellence des « autoroutes » syriennes ; le parfum léger du linge lavé au savon à l'huile de laurier et les contrôles, à l'illuminé d'une bureaucratie pesante ; la pénurie soudaine, tantôt de papier hygiénique, tantôt de beurre, pour les défavorisés qui ne fréquentent pas les hôtels internationaux, et la parfaite sécurité avec laquelle on se promène dans ce pays, de Sweida à Deir-es-Zor ; la censure en gros sabots et l'accueil spontané, amical de la

population. La splendeur de Palmyre, de Doura-Europos, du krak des Chevaliers et de quelques dizaines d'autres sites somptueux.

Un responsable politique soupire : « Nous avons fait faire une étude en France : les Français s'imaginent toujours que nous sommes un pays désertique et ignorent que nous avons été le berceau de civilisations antiques prestigieuses. » Se peut-il vraiment que nous ayons oublié la ville fortifiée de Mari, sur l'Euphrate, livrée au sacage vers 1760 avant Jésus-Christ par Hammurabi le Babylonien ? Et le palais royal d'Ugarit, recelant le premier alphabet de trente lettres, cunéiformes, les statues géantes de Tell-Halaf, surgies de la roche basaltique, les coups de génies grecs et romains, Byzance, les croisés, l'Empire ottoman et, enfin, le mandat français (1920-1941) ?

Les chrétiens, souvent francophones et francophiles, se vexent : « Quand nous allons à Paris, c'est tout juste si on ne nous demande pas où se trouve la Syrie. Et on s'exclame devant nous : Ah bon ! Il y a aussi des catholiques... » Le docteur Naoras Al Daker, ministre du tourisme, architecte de formation, répète trois fois : « Nous sommes gênés par une mauvaise image de marque. Notre pays est méconnu. »

Souvenirs de palace à Alep

Krikor Mazloumian connaît, lui. Héritier d'une dynastie d'hôteliers arméniens implantée au dix-neuvième siècle dans la riche Alep, il se rappelle l'âge d'or de l'hôtel Baron, aujourd'hui racheté par l'Etat. « Nous commandions quatre fois par an nos vins de France. L'argenterie nous venait d'Allemagne, les tapis de Perse, nos verres de Bohême. Nous recevions l'Excelsior, l'Illustration. » Le vieil homme, qui s'exprime dans un français parfait, se penche vers moi : « L'Illustration paraît tous les jours, je pense ? » « Non. » « C'est dommage. »

Cela est dit dans un souffle car Krikor Mazloumian règne en surin sur un palace déchu, dont les ors et les laques ont plié bagage depuis plusieurs lustres, après avoir hébergé le menu peuple des écrivains, explorateurs, archéologues et reîtres descendus de l'*Orient-Express*, à Istanbul, et continuant leur

voyage jusqu'à Alep par le *Taurus-Express*. C'était l'époque béni où les clients prenaient pension complète pour une livre-or par jour.

Il y eut d'abord l'hôtel Ararat, l'Azizié hôtel et l'Alep palace hôtel à partir de 1882 — remplissant la pagaille des caravansérails où se mêlaient hommes et troupeaux de bœufs, sans compter les chevaux et les dromadaires — et puis le Baron's Hotel, ouvert en 1909 et ainsi nommé parce que les prestigieux clients de la famille Mazloumian, à force d'entendre le personnel appeler le directeur Baron (Monsieur, en arménien), finirent par lui donner du baron comme un titre de noblesse.

Alep, cette ville bâtie en pierre de taille alors que le pisé, la terre cuite, et plus encore le béton ont submergé le pays, Alep n'était pas encore syrienne mais levantine, commerçant dans l'âme et soucieuse de belle architecture. Lawrence d'Arabie descendait au Baron, naturellement. Krikor Mazloumian s'en souvient (« Il faisait des foulards pas loin d'Alep. Il marchait de long en large sur la terrasse »). Cette même terrasse sur laquelle Agatha Christie restait au soleil, écrivant en grande partie *Meurtre dans l'Orient-Express* tandis que son archéologue de mari fouillait les vieilles pierres.

Fabuleuse terrasse, aujourd'hui cernée par la ville mais d'où l'on tirait autrefois le casard. Le général de Gaulle eut l'occasion d'en éprouver le dalage et en profita pour haranguer une foule perplexe après le départ des vichystes.

De Gaulle, on le retrouve à Palmyre, cette oasis perdue dans le désert syrien. C'était en 1941, Omar Kayem, alors jeune méhariste, se souvient l'avoir servi au bar du mess des officiers. Il sourit et dans un français-mitraillette vous confie ses deux vérités : « La vie est belle », « Garde toujours une pensée pour Dieu et fais comme s'il était devant toi ». Ce fut notre guide, durant vingt-quatre heures, splendide et sanglé dans un blazer bleu marine, la tête ceinte d'un keffiyeh.

Il sait, il se rappelle. « Je suis un vieux corbeau », dit-il en clignant de l'œil. Il est né dans le temple de Bél, où l'on sacrifiait jadis aux rites d'un dieu gommeux, bien avant que les villageois ne soient contraints, en 1928, d'y quitter leurs demeures en forme d'appentis sur l'ordre de la Direction générale des anti-

quités. Il se rappelle quand, gamia, il était le petit blanchisseur de Palmyre, amidonnant les cols de chemise pour les familles riches. Il fut porteur d'eau, serveur. Il fut un jour remarqué par une femme délicate — il avait quinze ans — russe blanche mariée à un ingénieur qui lui enseigna le français volubile et électrique qui est le sien.

Omar Kayem et la vallée des Tombeaux

Omar Kayem n'a pas oublié. Le soir, devant quelques dattes et des oranges, en pantalon bouffant, coiffé d'une chéchia, il aime évoquer cette enfance de Gavroche « privilégié », son époque militaire et son dernier métier, guide de l'antique Palmyre sur laquelle sont tombées toutes les épithètes possibles. Nous renouons.

Tous les matins, tandis que les dromadaires se rasent en écoutant la dernière rengaine (du genre : « C'est le temps du passage de l'amour/avec un parfum de jasmin et de rose/chante le corps chamois/soigne mes blessures »), Omar Kayem s'ennuie pour une marche de 3 kilomètres dans les ruines engourdies par le froid. C'est sa façon à lui d'amener les couleurs. Il croise le temple de Baalshamin, laisse de côté le camp de Dioclétien, longe en contrebas les tours funéraires, trapues et pétrifiées, de Jamblique (83 après Jésus-Christ) et d'Atan (environ 140 avant Jésus-Christ), point de départ de la vallée des Tombeaux. Omar Kayem est prêt. Il a fait sa prière, lu quelques sourates du Coran. Si Dieu le veut, des clients l'attendent dans le grand hall du Méridien...

C'est également l'heure où la presse syrienne est distribuée dans les kiosques et reproduit certaines dépêches des agences Reuters, AP, Sana et Tass. Cette dernière révèle gravement au bon peuple que, selon le colonel Kadhafi, « l'impérialisme, le stalinisme et le racisme sont les sources majeures du terrorisme dans le monde contemporain ». Interdiction de sourire.

La terre syrienne est repue de ruines. Le soc des charrues glisse sur des civilisations enfouies seulement à quelques mètres. Cinq mille sites archéologiques ont été démentés, trois cents sondés.

La Syrie du président Hafez El Assad, elle aussi, bâtit grand. Il faut voir le barrage Assad rete-

nant le lac Assad, le tout dominé par une statue du président Assad, fort raide et protégeant le peuple qui l'a si bien réçu, le 10 février 1985 (99,97 % des voix, bulletins blancs compris).

Le barrage se visite. Onze turbines sont en permanence prêtes à tourner. Des retenues d'eau, réalisées en Turquie sur l'Euphrate, en mettent pourtant régulièrement huit au chômage. Les Syriens, qui adorent les devinettes, racontent qu'à Noël un compatriote monta au ciel et découvrit les sapins décorés de toutes les nations. L'arbre de Noël syrien est de loin le plus beau. Pourquoi ? Parce que les coupures d'électricité incessantes font astucieusement clignoter ses lumières...

« La Syrie n'est pas ce que vous croyez », nous a-t-on souvent répété. C'est vrai, au moins sur plusieurs points. Cette République est socialiste, mais les fortunes fraîchement acquises s'étaient sans façon. Elle est laïque, mais la Constitution précise que son président doit être musulman. Les cigarettes importées sont interdites, mais à Damas ou à Alep, les jeunes fument des Marlboro ou provenances du Liban — contrebande, contrebande... Ce pays est en guerre, obsédé par l'existence de l'Etat d'Israël, massivement présent au Liban pour y imposer sa paix, mais en dix jours

et après avoir parcouru tout le pays, il ne nous aura pas été donné d'assister à une seule opération militaire ou à un contrôle de police musclé.

Durant quelques minutes, à Maalûla, une poignée de « bérêts rouges », cernant le couvent de Saint-Sarkis, ont fait illusion. Nous crûmes à une opération d'envergure sur ces contreforts de la chaîne Anti-Liban. Ce n'était que la protection rapprochée du vice-ministre de la Défense venu assister à une réunion d'amitié interconfessionnelle entre chrétiens et musulmans dans la cour du monastère... Les « bérêts rouges » nous laissèrent passer fort civilement pour remplir notre devoir de bon voyageur.

A Maalûla, à Saydnâyâ, partout, prier est sacré. Les chrétiens venus d'Irak ou de Turquie se pressent à Al-Saydah, dans les faubourgs de Damas, pour se recueillir devant le mausolée de la fille d'Ali Saïyida Zenab. Une mosquée au plafond d'argent et aux lourdes portes d'or accueillent leurs dévotions. Le souk de la ville grande à deux pas sans gêner quiconque. A Saydnâyâ, le visiteur plonge dans un monde conventuel où les nonnes, drapées de bure de la tête aux pieds, passent au tamis leur blé sur une terrasse ensolillée.

(Lire la suite page 12.)

CHARTER CHIC

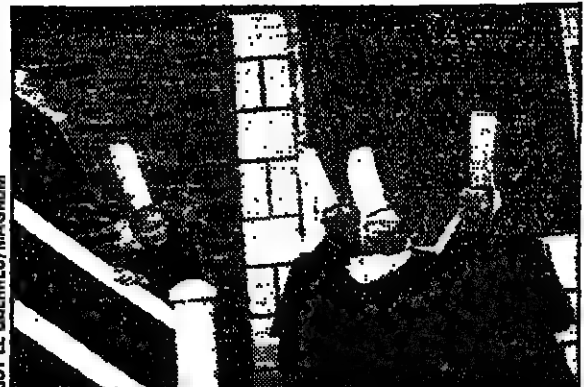
PARIS
NEW YORK

1950 F
Aller simple

1950 F
Aller retour

COUNCIL
31, rue Saint-Augustin 75002 Paris
Tél. 42 66 20 87

ESCALES



Chemins d'Armor

Rendez-vous breton pour les randonneurs. De Quimper, de Saint-Malo et de Paimpol, en un, deux, trois ou huit jours, à pied, à cheval, à bicyclette, en canoë, voire en ULM ou à ski sur roulettes, ils se dirigent vers Pontivy. Du 25 au 31 mai prochain, cette ville sera le point de ralliement de la Transarmoricaïne 87, grande fête de la randonnée en Bretagne, qui possède 10 000 kilomètres d'itinéraires et plus de cent vingt gîtes d'étape.

La Transarmoricaïne n'est pas une compétition. Elle est ouverte à tous. On peut y participer individuellement ou en famille, selon l'itinéraire de son choix, après avoir acquitté un droit d'inscription de 25 francs par personne.

On reçoit alors, entre autres choses, une carte éditée par l'Institut géographique national regroupant l'ensemble des itinéraires de randonnée de la région, une fiche de réduction de 30 % valable pour un aller-retour SNCF, des bons de réservation éventuelle pour les forêts de randonnée, les locations de vélo, l'hébergement, les repas.

On peut aussi se joindre à un groupe. Les organisateurs (l'ABRI, 9, rue des Portes-Morlaix, 35000 Rennes,

tél. : 99-31-55-44) et la Maison de la randonnée (10, rue des Feuillantines, 75006 Paris, tél. : 43-25-09-78) proposent des forfaits de trois ou huit jours qui comprennent l'hébergement, les repas, l'encadrement et le week-end à Pontivy. Exemples : trois jours à pied et en bateau par le lac de Guerledan et la forêt de Quenecan, 1 120 francs au départ de Paris ; randonnée cyclotouriste de trois jours dans le parc de Brière, les landes de Lanvaux, la vallée du Blavet, 1 010 francs ; trois jours en canoë en vallée du Lié et de l'Oust, 1 535 francs au départ de Paris ; randonnée équestre en Pays Floc, 1 390 francs. Pour les quatre : départ le 28 mai.

Jardins d'Irlande

Certes on n'y rencontre guère d'orangers. Mais l'île verte recèle un grand nombre de « jardins extraordinaires » qu'un voyage spécial de huit jours propose d'aller découvrir à l'heure où le printemps réveille les parcs de châteaux et des manoirs.

On y admirera, mêlées harmonieusement, plantes locales et essences rares rapportées des quatre coins du monde par des propriétaires à l'âme vagabonde.

Parfois, la visite du jardin s'accompagne de celle du château qui il sert d'écrin, ajoutant un intérêt supplémentaire à la découverte d'un art de vivre à l'irlandaise.

Départ le 25 mai. Traversée en car-ferry Le Havre-Rosslers et retour, circuit en autocar avec guide, hébergement en hôtels 3 et 4 étoiles, entrées et visites des jardins (Anne's Grove, Garnish Island, Birr, jardins japonais de Tully, Mount Usher, etc.), pension complète : 4 900 francs par personne.

Renseignements auprès de l'Office national du tourisme irlandais, 8, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris. Tél. : 42-61-84-26.

Au pays des Dayaks et des Toradjas

Circuit-programme : Java, Bornéo, Célèbes et Bali. Très vite, on plonge dans le vif du sujet. Dès le quatrième jour, c'est la visite du plus célèbre site bouddhique d'Indonésie : le temple de Borobudur. Pour tout savoir sur la vie de Bouddha. Deux jours après, l'un des plus grands volcans de Java, le mont Bromo. Une nuit blanche, un cheval puis 280 marches à escalader pour découvrir l'impressionnant cratère

de 11 kilomètres de diamètre.

Le lendemain, à Bornéo, remontée de la rivière Balikpapan, et nuit sur le bateau, à Muara-Muntai, un village tout en bois. Visite au pays des Dayaks puis, aux Célèbes, une journée parmi les Toradjas. Envol pour Baubau dans l'île de Buton, puis en bateau pour Raha, capitale de l'île de Muna. On visite des grottes, des lagons, des îles et des coraux. C'est le clou d'un voyage qui s'achève à Bali. Un circuit de 23 jours, Paris/Paris, pour 24 370 F. Prochain départ le 2 mai, puis en juillet, août et septembre.

Renseignements auprès d'ASSINTER-Voyages, 38, rue Madame, 75006 Paris. Tél. : 45-44-45-87.

Constance en musique

Le voyage musical, c'est l'affaire des Voyages bleus (147, rue Ordener, 75018 Paris, tél. : 42-64-52-42) qui proposent un séjour au bord du lac de Constance d'où l'on est à pied d'œuvre pour visiter les châteaux de Bavière.

Les temps forts sont bien sûr musicaux avec un concert de l'Orchestre symphonique de Vienne, dirigé par Georges Prêtre, et deux

opéras : *Hernani*, de Verdi, et *Les Contes d'Hoffmann*, d'Offenbach, dans la mise en scène de Jérôme Savary.

Du 28 juillet au 2 août, 7 850 F. Ce prix comprend les vols Paris-Zürich-Paris, le séjour en hôtel quatre étoiles à Bregenz en demi-pension, deux déjeuners — lors des excursions — les soirées et les excursions. Deux après-midis sont laissés libres.

Bleu le caïque

Le caïque, ce bateau des pêcheurs d'éponges en Méditerranée, a été aménagé pour les croisières : un capitaine, un marin-cuisinier et un accompagnateur en composent l'équipage et attendent quatre à huit passagers pour visiter les sites archéologiques ou pittoresques de la côte sud de la Turquie.

Loisirs bleus (24, rue de La Rochefoucauld, 75009 Paris, tél. : 48-74-42-30 et 48-78-40-27) propose plusieurs formules.

Une croisière de 8 jours/7 nuits le long de la côte lycienne entre Antalya et Kalkan, avec vol Paris-Istanbul-Antalya aller et retour, coûte 5 900 F en mai, juin et octobre (6 200 F en juillet, août et septembre) en pension complète, assurances comprises.

Un périple plus complet, sur 15 jours/14 nuits, est facturé 9 700 F ou 9 800 F. Ce prix comprend les vols Paris-Istanbul-Dalaman et Antalya-Istanbul-Paris, la navigation en caïque entre Marmaris et Antalya, la pension complète et les assurances. Version très proche de même durée pour 8 600/8 800 F.

Enfin, de mai à octobre, il est possible de louer par l'intermédiaire de cette agence un caïque avec son équipage, à la semaine ou à la journée.

Bréviaire canadien

A ceux qui envisagent de passer leurs vacances au Canada, la division du tourisme de l'ambassade de ce pays à Paris (35, avenue Montaigne, 75008 Paris. Tél. : (1) 47-23-01-01) propose son *Guide des voyages 1987*. On y trouve notamment les meilleurs tarifs aériens (vols réguliers et charters), le mode d'emploi des transports intérieurs (avion, train, autocar, location de voitures ou de motor-home), un panorama de l'hôtellerie locale et des hébergements non conventionnels : vacances à la ferme, camps familiaux, résidences universitaires, auberges de jeunesse et YMCA, bed and breakfast, échanges de maisons ou d'appartements.

Pour chacune des principales régions touristiques, des itinéraires sont proposés ainsi que les différentes formules (autocar, train ou voiture, circuits classiques, « aventure » ou « jeunes », séjours linguistiques, croisières, chasse, pêche ou golf) programmées par les voyageurs et les associations sont répertoriées en fin de brochure. On peut également consulter le minitel en composant 36-15 puis le code OTCAN.

Tamerlan, les voici

L'Association française des amis de l'Orient (18, avenue d'Iéna, 75118 Paris. Tél. : 47-23-64-95, de 14 h à 18 h) fait accompagner par un chercheur au CNRS, chargé de mission au musée Guimet, les participants à un voyage de 19 jours en Asie soviétique.

Ferment les yeux sur les constructions de l'URSS moderne, ils s'attacheront



aux vestiges des civilisations asiatiques, notamment l'architecture musulmane. Après deux journées passées à Moscou, l'itinéraire suit ou croise parfois celui qu'empruntèrent jadis les caravaniers de la soie : Djamboul, Tchikent, Tachkent, capitale de l'Uzbékistan, Chakhrisabz, ville natale de Tamerlan, Samarcande (monuments datant de la période timouride, mosquées, écoles coraniques, et le tombeau du conquérant). Par le train, on rejoint Soukhar, Ourgatch et Khiva, la ville-musée édifée par les musulmans, l'un des sites exceptionnels retenus par l'UNESCO. De là, les voyageurs se rendent à Nissa, qui fut la capitale des Parthes, puis à Achikhebed (tapis) et Merv (ou Mery).

Au retour, trois journées sont prévues à Leningrad, où l'on visitera, au musée de l'Ermitage, les salles qui abritent les collections d'Asie centrale, résultat de fouilles archéologiques.

Prix de cette immersion en Asie soviétique : 14 950 F tout compris. Vols Paris-Moscou-Paris, déplacements en car, en avion ou en train, pension complète, spectacles à Moscou et Leningrad. Du 30 mai au 18 juin.

Voyage en Syrie sous l'œil de Damas

(Suite de la page 11.)

Ce couvent est un Lourdes local : les damnés du destin y espèrent des miracles et remercient par courriel, pieusement conservé, d'avoir été parfois exaucés. Alors que soixante-dix religieuses s'appliquent à battre tapis, matelas, couvertures au vent sec et froid venu de la chaîne Anti-Liban, on pénètre dans la chapelle noyée sous des effluves d'encens. Chaque banc, chaque meuble suit l'encastrement et la ciré. Tout respire le calme et la prière.

Même impression dans le quartier chrétien de Damas. Depuis 1925, les sœurs de Beascon gèrent un établissement de mille deux cent cinquante élèves campé dans une demeure qui fut un palais comportant fontaine, patio, iwan où jouent les enfants. Sœur Pierre-Antide fait son possible pour conserver les lieux en bon état, demande que les plafonds richement ornés soient lavés tous les sept ans à l'eau douce. « Mais les enfants, ça joue, ça gratte ». Alors...

L'école Al Rihayé est un modèle. On y apprend, à l'abri, la douceur de vivre. On y enseigne encore le français, mais en classe de sixième « les élèves ont seule-

ment le niveau CM2 par écrit ». « Ils n'arrivent pas à former des phrases, à parler », constate Sœur Pierre-Alexandre, la seule animatrice française venue secourir les religieuses syriennes et libanaises. La tolérance est de mise : 76 % des élèves sont chrétiens, 22 % musulmans et 2 % juifs.

Bédouins et camions

Mais Damas et Alep sont trompeuses. Les Syriens sont un peuple de bergers et de paysans. Deux fois par jour, les femmes vont au puits et chargent leurs ânes de lourds bidons en fer-blanc pour la corvée d'eau. Dans leurs champs, dans le désert, agriculteurs et Bédouins prient Allah cinq fois par jour. Damas peut s'agiter, s'enflammer, capter la télévision jordanienne et les retransmissions de « Champs-Élysées », eux ne prêtent attention qu'à leurs troupeaux. Dans le désert — une steppe — les Bédouins se passent superbement de l'électricité, mais avouent un faible pour la robustesse des camions Mercedes et Volvo.

Nous nous sommes arrêtés à 200 mètres de sa tente : Walid est venu à notre rencontre. Ses deux

cents moutons l'entourent et il confie son goût pour les rafales de vent, le bruit du silence. Il nous obligera, mon guide et moi qu'il n'a jamais vu et ne reverra jamais, à goûter son thé, son lait de brebis, ses galettes de blé et son beurre qu'il fera chercher dans la tente d'un parent. Tous les jeudis, il pose sa femme sur l'énorme garde-boue de son tracteur et la conduit au bazar le plus proche pour troquer sa production. Demain, il défère sa tente, réunira sa batterie de casseroles, le berceau de son dernier-né pour les disposer au « rez-de-chaussée » de son camion Mercedes et il tassera son troupeau au « premier étage ». Cap vers la frontière irakienne.

Aujourd'hui encore, les fortresses des croisés dominent champs de blé et de genêts, plantations d'oliviers et de pistachiers. A Bosra, les poules et les ânes cherchent leur nourriture entre les lourdes dalles de la voie romaine qui va de la porte du Vent à la porte Nabatéenne. Des jeunes Syriens à moto exhibent leurs fusils en partant à la chasse.

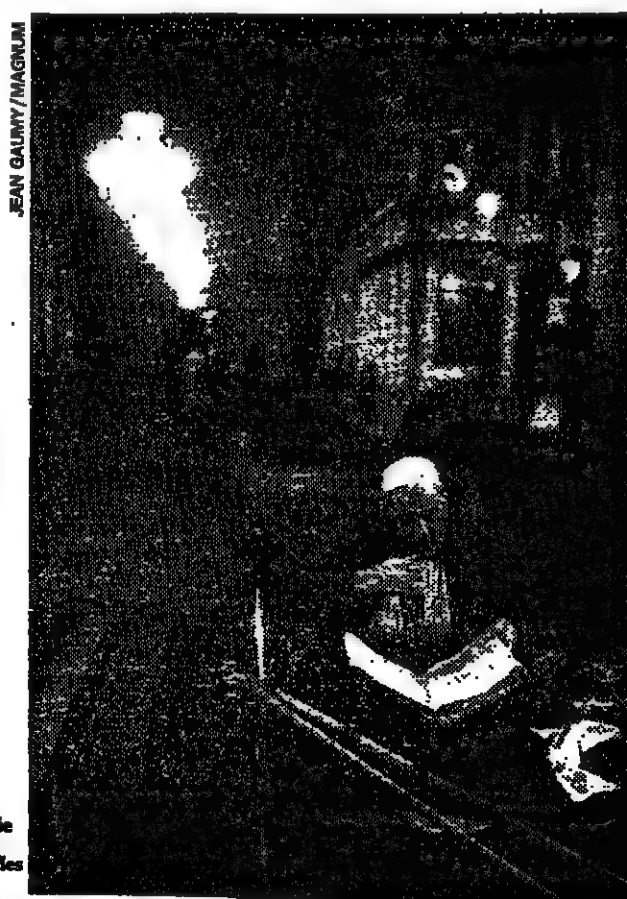
A Damas, il est toujours là. Encore plus barbu, le crâne plus

dégarni si cela était possible. Encore plus à l'aise. Il arpente le grand hall du Méridien, s'intéresse aux deux télécrans qui crachent les informations du monde entier.

J'en aurai le cœur net. Au dernier soir de mon séjour, je l'approche, m'apprête à engager la conversation, il m'échappe. Je tue le temps, rejoins le cabaret de l'hôtel, m'offre une vodka. Le spectacle est de qualité : une danseuse du ventre discrète, le chanteur Samir Samra, la grande chanteuse libanaise Sabah, venue en spectatrice qui accepte de chanter deux de ses succès. Et soudain, le chauve, là, sur scène.

C'est lui, j'en suis sûr. Il s'est déguisé en cosaque. Il nous fait le coup du foulard, il en sort des dizaines de sa poche. Il enchaîne avec des balles de ping-pong qu'il n'arrête plus de recracher. Il a oublié son regard aigu. Ses yeux sont devenus vagues. L'inconnu est illusionniste.

LAURENT GRELSAMER.



Dans la mosquée des Omeyyades à Damas.

Carnet de route

● ADRESSES UTILES. — Office du tourisme de Syrie : 103, rue La Boétie, 75008 Paris; tél. : 45-62-56-32. Ambassade de la République arabe syrienne : 20, rue Vaneau, 75007 Paris; tél. : 45-50-24-90. Consulat : même adresse, ouvert de 10 heures à 12 heures; tél. : 45-51-32-35. Ambassade de France en Syrie : rue Ata-Al-Ayoubi, Aff. BP 769, Damas; tél. : 33-26-27.

● FORMALITÉS. — L'obtention d'un visa est nécessaire pour entrer en Syrie, excepté pour les ressortissants des pays arabes. Il faut prévoir un passeport dont la validité s'étend au moins trois mois après la date de retour de voyage et qui ne porte pas de visa — même périmé — d'Israël ou d'Afrique du Sud. Deux photographies d'identité récentes (de face) et 40 francs sont

demandés. Pour les groupes d'au moins dix personnes, un visa collectif gratuit peut être obtenu. Lors de leur arrivée, les voyageurs individuels doivent obligatoirement changer 700 francs environ. Un certificat de vaccination contre la fièvre jaune est exigé des voyageurs en provenance de zones infectées. L'Organisation mondiale de la santé indique que « le risque de paludisme existe de mai à fin octobre dans tout le pays, sauf les zones urbaines et les districts de Deir-es-Zor et Sweida ».

● HOTELS. — Damas offre un large éventail d'hôtels, des plus luxueux aux plus modestes. Le Cham Palace, le Sheraton et le Méridien sont tous les trois d'un grand confort. En regard, le reste du pays est très dévalorisé, à

l'exception notable de Palmyre et Lattaquié, où la chaîne Méridien est heureusement présente, et d'Alep, toutefois modestement pourvue.

● LIVRES. — Le très beau livre de Gérard Degeorge, *Syrie* (Editions Hermann), permet une bonne préparation du voyage. Consacré à l'architecture et à l'histoire, superbement illustré, l'ouvrage vaut cependant 360 francs. Plusieurs guides sont également précieux : en priorité *la Syrie aujourd'hui*, de Jean Hureau (Editions Jeune Afrique), clair, précis, bien documenté, mais aussi *En Syrie*, d'Affi Bahassai et Robert Boulanger (Guide bleu visa, Hachette) et *la Petite Planète, Syrie* (Editions du Seuil), d'Anne-Marie Perrin-Naffakh, qui comprend d'excellentes pages mais date un peu (1979).

RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

Loue à FRÉJUS (Var) APPARTEMENT pour quatre personnes dans villa avec jardin. Juin, août et septembre. Tél. (16) 94-51-02-02

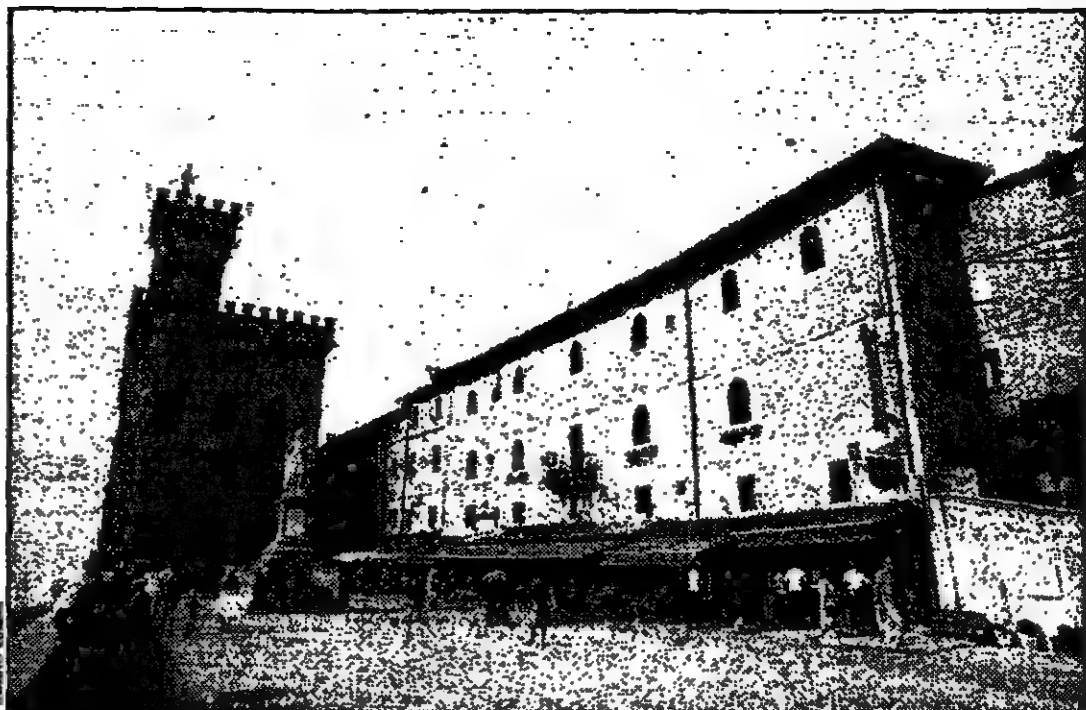
Au cœur de la forêt landaise VIELLE-SAINT-GIRONS A 5 km de la mer, votre maison sur un terrain de 1 000 m². A partir de 222 000 F, clé en mains. Ecr. S.O.CO.P.T.I. 4, bd de la République, 40000 MONT-DE-MARSAN. Tél. (16) 58-06-16-89.

Apprenez l'allemand en Autriche Université de Vienne Cours d'allemand pour étrangers 3 sessions du 13 juillet au 26 septembre 1987 Cours pour débutants et avancés (6 degrés) - Laboratoire de langues Excursions, soirées Age minimum : 16 ans Droits d'inscription et de cours pour 4 semaines : 2 650 SCH (env. 1 200 F) Prix forfaitaire (inscription, cours, chambre) pour 4 semaines : 7 330 SCH (env. 3 500 F) (change décembre 1986) Programme détaillé : Wiener Internationale Hochschulkolleg A-1010 Wien Universität

سكنى في الدار

Un aéroport, une université,
un golf ou un casino ?
Fière sur son rocher,
mais trop près de Rimini,
la République de San-Marino
se demande comment retenir ces touristes
qui ne font que passer.

San-Marino trop petit pour ne pas voir grand



« BIENVENUE dans l'antique pays de la liberté », proclame le panneau à la « frontière » de San-Marino, où l'on passe sans s'arrêter.

Tout a failli se gâter il y a un an. En mai 1986, l'Italie avait annoncé qu'elle allait installer des bureaux de collecte de la TVA aux principales entrées du pays, tant il lui paraissait que l'antique République en prenait à son aise avec les accords bilatéraux régulièrement reconduits depuis près d'un siècle : trop de fausses factures complaisamment délivrées à des firmes de la péninsule, trop de marchandises ne faisant qu'un crochet par la petite enclave pour en ressortir plus « appétissantes » d'y être moins taxées qu'aux alentours.

Cette affaire fit l'effet d'une bombe. Deux mois plus tard, une crise politique de première grandeur secoua le minuscule État : le Parti communiste, au pouvoir depuis 1978 avec les socialistes, retournait ses alliances et formait avec la « puissante » Démocratie chrétienne locale l'unique gouvernement de « compromis historique » réparti à ce jour sur le Vieux Continent.

Ainsi va la vie publique en la République de San-Marino, fondée en 1666, comme le disent les actes officiels.

De Rimini, très ancienne cité romaine convertie en chef-lieu de vacances scandinaves et germaniques, on distingue sur l'horizon le rocher du Titan avec ses trois forteresses médiévales. La capitale, San-Marino, 5 000 habitants, tourne, elle, le dos à l'Adriatique et règne sur 60 kilomètres carrés enclavés entre Marche et Romagne italiennes.

Trois millions de touristes défilent chaque année sur le « Titan » : c'est, au regard de la population locale, cinq milliards de terriens traversant chaque année la France ! Les San-Marinois ne sont que 30 000

— dont un tiers vivent hors de leur patrie. La France, le sait-on ? abrite 5 % de citoyens de la petite République, et Metz, Grenoble et Paris, les trois villes de l'Hexagone où ils se retrouvent en plus grand nombre, passent presque autant les jours d'élection que Faetano, Acquaviva, Domagnano et autres « châteaux » — comme on dénomme ici les neuf communes se partageant le territoire.

Tout naturellement, les autorités ont tenté de limiter les effets négatifs de cette invasion. Un téléphérique escaladant le Titan permet tout d'abord de laisser nombre de voitures à Borgomaggiore, au pied du vertigineux rocher. Une dizaine de grands parcs ont aussi été aménagés à ses abords. Il n'empêche : le Mont-Saint-Michel n'a 15 août paraît-il en comparaison de San-Marino un jour de demi-brume à Rimini ! Car c'est là un des drames proclamés de la République : les milliers de touristes qui, de mai à octobre, montent à l'assaut de ses pentes ne font qu'y passer la journée. Comment les retenir ?

Pau d'hôtels, pas de golf

Les secrétaires d'Etat aux affaires étrangères, à l'intérieur et aux finances (la triade sur quoi repose le gouvernement de San-Marino) le répètent sur tous les tons : « Nous voudrions mettre l'accent sur le tourisme de séjour, alors qu'à présent nous n'avons que des visiteurs de passage. »

Mais voilà, le pays manque d'hôtels. Il est si petit, en outre, qu'on ne peut pas faire le tour, en dépit de sa saisissante beauté. Point, ici, de terrains de golf, de courts de tennis, ou simplement de ces piscines qui retiennent les visiteurs de qualité. Alors, les responsables rêvent à voix haute ! Ces étrangers de marque après quoi on se languit pourraient être les participants de congrès internationaux attirés par la renommée

de ce très vieux État indépendant. L'an dernier, une loi a été votée par le Conseil grand et général (Parlement de soixante membres institué il y a près de mille ans) prévoyant la création d'une université, avec son essaim d'étudiants et de professeurs. Et le Congrès d'Etat (gouvernement) pousse périodiquement à la relance du débat avec l'Italie en vue de la création, à Rimini, d'un aéroport international permettant d'acheminer aisément des voyageurs jusqu'au pied du Titan.

Mais rien de tout cela sans doute n'est destiné à avancer très vite. Aussi tente-t-on des coups plus ou moins réussis. L'installation, les 1^{er} avril et 1^{er} octobre de chaque année, des deux « capitaines régnants », chefs de l'Etat plus honorés que puissants, est l'occasion d'une cérémonie pittoresque, colorée par la présence chamarrée de quelque cent cinquante gardes, miliciens, gendarmes, sergents, arbalétriers et musiciens.

Il est de tradition d'en rehausser la portée internationale par la participation d'une personnalité de renom appelée à prononcer un discours marquant. L'an dernier, ce fut l'écrivain Umberto Eco, auteur de l'inoubliable *Nom de la rose*. Ce 1^{er} avril 1987, ce fut le Français Jacques Soustelle, invité sur sa réputation de spécialiste des Aztèques. Les l'opposition socialiste décria « fasciste » l'ancien ministre du général de Gaulle pour son hostilité à la décolonisation de l'Algérie. On frisa l'incident !

On préfère se souvenir, ici, toutes tentatives confondues, des deux visites officielles faites ces dernières années à San-Marino par le ministre des affaires étrangères de... Pékin. Les deux États ont, en effet, de solides liens d'amitié : ils ont même conclu récemment un accord prévoyant la possibilité pour leurs citoyens d'entrer sur le territoire de l'autre... sans visa. Si la nouvelle devait s'ébruiter en Chine popu-

laire, le tourisme risquerait de faire encore un bond !

Il est un autre projet récurrent dans la vie politique locale : la création d'un casino. En 1953, une guerre d'opérette avait éclaté entre Rome et le minuscule État enclavé : après que les autorités du Titan eurent décidé d'ouvrir une maison de jeux au flanc du célèbre rocher, San-Marino fut bloqué quelques heures par des forces de l'ordre italiennes. Le Congrès d'Etat admit qu'il était plus sage de fermer l'établissement.

Casino-ci, casino-là

Or, M. Gabriele Gatti, qui est, à trente-trois ans, l'un des plus jeunes ministres des affaires étrangères de la planète, a récemment obtenu de son homologue italien, M. Giulio Andreotti, la « récupération de ce droit souverain » de tout État : celui d'ouvrir un casino ! Pourtant, ni le ministre san-marinois ni son parti, la Démocratie chrétienne, ne sont très pressés de donner corps à cette prérogative retrouvée. « Par-delà d'éventuels effets socioculturels négatifs, nous craignons que l'ouverture, dans une si petite communauté, d'une maison de jeux, puisse aboutir à un conditionnement de la vie politique », nous a-t-il expliqué.

M. Alvaro Selva, ministre communiste de l'intérieur, exprime quant à lui beaucoup moins de réticences : « A titre personnel, je retiens que la création d'un tel établissement est indispensable à la promotion du tourisme et au développement de l'économie de San-Marino », nous déclarait-il dans son bureau tendu de vieux velours cramoisi, dans le « palais public » de San-Marino.

Autre sujet de débat, la création prochaine à San-Marino d'un système de radio-télévision en association avec la RAI. Ce droit aussi avait été dénié par l'Italie à son petit voisin. « La notion d'égalité de dignité de tous les États a fait des progrès depuis la conférence des non-alignés de Bandung ! », commente, non sans humour, Mme Clara Bosaglia, ministre des finances et du budget, la première femme ministre de l'histoire du pays.

Si beaucoup à San-Marino attendent la réalisation de ces projets avec réticence, d'autres les défendent avec fougue. C'est le

cas des opposants socialistes. Lorsqu'ils étaient au gouvernement, jusqu'à mi-86, ils les poussaient même avec un soupçon d'« imprudence » — selon un mot de M. Alvaro Selva (communiste) — qui pourtant était déjà alors un des piliers du Congrès d'Etat. Des autorisations de créations de banques, d'instituts financiers, d'entreprises de toute nature avaient ainsi été accordées très libéralement.

Beaucoup trop, ont même estimé les démocrates-chrétiens, qui ont réussi à susciter — fait inédit dans l'histoire millénaire de la République — une commission d'enquête parlementaire sur plusieurs scandales auxquels serait mêlé un membre influent de la direction du PS. M. Alvaro Faletti est accusé de rien moins que de s'être vu « accorder par de généreux privés » de 10 % à 20 % des parts de plusieurs sociétés anonymes. De Serravalle à Fiorentino, en passant par Montegiardino et Dogana, les neuf « châteaux » ne bruisent plus que de cette affaire, dont le Parlement doit débattre incessamment.

Fous de politique

Car c'est une des données culturelles les plus remarquables de San-Marino : « Les gens y sont fous de politique », comme le répètent volontiers leurs voisins italiens, plus passionnés, quant à eux, de football. Dans les cafés, sur les places, jusque dans les familles, les San-Marinois passent leur temps à « refaire leur petit monde ». C'est même « excessif », observe M^{me} Bosaglia. « Mais c'est certainement la chose la plus intéressante de la chose

publique que le pays doit d'avoir survécu jusqu'à ce jour contre toute probabilité historique. »

A vingt-sept ans, M^{me} Patrizia Basignani est secrétaire du Parti socialiste unifié, quatrième force du pays, qui compte sept cent cinquante membres. Elle aspire donc légitimement à une grande carrière. C'est « seulement en affirmant des exigences intellectuelles, en posant des visions d'avenir, que le pays pourra continuer de défendre encore sa souveraineté millénaire », dit-elle fougueusement.

Dans les propos de la jeune femme, ce terme de « souveraineté » revient de façon lancinante. Elle s'en explique crânement : « Nous avons une histoire glorieuse dont nous sommes fiers, des traditions qu'on peut nous envier, à l'heure où tant de gens s'efforcent de manquer de racines. Que faire de notre indépendance ? Eh bien, en coopération avec d'autres petits États, avec d'autres neutres comme nous, la mettre au service d'idéaux universels tels que la paix, la défense de l'environnement, la coopération, le volontariat international et le désarmement. »

Comme pour signifier que l'heure n'est plus au repli, San-Marino vient d'obtenir coup sur coup son adhésion comme observateur aux Nations unies et son admission par la CEE au titre de « pays tiers à situation spécifique ».

Casino ou non, golf ou pas, ça vaut décidément la peine de monter et voir un peu là-haut. Hors saloon, de préférence !

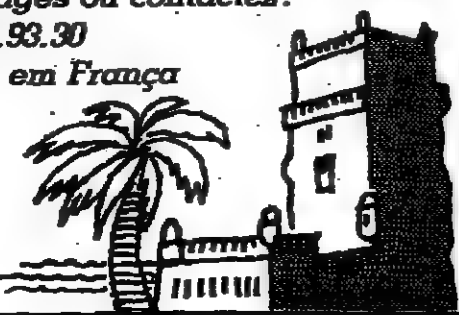
JEAN-PIERRE CLENG.

Partez au Portugal

Un week-end inoubliable
pour les amoureux de Lisbonne
2.970*

Consultez votre agence de voyages ou contactez :
TAP Air Portugal - tél: (1) 42.86.93.30
Centro de Turismo de Portugal em França
7 Rue Scribe - 75009 Paris

* Prix par personne incluant le transport
par la TAP Air Portugal, l'hébergement
(avec petit déjeuner) dans une chambre 1^{re}
catégorie en chambre double et
les transferts hôtel-aéroport, A/R.



LA FÊTE A DEAUVILLE DÈS LE 18 AVRIL...

Un week-end de rêve pour la réouverture
de l'Hôtel Royal, un hôtel Lucien Barrière

Inauguration du nouveau night-club,

le Reginé

Soupe de Moules au petit matin

Buffet campagnard avec tournoi équestre

Diner-spectacles, Fous d'artifices...

La fête à 90 mn de Paris, dans son 21^e arrt

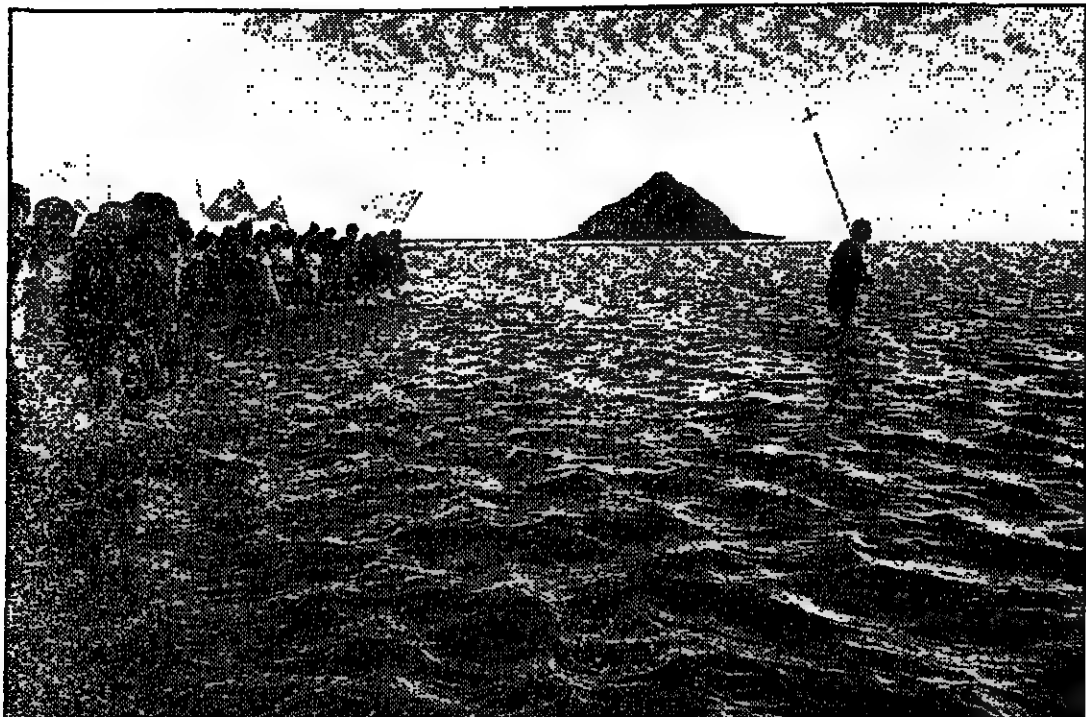
Téléphonez dès maintenant de la part
du Monde au 31-88-16-11

Des conditions exceptionnelles
vous seront accordées

Les Hôtels Lucien Barrière
Cannes - Deauville - La Baule

Une croix dans les bagages

Chaque année, des milliers de voyageurs prennent la Bible pour guide et un prêtre comme accompagnateur. Vers les chapelles de la Vierge ou sur les chemins du Seigneur, à Pâques et à la Trinité.



FRANÇOIS LE DUCLOUX/ANFO

TROIS millions et demi de pèlerins à Lourdes. Autant à Fatima. La Vierge a ses fidèles... Mais c'est à Notre-Dame de la Salette, dans les Alpes, que la congrégation des assomptionnistes emmène ses premiers pèlerins, en 1872. L'année suivante, ils défilent sur Lourdes. En 1882, ils sont un millier à débarquer à Jaffa, de deux bateaux à vapeur affrétés pour l'occasion, puis à cheminer à dos d'âne ou de chameau. Direction : Jérusalem.

Les assomptionnistes étaient des pénitents. Ni croisés du temps jadis. Ni « touristes chrétiens » du vingtième siècle partant découvrir Lourdes, la Terre sainte, Rome, Assise, Saint-Jacques-de-Compostelle, Fatima, Jasna Gora et sa Vierge Noire en Pologne, l'Algérie du Père de Foucauld, la Tunisie de saint Augustin, Ephèse et Corinthe évangélisées par saint Paul...

En France, ces pèlerins sont, en majorité, des fidèles qui partent se recueillir, sous la houlette du directeur des pèlerinages de leur diocèse. Les autres sont, plus prosaïquement, les clients d'une petite dizaine de voyagistes spécialisés des lieux saints, sur fond de culture chrétienne.

Rentable, ce marché ? Certes. Malgré les fluctuations du dollar. Malgré la hausse des tarifs d'affrètement, qui contraignent les voyagistes à réduire le temps des croisières saintes pour rester compétitifs. Quand SIP Voyages, agence créée en 1953, annonce 95 millions de chiffre d'affaires et 20 000 pèlerins en 1986, elle tire, comme la plupart de ses concurrents, les trois quarts de ses recettes de l'organisation de voyages à l'étranger pour le compte des 95 diocèses français. Ses clients propres, ceux qui ont acheté leur circuit sur brochure, ne dépassent pas 6 000 personnes. Encore ce « voyage fait par dévotion à quelque lieu consacré » (Litté) attire-t-il aussi les amateurs de périples culturels.

« Le pèlerinage, c'est aussi du tourisme », reconnaît Georges Grandet, PDG de l'agence Terre entière. « Ainsi, ceux qui partent en Algérie sur les traces du Père de Foucauld » (c'est le nom du circuit dans la brochure) sont

plus des chrétiens qui font du tourisme que des pèlerins. Il suffit de regarder le programme pour s'en convaincre : en douze jours, quatre visites « concertées » directement le Père de Foucauld (ses ermitages et sa tombe). Le reste du temps est consacré à d'autres découvertes : paysages, monuments non chrétiens, souks, oasis et la cathédrale du Sacré-Cœur, à Alger.

Pourquoi baptiser un tel voyage « pèlerinage » ? Parce que l'accompagnateur, ou l'animateur du groupe est le plus souvent un prêtre, grâce auquel tout émerveillement baigne dans la chrétienté. « Un pèlerinage, dit Henri Marot, directeur de l'agence Procure Voyages, c'est aussi la prise en compte de tout l'environnement culturel, de son impact sur l'histoire de l'Eglise et des communautés chrétiennes du pays visité. En Méditerranée, par exemple, on s'intéresse aussi au monde grec, au monde juif et à l'Islam. D'ailleurs, ce qu'on voit d'abord en arrivant à Jérusalem ce sont les mosquées ! »

Odyssées religieuses

En douze ou en quinze jours, des croisières spécialisées permettent de débarquer en Italie, en Grèce, en Yougoslavie, en Turquie, en Israël et en Egypte. Qu'elles se nomment « Sur les pas de saint Paul » (1), « Peuples de la Méditerranée » ou « A la rencontre des apôtres » (2). Chaque année, les diocèses, comme le public, ont le choix entre quatre ou cinq confortables odyssées religieuses à bord de paquebots de luxe. Pour un prix inférieur à celui d'une croisière traditionnelle, puisque le bateau est affrété par l'organisateur selon le principe du charter.

« Oui, la croisière est une forme de pèlerinage », affirme Jean-Marie Foucher, directeur général de SIP Voyages. En parfaite communion avec tous ses confrères. « L'important, précise Henri Marot, c'est l'accompagnateur. » Et de mettre en avant les vedettes choisies pour l'occasion : le cardinal Marty, le cardinal Etchegarry, le cardinal Paul Gouyon, etc. Car l'Eglise a, elle aussi, ses stars, qui attirent le client et séduisent le pèlerin.

Les « vrais » pèlerins, ceux qui suent sang et eau sur la route de Saint-Jacques-de-Compostelle ou en escaladant le mont Moïse dans le Sinaï, existent toujours. L'ascension du Mont-Moïse (deux heures et demie de marche

ment dans des hôtels trois étoiles, est facturé un peu moins cher aux jeunes (5 250 F par personne) qu'à leurs aînés (5 830 F par personne).

Un gadget ? « Non, répond Jean-Marie Foucher. Depuis

De haut en bas :

Pèlerinage au mont Saint-Michel.

Fête de la Saint-Patrick en Irlande.

Enfants masqués pendant la semaine sainte à Puerto Gaudi, en Andalousie.

Pénitents à Jérusalem.



en pleine nuit) est dans tous les programmes « Terre sainte », avec lever du soleil et messe au sommet.

Même chose pour la fameuse route de Jéricho à Jérusalem : 32 kilomètres, soit cinq heures de « crapaillage » nocturne (en raison de la chaleur). SIP Voyages, pour sa part, préfère réserver cette anabase aux « teenagers ». Ceux qui viennent en pèlerinage en Terre sainte avec leurs grands-parents.

Une nouveauté inaugurée l'an dernier à la demande d'une association religieuse, mais qui devrait figurer de nouveau dans la brochure en 1988. Programmé, bien sûr, pendant les vacances scolaires (Pâques et été), ce voyage de dix jours, avec loge-

ment dans des hôtels trois étoiles, est facturé un peu moins cher aux jeunes (5 250 F par personne) qu'à leurs aînés (5 830 F par personne). Un gadget ? « Non, répond Jean-Marie Foucher. Depuis

Mais, à raison de 20 à 30 kilomètres par jour pendant un mois, avec un sac à dos de 12 kilos, il demande, évidemment, une bonne condition physique... »

Et la messe, dans tout cela ? Elle est célébrée. Quotidiennement ou presque. Mais chacun reste totalement libre de ses dévotions, même si 90, voire 95 % des pèlerins s'y adonnent volontiers. Les prêtres ont dans leurs bagages chasuble et autel portatif, ce qui permet la célébration d'un office

dans une simple chambre d'hôtel ou... sur le mont des Oliviers.

ANNIE BARBACCIA.

(1) NDS, du 24 octobre au 2 novembre 1987, à bord du *Pegeus*, de la compagnie Epirotiki. De 5 480 F à 15 980 F par personne, selon le type de cabine. Et Terre entière, du 12 au 17 novembre, de 6 000 F à 17 500 F.

(2) SIP Voyages et Procure Voyages, du 3 au 16 octobre 1987, à bord de l'*Exeter*, de la compagnie Costa, de 6 255 F à 18 900 F par personne.

Lourdes au firmament

AVEC le Miraculé, Jean-Pierre Mocky s'est moqué. Du moins l'évêché de Lourdes l'a-t-il pensé. A tort. Car la comédie du cinéaste français ne décourage pas les amateurs de miracles, en constante augmentation : 4,5 millions de personnes (dont 3,5 millions de pèlerins) ont, en 1985, transité par la grotte de Massabielle, à l'occasion de séjours de trois à quatre jours dans la ville.

Depuis l'apparition de la Vierge, en 1858, Lourdes a eu le temps de se transformer en cité touristique-religieuse. Le miracle se produit tous les ans à la même époque — Pâques — et dure jusqu'à la mi-octobre. Marie s'exhibe en statuette de savon aux aventures des magasins de souvenirs tandis que l'eau de Lourdes se vend par magnum de vingt litres.

Les malades (2 000 par jour environ) hésitent entre l'espoir et la curiosité. L'Eglise elle-même est prudente : sur 6 000 cas de guérison soudaine en trente ans, elle n'en a reconnu que 64. En France, Lourdes est, de loin, la première destination des pèlerinages organisés par les diocèses. Celui

de Metz, par exemple, y envoie régulièrement 1 800 de ses ouailles. Un évêché plus petit, comme celui de Gap (100 000 habitants), frôle les 450 pèlerins.

De l'étranger, on arrive par route (11 200 autocars en 1985), par rail et, de plus en plus, par avion. En 1984, 67 compagnies de charters, en provenance de dix-huit pays d'Europe et d'Amérique, ont fait de Lourdes le septième aéroport français. Depuis, Air Charter, filiale d'Air France, y a affecté un Boeing 737 de 130 places pour toute la « saison ». Plusieurs fois par semaine, il débarque des contingents d'Irlandais, d'Italiens et d'Allemands. A bord, les premiers rangs de sièges ont été démontés pour permettre prière et dévotions. L'équipage s'est habitué...

Et si Lourdes était un jour détrônée ? A Medjugorje, à 120 kilomètres de Dubrovnik, une petite Vierge yougoslave fait parler d'elle depuis quinze ans. Le Vatican la salue. Mais les pèlerins, eux, toujours en quête de nouveautés, l'adorent de plus en plus.

A. B.

Les spécialistes

- SIP Voyages : 1, rue Garancière, 75006 Paris. Tél. : (1) 43-29-68-70. Et dans toutes les agences de voyages.
- Voyages Missions : 10, rue de Mézières, 75008 Paris. Tél. : (1) 45-29-20-30. Et sur minitel : 3814 NDS.
- NDS Voyages et Pèlerinages (groupe Bayard Presse) : 5, rue Saint-Romain, 75006 Paris. Tél. : (1) 45-29-20-30. Et sur minitel : 3814 NDS.
- Terre entière : 15, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris. Tél. : (1) 43-29-57-10. Et 29, Grande-Rue Nazareth, 31000 Toulouse. Tél. : 81-53-99-20.
- Procure Voyages : 4, rue Madame, 75006 Paris. Tél. : (1) 45-48-63-30. Et 10, rue de Suisse, 06000 Nice. Tél. : 93-88-65-40. Brochures également disponibles (mais sans vente) dans toutes les librairies La Procure (Publications de la Vie catholique) à Paris, Rouen, Rennes, Saint-Brieuc, Brest, Nancy, Quimper, Annecy, Nice, Genève et Rome.
- Routes bibliques : 12, rue Jacob, 75006 Paris. Tél. : (1) 43-29-12-62.
- Bretagne Pèlerinages, département de l'agence Cap Voyages : 3, quai Chateaubriand, 35000 Rennes. Tél. : 99-79-54-22.

L'IRLANDE MADE IN IRELAND.

Rien n'est plus irlandais que la brochure — et les prix — de l'un des plus grands organisateurs de voyages de l'Irlande.

Un exemple ? Pour ne pas perdre une miette du Donegal, découvrez-le en autocar panoramique. Huit jours de paysages somptueux, un guide parlant français, des vues, des ballades et des balades : 6.380 F* par personne en haute saison (base 2 personnes, demi-pension en hôtel 3 étoiles, voyage avion compris).

Vous êtes un fanatique individualiste et préférez vous déplacer seul ? Qu'à cela ne tienne ! La brochure CIE regorge d'idées aussi irlandaises que possible : séjours "Go as you please" à l'hôtel, en gentilhomme, croisières fluviales, séjours pêche, forfaits avion/voiture, forfaits rail et bus...

Enfin, ceux que la conduite à gauche retient trouveront des séjours à Dublin agrémentés d'une kyrielle d'excursions variées d'une journée (en autocar).

Et, jusqu'à la fin mai, les prix restent basse saison (sauf les croisières fluviales).

Allez vite demander la brochure CIE Irlandaise à votre agent de voyages ou encore réclamez-la sur le coupon ci-dessous.

CIE TOURS INTERNATIONAL

50 ans d'expérience de l'Irlande

A renvoyer à CIE Tours International, 40, rue des Mathurins - 75008 Paris.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____



Irlande
Allez loin sans aller loin.

*Tarif 1987

501 150

croix bagages

Les milliers de voyageurs
à table pour guide
même accompagnateur.
appelés de la Vieille
luminie du Seigneur.
est à la Trinité.

Liaisons dangereuses

L'ACCORD des mets et des vins a fait couler beaucoup d'encre et depuis longtemps il a fait boire, aussi, beaucoup de piquettes si de bonnes bouteilles. En vérité, pour le courant de la vie, les alliances sont sans doute inutiles hors ces deux grands principes chers à René Lasserre : « Jamais de grands vins blancs liquoreux avec gibier et viandes noires. Jamais de grands vins rouges avec coquillages et poissons. »

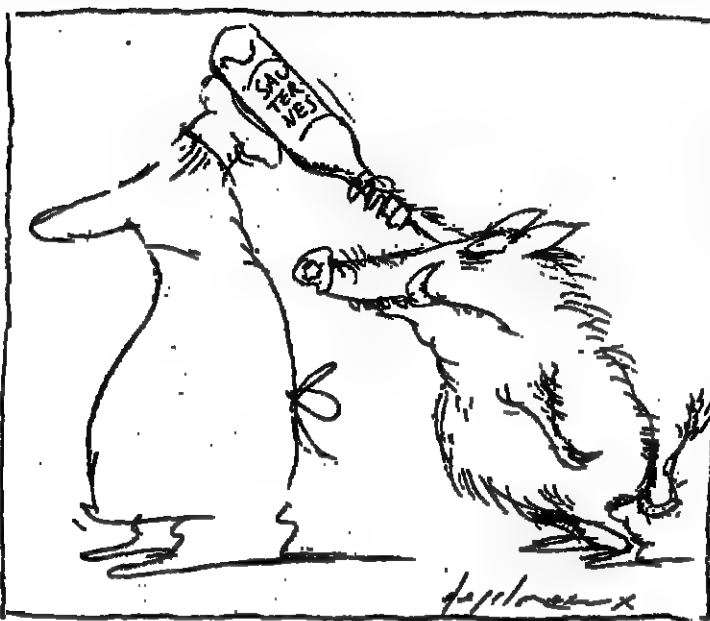
Au demeurant, c'est du moins mon avis formel, peuvent intervenir le plaisir personnel du palais de chacun, l'occasion et le moment, le portefeuille aussi, hélas !

Sans doute l'épicurisme parfait trouvera son compte à la lecture du bel ouvrage de Jacques Puisais, *Le Gout juste* (Flammarion). Mais je voudrais aussi signaler le *Marriage des mets et des vins*, de Nicolas de Rabaudy et Jean-Luc Pouteau (Lattès), qui sera bien utile au maître de maison embarrassé devant un foie gras aux choux, par exemple.

Suivre-t-il les auteurs (et Alain Senderens) en proposant un banyuls ou un sauternes ? Ou encore, choix cornélien, sur un dessert au chocolat, faudra-t-il proposer du thé glacé, du pippermint get sur glace, de l'ysquem (choix de Jacques Puisais), ou du champagne rosé ? Ou encore, proposé à la fois par un chocolatier (Christian Constant) et un grand cuisinier (Lucien Vanel, de Toulouse), un rouge, frais ?

Comme chaque année, à la Foire de Paris, à partir du 30 avril, des démonstrations omnibaires vont se dérouler au stand de Gaz de France. Le thème choisi, cette fois, est justement l'« Accord des mets et des vins ».

Survolez donc ces projets des chefs présents que, chaque après-



midi, les spectateurs pourront voir réaliser... puis déguster. Le 1^{er} mai, Jean-Pierre Baillon (*L'Auberge du 14-Juillet*, à La Garenne-Colombes) préparera un

sandre braisé au chignon... accompagné bien sûr du même vin.

Le 2 mai, le restaurant *Le Vieux Berlin* à Châlons, pour accompagner son filet de porc à la

Bacchanale de printemps

Le premier « marathon des leveurs de coudes » réunira l'après-midi du 28 avril, dans le 6^e arrondissement de Paris 140 concurrents groupés en 14 équipes.

Cette compétition œnologique-sportive est parrainée, entre autres, par MM. Yvan Audouard, Roger Bestida, Antoine Blondin, Jean Castel et Jean Cornier. Elle consiste en un très long parcours-dégustation en quarante et une étapes, chacun des

plus célèbres débits de boissons germanopratins accueillant à cette occasion l'une des quarante et une communes de l'appellation beaunoise-village. Le « marathon des leveurs de coudes » aura pour point de départ et d'arrivée le bar « Millemees » (7, rue Lobineau).

De nombreuses personnalités du monde du spectacle, du rugby et de la presse ont donné leur accord pour participer à cette printanière bacchanale.

MIETTES

● A Boulogne-sur-Mer, le très bon maître-fromager Philippe Olivier (43-45, rue Thiers ; tél. 21-31-94-74) publie tous les trimestres un petit bulletin, *Fromages d'information* (tiré à dix mille exemplaires), plein d'intérêt.

● Un lecteur s'étonne (pour ne pas dire s'indigne) : La Ferme, la boutique de l'aéroport d'Orly, vendant hors taxes des produits gastronomiques de chez nous, a changé de gérant. Et en même temps de prix ! Un reblochon passe de 32 francs à 52 francs, par exemple.

● A signaler à La Gourmandine (28, rue d'Armaille, Paris-17^e ; 47-72-00-82), gentille petite maison nouvelle du quartier, un menu (pour l'ensemble de la table et service compris) à 185 francs : entrée, deux plats, fromage, dessert et café.

● A Montmartre le soir ! Et singulièrement pour les spectateurs de l'Atelier en après-spectacle, un petit restaurant, la *Marboulle*, (41, rue des Trois-Frères, Paris-18^e ; tél. 42-64-46-15). Le chef, nous revient de Stockholm et exerce de gourmandes variations sur le saumon. Compter 150 francs à 200 francs. Parking : 8, rue Dancourt. Fermé le dimanche.

● Le guide 1987 des Châteaux et demeures de tradition vient de paraître. Une douzaine de nouveaux adhérents et toujours le Château d'Ilberitz (à Bidart), que l'on avait dit à tort racheté par un industriel de l'hôtellerie. Tous adhérents respectent la fameuse charte de Michel Massie : pas de produits congelés, surgelés ou sous vide, sauf indication sur la carte.

● « Système G ». C'est le guide télématique des restaurants vus par Henri Gaut pour Paris, avec tous les renseignements d'usage plus les données critiques de l'excellente *Gaut-Villau*, Minital, 38-15, Code « Gaut. Renseignements : 112, avenue de la Grande-Armée ; tél. 42-67-87-22-84-82.

● Le Carré des Feuillants (114, rue de Castiglione, Paris-1^{re} ; tél. 42-86-82-82) ouvre désormais aussi les samedi et dimanche.

● La « Lettre » de Jacques Souvairan (Genève) parlant de la disparition du Duc (l'excellent restaurant des Minichelli, 243, bd Raspail, Paris-14^e ; tél. 43-20-96-30) du Guide Michelin 1987 attribue cette radiation à « un problème d'incompatibilité d'humeur ». Comme en termes galants...

● Un lecteur a apprécié la cuisine du *Modem Hôtel* (à Andelot-en-Montagne près de Saline-les-Bains à proximité de la belle forêt de Joux) et qui ne figure sur aucun guide.

● J'ai parié des Bacchantes, le remarquable bar à vins de la rue Camartin (Paris-8^e). J'y ai découvert un AOC bordelais supérieur : le Chateau grand-campesac, qui, dans ses millésimes 1982, 1983 et 1985, a des prix évoluant entre 20 F, 50 F et 26 F la bouteille, mérite attention (G. et P. Lesnier, domaine de Campesac à Saint-Vincent-de-Paul, 33440 Ambarès).

● Dans un autre registre, j'aime à signaler un minerois (H. et D. Domergue Trausse, 11160 Caunes Minervois), dont la cuvée spéciale Cantapendrix, entre autres, est, en 1985, fort agréable.

● A propos du mot « bistrot » (qui pourrait aussi venir du russe « bystro » signifiant « en vitesse »), un correspondant lettré de Tours me signale que de leur occupation de 1815 les Russes ont ramené le mot de celui qui, lors d'une beuverie, boude et « ne chanta pas ». Ce qui en russe et pour désigner un bon à rien a donné « chantrops ».

bière et au cumin, ce « moustillant » vin de Bado, le merdinger.

Le 3 mai, le jeune patron du *Baltier* (20, rue Rousselet) servira son ris de veau braisé aux jeunes asperges. Le vin sera le prieur de saint-jean-de-bébian, excellent si mal connu.

Le 4 mai, Francis Vallot (*La Santenay*, avenue Niel) vous fera hésiter entre un maury français et un samos grec pour exalter ses « Trois tentations d'Eve », desserts aux pommes.

Le 5 mai, ce sera Bernard Bosque (*La Bûcherie*, dans la rue du même nom), dont le sauté d'agneau pascal aux subergines fera merveille sur un chateau greysac, cra bourgeois du Médoc.

Le chef de Lasserre trouvera le 6 mai quelques échansons de Paris pour présenter le chateau claret, un parfait listrac, pour apprécier le mesclage landais « Mère Irma ».

Le 7 mai, Tabourdian, chef du *Bristol*, a choisi un sauternes, le chateau de Malle, pour escorter son turbotin.

Le 8 mai, la blanquette d'agneau à l'ancienne du *Sallambier* (restaurant de l'Hôtel Balzac) fera « chanter » un cabors, le chateau haute-terre, présenté par Sylvie Rollet, une des plus jeunes et rares sommelières de France.

Le 9 mai, Linda (restaurant *Ches Linda*, rue Gervais) a choisi un sauternes blanc pour escorter son toast Linda, une surprise.

Le 10 mai, le chef du *Corpacio* (le restaurant italien du *Royal Monceau*) présentera un sabayon au marsala et sa brioche, arrosés de marsala, on l'imagine.

Mais j'ai gardé pour la bonne bouche le premier jour de la Foire de Paris, le 30 avril, où Michel Brunetiere (*Le Sully-d'Auteuil*) proposera un sauternes rouge sur son beef mariné aux grilles.

Un bel éventail, vous en conviendrez !

LA REYNIÈRE.

SEMAINE GOURMANDE

La Bonne Table (de Clichy)

C'est « the » restaurant de poissons de Clichy. Berger, le patron, veillant à la richesse de son « banc » (fruits de mer et coquillages) et Gisèle, la patronne en cuisine, travaillant dans la fraîcheur (congelé n'entre pas ici) une choucroute de poissons superbe, des lasagnes aux crustacés, le chou farci au homard, l'andouillette de langoustines (bouillabaisse vendredi et samedi). Bons desserts (notamment un cake exceptionnel), gentille cave. Compter 250 à 350 F.

● La Bonne Table 119, boulevard Jean-Jaures 92110 Clichy Tél. : 47-37-38-79. Fermé dimanche, lundi, mardi et mercredi soir. Chiens acceptés.

La Barrière de Clichy (et de Paris)

Oui, car, à deux pas du métro Porte-de-Clichy, sa cuisine est sur le territoire de la capitale et l'entrée sur le sol clichien ! Après avoir connu de jeunes futurs grands chefs (Loiseau, Savoy), sous la houlette de Claude Verger, voici enfin un chef-patron : Gilles La Gellie. Décor transformé et égayé, accueil souriant de la patronne, et cuisine-pâtisserie de tout premier ordre : encomens farces fondues de courgettes, frites de sole et ris de veau, filet de bar aux noix, filets de canette aux polivrons doux, noisettes d'agneau au fromage de chèvre, ris de veau aux escarpoles, etc. Très savoureux mille-feuille. Compter 300 F avec, au déjeuner, un repas « affaires » (2 plats, fromage et dessert, vin et service compris à 230 F).

● La Barrière de Clichy 2, rue de Paris, 92110 Clichy Tél. : 47-37-06-18. Fermé samedi midi et dimanche. Chiens acceptés. A.E., C.B. Selon pour 18 couverts.

Symbolie

Symbolique du moins est le décor, tristounet moderne, de cette petite maison qui, dans ce quartier gargotier, grâce au chef Frédéric Houtin, mérite compliments pour la qualité des plats (notamment les desserts). Seize au boudin blanc, nougat de bœuf en gelée, magret aux câpres ou coquillet au cidre et pommes (plats entre 85 et 70 F), desserts entre 28 et 35 F), vins à prix étudiés, accueil aimable du nouveau patron qui va modifier son cadre. Compter 200 F.

● Symbolie 8, rue Lucien-Sampaix 75010 Paris Tél. : 42-08-57-93. Fermé dimanche midi. Chiens acceptés. C.B.

Via Veneto

Le classique et charmant restaurant italo-français de la rue Quentin-Bauchard a changé de chef. Dominique Fabre, qui fut Chez Pauline ainsi qu'A Trou Gascon, passe allégrement des terrines (de saint-jacques, aux trois poissons, de ris de veau, de légumes) aux feuilletés à la mode (aux asperges, d'escargots, de poissons, de légumes encore - et naturellement « petits »).

Mais ici, dans ce décor et surtout le soir, aux accents d'un guitariste bien dans le notes *doce vite*, on préférera les plats frais (à la romaine, Alfredo, à la sicilienne, aux quatre fromages, aux ment baill 7), le fritto misto di pesce, la daube piémontaise, le veau (osso buco, vitello tonnato, saltimbocca et autres acceptions). Bons desserts. Belle carte de vins du bordelais et d'Italie. Compter 250 F.

● Via Veneto 13, rue Quentin-Bauchard 75008 Paris Tél. : 47-23-76-84. Fermé samedi midi et dimanche. Chiens acceptés. A.E., C.B., D.C.

L. R.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

05160 CAP-D'ANTIBES

MOTEL ROI SOLEIL 253, bd Kennedy. A 500 m de la mer. STUDIOS et ch. Park, piscine. 2 pers. 1100 F la sem. 1715 F 2 sem. 3000 F 4 sem. L.e. (sauf juin, juil., août, sept.). Tél. 93-61-48-30.

83240 CAVALAIRE

HOTEL-RESTAURANT LA CALANQUE *** « Les pieds dans l'eau ». Site exceptionnel. Châtres avec TV. Piscine. Tennis. Spéc. poissons. 1/2 pers. à partir de 400 F/jour et par personne. Tél. 94-64-04-27.

NICE

LA MALMAISON et VICTORIA 2 hôtels de *** - MAPOTEL

Restaurant à LA MALMAISON Grand confort, chambre TV couleur, Tél. direct. Mini bar. Quartier résidentiel plein centre ville. 48 ou 33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE. Tél. 93-57-62-56 ou 93-88-39-60.

Pyrénées

AU PIED DES PYRÉNÉES

FORFAIT 7 jours pens. ou 1/2 pens. Tarif, des BELAIS ASPRES, 4400 OLORON.

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE (ET DES ARTISTES) (près du Théâtre la Fenice) 5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort. Prix modérés. Réservation : 41-52-32-333 VENISE. Tél. : 411150 FENICE 1. Directeur : Dante Apollonio.

Suisse

LAC MAJEUR

LOCARNO

GRAND HOTEL

Complètement rénové. Nouvelle piscine. Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. B.A. COTTI. Tél. 19-41/93/33022. Tél. 846143. Via Sampione, CH 6600 LOCARNO.

TOURISME

L'ÉTÉ EN SAVOIE

« Les Fenestrelles » (VALLOIRE) Maison familiale tout confort. Activités de la station : tennis, équitation, tir à l'arc, luges, discothèque, etc. Renseignements et inscriptions : U.P.C.V., 28, rue d'Armaille, 75008 Paris. R.F. 19 - 2005 LILLE CEDEX Tél. 20-51-22-56.

Des Anglo-Normandes

L'ÎLE DE JERSEY

« se met en 7 pour vous »

Si vous y passez une semaine au printemps, vous aurez le temps de découvrir tout ce que peut vous offrir Jersey. C'est une île où l'on ne s'ennuie pas. La nature y est merveilleuse à cette époque, les fleurs envahissent le paysage, les petits ports de pêche s'éveillent et vous accueillent dans leurs bassins parfaitement aménagés. La superbe réserve d'animaux en voie de disparition, située dans un domaine boisé, vous permettra d'admirer les espèces sauvées par Gérard Durrel et son équipe. Vous découvrirez les paysages si différents de cette île en louant une petite voiture (prix raisonnable et... vitesse limitée).

La cuisine est excellente, grâce aux produits du cru : légumes, poissons, crustacés, laitages et n'oublions pas les vins français très sélectionnés et très abordables.

Jersey, c'est la détente, le dépaysement et une qualité de vie particulière.

Pour documentation en couleurs, écrivez à : MAISON DE L'ÎLE DE JERSEY Département LM3 19, boulevard Malherbes, 75008 PARIS Tél. (1) 47-42-93-48

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

MERCUREY A.O.C. Vente directe 12 bouteilles 1984 : 480 F TTC franco dom. TARIF SUR DEMANDE - Tél. 85-47-13-84 Louis Mochin, viticulteur, 71500 Marcilly.

CHAMPAGNE Claude DUBOIS A la propriété LES ALMANACHS VENTEUL 51200 ÉPERNAY. T. 26-58-48-37 Vin vieilli en foudre. Tarif sur demande.

GASTRONOMIE

Rive gauche

RESTAURANT Les Célébrités vue panoramique sur la Seine ouvert tous les jours chef de Cuisine JACQUES SENECHAL menu au déjeuner 250 F vin et service compris parking offert Entrée par l'hôtel nikko 61, quai de Grenelle - 75015 Paris réservations 45 75 62 52

Rive droite

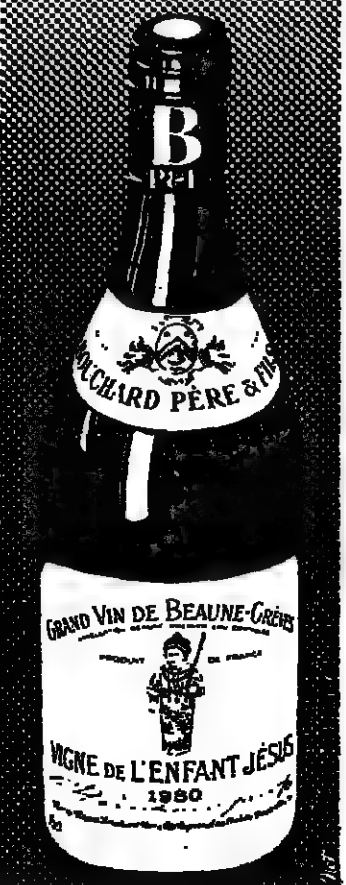
la Froque des Allées CUISINE TROPICALE 69, rue des Beaux, 75017 PARIS Tél. (1) 45-22-39-45

Environ de Paris

RAVE GRILL 24, boulevard de la Marne SUR RÉSERVATION SATISFACTION 46 73 48 42

250 ans de grands vins

Domaine du Château de Beaune 32 hectares dont 21 hectares de premiers et grands crus. BOUCHARD PÈRE & FILS Documentation LM BOITE POSTALE 70 21202 BEAUNE CEDEX Tél. : (80) 22 14 41 TELEX : BOUCHARD 350 830 F



Noms : A. BARIEV

MADEIRA

A PARTIR DU 18 AV

MADEIRA

COMMISSAIRE VALENTI

REPRESENTATIONS EXCEPT

ANTIGO

ANOUI

TREJA

Un entretien avec l'ancien responsable des arts plastiques

Claude Mollard serre les boulons de la culture

Claude Mollard a quitté la haute fonction publique pour le privé. En créant une entreprise d'ingénierie culturelle, il veut montrer qu'on peut réaliser beaucoup de projets sans passer... par l'administration.

Membre de la Cour des comptes, ancien secrétaire général du Centre Pompidou, responsable de la délégation aux arts plastiques lors du passage de Jack Lang rue de Valenciennes, Claude Mollard a le profil type du haut fonctionnaire qu'on finit par identifier au mobilier Empire d'un palais national.

Il vient pourtant de quitter le service public pour créer sa propre entreprise d'ingénierie culturelle, ABCD (Art, Budget, Conseil, Développement) et lancer une école de formation, l'Institut supérieur de management culturel, dont la première session s'ouvre le 4 mai prochain. Enfin, il rassemble ses idées sous la forme d'un petit livre dont le titre est *Profession : ingénieur culturel* (1) — est déjà tout un programme.

Il y a, bien sûr, les notes de l'art et de l'industrie, du marketing et de la culture, puisque, dit-il, l'avenir de nos sociétés post industrielles se dessine à la croisée du beau et de l'utile. Par la même occasion, il sème le glas de l'ère Mitterrand.

« On appelle-voilà l'ère Mitterrand ? »

« L'époque où l'on croyait faire communiquer les gens en faisant communiquer des institutions de plus en plus énormes avec des structures administratives de plus en plus complexes. Les maisons de la culture sont le produit de cette utopie. Cette idée fautive a fonctionné un certain temps. Mais, à l'âge de la décentralisation et de la télématique, elle n'a plus de raison d'être. »

— La Cour des comptes et la Cité des Sciences sont, pour vous, des échecs ?

« Non, mais les derniers représentants d'une forme d'action culturelle dépassée. Ces institutions colossales sont, à la longue insaisissables, ingérables et fort coûteuses. Aujourd'hui, à ABCD, avec huit personnes à plein temps et une dizaine de contractuels, j'arrive à réaliser presque autant de projets qu'à l'époque où j'étais délégué aux arts plastiques avec une structure de cinquante personnes et un millier de sous-traitants. »

— Vous avez mis du temps à vous en apercevoir...

« Je l'ai pressenti il y a assez longtemps. Aussi, chaque fois que je suis passé quelque part, j'ai tenté de créer des petites unités, légères, autonomes, pour contrebalancer les mastodontes de l'administration engraissés dans les contrôles financiers et coincés par la rigidité de la comptabilité publique. »

Je crois avoir réussi à favoriser la décentralisation artistique en créant les FRAC, l'Agence nationale de la création rurale ou le CNAAC de Grenoble. Mais le poids de la bureaucratie est toujours plus grand. Après quinze ans d'efforts et de bagarres, je me suis lassé. Ce ne sont pas les hommes qui sont en cause mais l'institution et ses procédures. Pensez que l'on interdit encore à la Réunion des musées nationaux, l'antenne commerciale des musées de France, d'accepter la carte bleue.

— Cette condamnation englobante de l'action de votre ancien maître ?

« Dans l'action culturelle, il y a trois choses : le projet, l'individu et l'institution. Jack Lang a toujours privilégié les deux premiers. Mais en tant que ministre de la culture, il était lié par l'institution. François Léotard est dans la même situation. Il ne s'agit pas là d'un problème politique, mais d'un problème de société. Quand je dirigeais la délégation aux arts plastiques, j'ai dû passer 50 % de mon temps à vaincre l'inertie des appareils. »

« Dans le privé, je peux consacrer toute mon énergie à l'action. Il n'y a pas longtemps, par exemple, Ruffin me téléphone et me demande d'être le lendemain à Barcelone pour assister à une réunion. J'y vais, et quinze jours après je décrochais un contrat. Dépendant du ministère de la culture, j'aurais été dans l'impossibilité de me déplacer si rapidement. Il m'aurait fallu un ordre de mission visé par trois ou quatre personnes, deux semaines à l'avance... »

Des « hôtels-musées »

— Mais le titre que vous avez choisi — ingénieur culturel — a l'air d'une plaisanterie...

« Parce qu'on pense toujours qu'un ingénieur est un homme de géométrie et pas de management. On oublie que les grandes écoles donnent aussi cette formation. ABCD doit favoriser l'éclosion de projets culturels en utilisant les mêmes méthodes. Notre entreprise est équipée pour le tout terrain. Nous répondons à la demande, mais parfois aussi nous la précédon. Comme à Vienne où j'ai proposé une idée destinée à promouvoir une nouvelle image de la ville. »

« Le maire de Saintes m'a demandé de faire un « audit culturel » de sa cité. Au passage j'ai sauvé un projet enterré par manque de moyens financiers : la construction du musée gallo-romain coûtait 50 millions de francs ; en le logeant dans une usine désaffectée de la SNCF, la ville en dépensera cinq fois moins. »

« La région de Bretagne désire monter un orchestre régional. J'en étudie la possibilité. Edith Cresson, à Châtelleraut, voudrait que je trouve une destination à l'ancienne manufacture d'armes, 60 000 mètres carrés le long de la Vienne. Je m'apprete à lancer une série d'hôtels-musées. Près de Saumur, il

occupera un vieux château, à Uzès, un évêché qui menace ruine, et à Saintes un ancien cloître.

« A Paris, je vais créer un musée dans la rue en utilisant l'affreux mur-pignon de l'université de Jussieu qui déshonore l'Institut du monde arabe. Trois artistes y exposeront pendant un an une œuvre conçue pour ce lieu. Les premiers seront Fromanger, Morellet et Georges Rousse. Trois générations, trois approches différentes de l'art. Ces œuvres seront entièrement financées par une entreprise privée. C'est une opération médiatique qui doit rapprocher l'industrie et l'université de l'art contemporain. Et sortir la culture de son ghetto, des maisons poussiéreuses où elle est trop souvent confinée. »

— Le poids du ministère de la culture est-il devenu trop lourd ?

« Dans mon précédent livre, le mythe de Babel, je disais déjà qu'il fallait désatisfaire la culture. Bien sûr, les entreprises comme le Grand Louvre, seul l'Etat peut les entreprendre. Lui seul peut financer l'entretien du patrimoine ainsi que la recherche. Mais son intervention devrait surtout se manifester par des incitations fiscales. »

— Le mécénat, dont on parle tant, vous semble-t-il la solution d'avenir ?

« On en parle tellement que cela risque de devenir un mythe avant d'être une réalité. Il ne représente aujourd'hui que 400 millions à peine ; 1 % des fonds publics engagés pour la culture en France. De plus, encore une fois, ce n'est pas une panacée. L'Etat et les collectivités locales auront toujours à intervenir. Cette ligne de partage est d'ailleurs à préciser. Pourtant ce n'est pas ce qui semble se dessiner. »

On est en train de mettre sur pied une sorte d'hybride, le conseil supérieur de l'écoculture, composé, si j'ai bien compris, de personnes privées qui vont décider d'attribuer des deniers publics à des projets ayant déjà reçu des fonds privés. On mélange ainsi argent public et privé, responsabilité publique et privée. Ce n'est plus du mécénat mais de l'économie mixte. Et ce sont les libéraux au pouvoir qui sont en train de réinventer ça.

Curieusement, à l'époque de Jack Lang, ministre d'un gouvernement socialiste, quand les premières mesures destinées à encourager le mécénat ont été prises, il n'a pas été question d'une telle machine, en dépit du souhait des fonctionnaires du ministère qui, comme d'habitude, voulait s'abriter derrière une nouvelle structure administrative. Cette passion de la bureaucratie doit être une maladie française, qu'on soit libéral ou socialiste. Je le répète, le mécénat, ce n'est pas une douzaine d'individus qui décident autour d'un tapis vert mais d'abord des incitations fiscales qui permettent aux gens de s'autodéterminer en toute liberté.

— Même freiné par des mesures administratives, le mécénat semble prendre son essor en France.

« Oui, ce qui n'est pas difficile car nous partons de très bas. En outre, il faut noter que les grandes entreprises proposent aujourd'hui des produits en gros semblables et d'une qualité à peu près identique. Ce qui les différencie au yeux du public, c'est le design et la communication. La publicité s'est jusqu'ici seule chargée de cette tâche. Elle tend à s'épuiser. Pour singulariser leur image, les entreprises doivent exploiter le champ culturel, le plus riche parce qu'il échappe par nature à toute tentative de normalisation. Il y a actuellement une rencontre historique entre les besoins des entreprises et la capacité du monde culturel. Nous ne devons pas rater ce rendez-vous. »

Propos recueillis par EMMAUEL DE ROUX.

(1) Ed. de la Différence, 140 p., 49 F.

Avec une fondation à Zurich

L'art concret chez lui

Logée dans une ancienne usine, une fondation pour l'art construitif et concret vient d'ouvrir ses portes à Zurich, dont l'une des spécialités est justement la branche la plus raide de l'art concret.

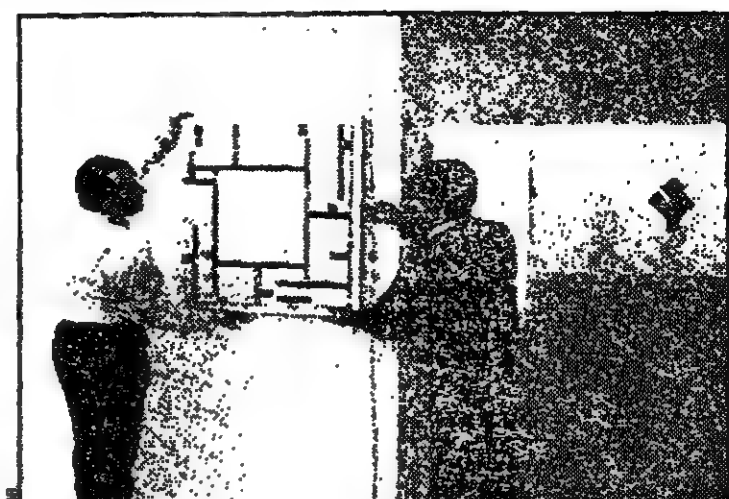
Les abstraits, les durs, ceux qui s'inscrivent dans la ligne de l'art construitif, peuvent de nouveau faire bonne figure : boudés pendant dix bonnes années, submergés par la double marée expressionniste et figurative, les voici derechef dans le vent. Ce qui est bien pour la Suisse, en particulier pour Zurich, dont l'une des spécialités est justement la branche la plus raide de l'art concret.

Le terme venait de Theo Van Doesburg, qui l'avait employé en 1930, un an avant sa mort pour initier l'unique manège d'une revue manifeste publiée à Paris. On le déclarait trouver plus juste de parler d'art concret que d'abstraction, « parce que rien n'est plus concret, plus réel qu'une surface. Est-ce que, sur une toile, une femme, un arbre ou une vache sont des éléments concrets ? Non [...] à l'état de peinture, ils sont abstraits, illusoires, vagues, spéculatifs, tandis qu'un plan est un plan, une ligne est une ligne. »

Un Américain de la famille

De plans, de lignes, l'œuvre de Max Bill, un ancien de Bauhaus oscillant entre l'architecture, la peinture, la sculpture et le design, celle de Camille Graessly, celle de Fritz Glarner, qui vécurent beaucoup à New-York dans l'admiration de Mondrian, celle de Richard Paul Lohse, allient le pas en marche. Celle de Gottfried Honegger et de quelques autres non plus.

Certains allaient radicaliser les abstractions passées en introduisant un processus de création sériel ou modulaire (Max Bill, Lohse), pendant que d'autres cherchaient un langage plus personnel et doté de quelque mystère, sans pour autant enfreindre les lois réductrices, à savoir donner tout effet de subjectivité, toute projection de soi dans l'œuvre, toute trace du passage de la main ; bref, en donnant dans l'aplat, la grille, les jeux mathématiques, les structures primaires, les variations chromatiques ordonnées, les échafaudages de sphères, de cubes et de cylindres, d'ailleurs propres à don-



L'ouverture d'un cabinet de Fritz Glarner.

ner de l'éclat à l'espace de vie sociale.

Ce qui ne veut pas dire qu'on les y admet toujours, même à Zurich, où la municipalité vient tout bonnement de refuser le don d'un cube de Sol LeWitt, un Américain de la famille. Ceci peut expliquer cela : la création d'une fondation pour faire connaître et apprécier intra-muros et bien au-delà la pensée constructiviste, et exposer les œuvres qui en procèdent en peinture, en sculpture, dans le domaine du design, de la mode, de la publicité.

L'idée d'un tel centre, qui est neuve, est venue d'un petit groupe d'artistes (dont Gottfried Honegger) et d'amateurs qui ont été aidés pour sa réalisation par des sponsors et tout de même la municipalité : si bien que la fondation a pu ouvrir en mars. Elle est logée dans une ancienne usine, un peu loin du centre-ville, mais assez près de la nouvelle Kunsthal pour ne pas risquer l'isolement. Le bâtiment n'a

rien d'extraordinaire, et l'espace octroyé à la fondation — 1 300 mètres carrés, où pour l'inauguration ont été déployées des œuvres de tous les ténors, de Litten, le maître, à Aeschbacher, en passant par Sophie Tauber-Arp — n'est pas immense. Mais il se peut que tout cela prenne de l'ampleur plus tard, si tout va bien, si les contributions privées sont assez généreuses : en Suisse, on ne doit compter sur aucune aide publique. Les citoyens eux-mêmes ayant récemment refusé une politique culturelle conçue et payée par l'Etat.

Aussi Jack Lang, invité pour l'ouverture en ami de Gottfried Honegger, fut-il, en tant qu'ex-ministre de la culture, mis à la question en bonne et due forme par un auditoire assez dubitatif.

GENEVIÈVE BREERETTE.

• Fondation pour l'art construitif et concret, Seefeldstrasse 317, 8008 Zurich.

NOTES

Festival de Cannes : la sélection

Le 40^e Festival de Cannes se tiendra du 7 au 19 mai. Le jury, présidé par Yves Montand, devra choisir entre les films suivants : *Il y avait un homme* (Franco Solinas), *La Famiglia* (Francesco Rosi), *Chronique d'une mort annoncée* (Wim Wenders), *Les Ailes du désir* (Schoel Imamura), *Zegen* (qui a déjà obtenu une Palme d'or pour *La Ballade de Narayana*), et une nouvelle génération : Barbet Schroeder (*Barfly*), Peter Greenaway — le cinéaste de *Mourir dans un jardin anglais*, de *Zoo* — avec son dernier film, *La Vierge de l'architecture*. Les Britanniques reviennent en force : ainsi Stephen Frears, devenu célèbre avec *My Beautiful Laundry*, met en compétition *Pick up your Ears*. Dix-neuf films en tout, dont quatre français — *Sous le soleil de Satan*, de Maurice Pialat, *Pierre et Djemila*, de Gérard Blain, *Champ d'honneur*, de Jean-Pierre Denis et *Un homme amoureux*, de Diane Kurys — et, pour la première fois, un film d'Afrique noire, *Yeelen*, de Ousmane Sembène. Hors compétition, il y aura les frères Taviani, Federico Fellini, Woody Allen et des séances spéciales consacrées à Lindsay Anderson, Joel Cohen, Norman Mailer, ainsi qu'au film de montage du 40^e anniversaire : *Le Cinéma dans les yeux*.

Il y aura, naturellement, les courts métrages, et les sections parallèles. Un certain regard, Perspectives du cinéma français, la Quinzaine des réalisateurs, la Semaine de la critique.

C. G.

Mort du chanteur Stéphane Golmann

Le chanteur et auteur-compositeur Stéphane Golmann est mort le 8 avril à Québec d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-trois ans.

Né à Montreuil en 1921, Stéphane Golmann avait été l'un des premiers à se présenter sur scène la guitare à la main. Au lendemain de la Libération, Stéphane Golmann s'était ainsi produit chez Agnès Capri, chez Gilles et à la Rose Rouge avec des chansons aux titres évocateurs : *La Conscience*, *L'Art de la guerre*, *Le Cheval dans la baignoire*. Pour Yves Montand, Golmann composa *Actualités*, pour Juliette Gréco *C'est à l'aimer* et pour Myrtille Mabele *Le Fleuve*. Mais sa chanson la plus fameuse fut un pastiche des chansons de marins (*La Marie-Joséphine*) chanté par les Frères Jacques.

Après avoir abandonné le métier de chanteur pour celui d'enseignant, Stéphane Golmann s'était reconverti dans le journalisme au Québec, où il résidait depuis 1966.

A PARTIR DU 18 AVRIL

MADELEINE
COMPAGNIE VALERE DESAILLY

100 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES

ANTIGONE
ANOUILH
TREJAN

Guy TRÉJAN et Dolorès TORRES sont admirables et pathétiques. A voir absolument !

FRANCE-SOIR/A. LEBLANC
"L'ANTIGONE d'ANOUILH demeure l'un des monuments incontestables du théâtre contemporain"

L'EXPRESS/P. TESSON
"Un spectacle beau et intelligent avec un souffle théâtral qu'il est rare de trouver aujourd'hui sur une scène. COUREZ-Y !"

"L'ANTIGONE d'ANOUILH nous parle toujours d'une voix dérangeante, insolente, une voix qui nous condamne et qui nous juge"

LE FIGARO/R. MARCABRU
"LE MÊME émerveille depuis 42 ans... un CHEF D'ŒUVRE dont on dirait qu'il fut conçu pour Guy TRÉJAN"

LE CANARD ENCHAÎNÉ/B. THOMAS

LOCATION : 42.65.07.09 ET AGENCES

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

OSCARS 1987

PAUL NEWMAN
MEILLEUR ACTEUR
la Couleur de l'Argent

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

KIRK DOUGLAS
BURT LANCASTER

COUP DOUBLE

Culture

DANSE

Béjart et Pina Bausch

Deux regards sur la condition humaine

Il se font face au Châtelet et au Théâtre de la Ville. A travers leur vision de l'homme, ce sont deux philosophies, deux générations, deux s'affrontent.

La place du Châtelet à 20 heures. Dans la foule en attente devant le Théâtre de la Ville, des spectateurs en quête de billets promettent leurs papiers. Le Ballet de Wuppertal joue à bureau fermé.

Voici quinze ans, c'était Maurice Béjart qui était et suscitant la même demande. Aujourd'hui, il est en face, au Théâtre musical de Paris. Il a son public, celui qu'il a fidélisé depuis trente ans, et des plus jeunes, attirés par son nom. Sur les affiches, dans ses nombreux passages à la télévision, le chorégraphe se fait de plus en plus la tête du gourou. Actif comme jamais, il lance aux quatre vents des ballets-messagers pleins de foi et d'espoir en la condition humaine. L'angoisse existentielle de la *Symphonie pour un homme seul* (son premier ballet « contemporain ») est loin.

Des gaillards en treillis

Maurice Béjart a toujours aimé associer ses spectacles d'un discours philosophique, qu'il a écrit à la danse sous des références dont il n'a nul besoin. C'était couru qu'après Nietzsche, Saint-Jean de la Croix, Goethe, il rencontre André Malraux et l'univers à sa mythologie. Malraux, « aventurier de la pensée » se prêtait bien à un portrait ébloui, conçu par un chorégraphe friand, lui aussi, de grandes messes culturelles.

Avec Malraux ou la métamorphose des dieux, Béjart revient à sa vieille utopie du théâtre total et construit un collage impressionniste, où des fragments de dialogues entre Tchou et Kyo (héros de la *Condition humaine*) introduisent des évocations, des images, des diversissements selon un schéma éprouvé et sans surprise.

Malraux, c'est — en moins bien — une redite de *Nijinsky clown de dieu* avec Jorge Danc, en tenue d'aviateur. L'aviateur finit sur la lyre, les harpes, et croisé sur une hélice d'avion.

La Mort (Lynn Charles en star rétro), la Femme (démultipliée par cinq)... toute la symbolique Béjart-



Malraux ou la métamorphose des dieux, avec Georges Dem.

thème est sollicité. On découvre de beaux gaillards en treillis, des veuves espagnoles piquées par la tarantule, un camp de la mort que vient réchauffer la danse de Shiva, une petite tête d'obsidienne (Rouben Molik), Philippe Lizon farfouille, et un final réglé de main de maître sur les flots généraux de la « 7 » de Beethoven.

Pendant ce temps, sur le plateau du Théâtre de la Ville les danseurs de Pina Bausch, livrés aux brimades d'une brute immonde sortie d'un roman noir, s'épuisent à courir dans une terre molle, salissante. Leurs efforts pour survivre, les vide de leur énergie au point que, dans les derniers petits jeux à bêtes et méchants, ils demeurent hébétés, incapables de revenir à la réalité. Leurs assauts collectifs alternent avec des plages

d'immobilité, d'attente, gênantes pour le public renvoyé à lui-même.

Jamais Pina n'a été si mordante, si crue. On se grille, on se brûle, on se sert d'un partenaire pour en fustiger un autre. Dans cette désacralisation des corps, le moindre geste dansé bouleverse.

Ainsi, à quelques mètres de distance se jouent simultanément deux aventures humaines : l'une optimiste, tournée vers les valeurs du passé ; l'autre sombre, suicidaire, suivant en cela les tendances de la jeune génération. Dans *Grüßge*, Pina Bausch revient aux témoins d'avant le Secre. Mais peut-être aborde-t-elle. Grâce à ce langage brut, le futur, qui nous vient.

MARCELLE MICHEL

* Théâtre de la Ville, 20 h 30. — Théâtre musical de Paris, 20 h 30.

MUSIQUE

A la Biennale de Zagreb

Présence française

La musique française a toujours occupé une place importante à la Biennale de Zagreb. Elle est cette année favorisée par le travail exemplaire de l'institut français.

ZAGREB de notre envoyé spécial

Le printemps hérisse encore à Zagreb comme à Paris, mais les feuilles ont déjà envahi les arbres des nombreux jardins qui parsèment la capitale de la Croatie, cette petite sœur de Vienne, Budapest et Prague. Les vieux quartiers fourmillent encore de maisons anciennes, souvent fort bien restaurées, sur les collines qui dominent la ville, où l'on voudrait déguster le vin nouveau comme à Grinzinger ; et dans le centre, le consulat de France ressemble à s'y méprendre à la demeure de Haydn à Vienne.

Zagreb reste une capitale culturelle importante et elle maintient contre vents et marées sa Biennale internationale de musique contemporaine, une des plus vieilles institutions de ce genre avec l'Automne de Varsovie ; elle a vu défiler depuis 1961 tous les représentants majeurs de la musique nouvelle, accueillis avec enthousiasme par les créateurs d'une jeune école particulièrement nombreuse et vigoureuse qui s'enorgueillit de chefs de file internationaux tels que Maler, Kelsen et Gholcar.

Dans la salle Lissinski du Palais de la musique et des congrès, inaugurée en 1973 (mille huit cent cinquante places, une acoustique parfaite), on a remarqué, surtout lors du concert d'ouverture, *Ubu*, de Marko Ruzdjak (1946), puissante fresque où un chœur parlé sur un rythme forcé à la manière africaine se déploie peu à peu en volutes mélodiques puis en belles phrases lyriques, ainsi que *Nuit et Marin*, deux pièces de Ligeti denses et savoureuses, jallées du terroir, chantées par d'admirables chœurs mixtes de l'académie musicale de Zagreb.

La biennale avait organisé, cette année, un concours international de composition réservé aux étudiants des conservatoires, dont plusieurs ont reçu le baptême du feu grâce à l'orchestre de la radio-télévision excellentement dirigé par Jean Perisson, un Suédois

Des oiseaux à la Hitchcock

Un peu plus tard, Pierre-Yves Arnaud, avec sa panoplie de flûtes, du piccolo à la double basse, révélait la richesse du répertoire que ses amis Levinas, Manoury, Boncourchevillier et Mefano ont constitué pour ce prodigieux interprète à la barbe de dieu (l'italien). Arnaud a réintroduit dans cet instrument, aussi dépouillé que la voix du bel canto, la dimension du corps, du souffle mystérieux qui vient des entrailles, comme dans le shakuhachi japonais. Avec lui, les « froissements d'âmes » de Levinas deviennent des oiseaux terribles à la Hitchcock, et *Gravida* de Mefano, où il dialogue avec une partition qu'il a lui-même préalablement enregistrée, déchaine un ouragan lyrique, une fantastique image de dédoublement de la personnalité.

La musique française a toujours occupé une place de choix à la Biennale, mais elle est de plus favorisée par le travail exemplaire de l'institut français. Son directeur, Jean-Pierre Lanfrey, et son secrétaire général, François Scautoch, appartenant à cette nouvelle génération de responsables dyna-

miques, qui ne se contentent pas d'un rôle de représentation mais collaborent avec les instituts culturels du pays, participent à leur action pour tous les grands événements.

Cette présence s'affirme de nombreuses manières. La bibliothèque, qui vient de fêter son soixantième anniversaire, l'une des plus riches d'Europe centrale, s'ouvre à tout le monde, et l'on peut consulter librement la plupart des quotidiens, revues et magazines français, ou voir les émissions d'« Apostrophes » à la salle de lecture située dans le quartier le plus fréquenté de Zagreb, où ses deux grandes vitrines sont de plain-pied avec la rue.

Actuellement, neuf personnalités françaises — philosophes, professeurs et architectes — participent à une rencontre internationale Art et technique que se tient à Dubrovnik. Le saxophoniste Claude Delangle donne une classe magistrale à l'école de musique de Zagreb et Dominique Bagouet a dirigé, pendant deux jours, un atelier pour les principaux animateurs de danse moderne de Croatie. Ajoutons que c'est grâce à son invitation à la Biennale que la compagnie Bagouet poursuit maintenant sa tournée, organisée par l'Action artistique, vers Ljubljana, Skopje, Belgrade, Budapest, Varsovie, Lodz et Cracovie.

JACQUES LONCHAMPT.

Communication

La télévision du divertissement

Il y aura des morts ! A peine calmés le bruit et le fureur autour de la distribution des chaînes de télévision que des voix bien silencieuses hier, s'élevaient aujourd'hui. M. Francis Bouygues, l'heureux « rapporteur » de TF 1, M. Roger Bouzine, membre de la Commission nationale de la communication et des libertés, la CNCL, l'affirment : il n'y a pas de place pour cinq chaînes généralistes. Amusante découverte et intéressante perspective, évoquée à maintes reprises dans ces colonnes depuis l'annonce de l'ouverture des chaînes hertziennes (janvier 1985).

Ainsi le pouvoir politique n'a pas hésité à mener cette opération, sachant qu'économiquement elle était des plus discutables. Ainsi la nouvelle CNCL n'a émis aucune réserve, certains de ses membres paraissant découvrir après coup le danger, en particulier pour la presse écrite. Quelle candeur !

Pour M. Bouygues, les deux chaînes publiques restantes, FF 3 et A 2 furent les frais de cette manipulation. Il n'est pas impossible qu'il ait raison. Avec les contraintes inhérentes au service public, il faut une solide volonté et quelques atouts pour lutter efficacement contre les chaînes commerciales. Les exemples italien et britannique l'attestent. Cette volonté existe-t-elle de la part d'une majorité et d'un gouvernement, qui nient depuis cinq ans la nécessité de ce service public et ont entrepris de le réduire ? Rien n'est moins évident.

Il est pourtant trop tôt pour faire des pronostics. Les vainqueurs seront ceux qui réussiront à attirer un public et des ressources publicitaires suffisantes. A ce grand jeu mené par l'argent, bien malin qui peut dire si MM. Bouygues et Robert Maxwell, Robert Hersant et Silvio Berlusconi, Jean Drucker et Jérôme Monod sont assurés de la pérennité.

Zapping sans aspérité

Mais il y a d'ores et déjà des perdants : la qualité et la diversité des programmes. La logique commerciale et ce que les Américains appellent le « clic » du taux d'audience a triomphé. Avec pour conséquence l'uniformité. Où est la profusion des émissions, où est le véritable choix ? « Zapping » tranquille : aucun relief, aucune aspérité, aucune originalité ne retiendra votre doigt sur la télécommande, du moins au grand cœur-fleur quotidien du cénacle charbonnariens.

Semaine du 13 au 19 avril, 20 h 35. Cinq chaînes, sept jours de

la semaine, 36 possibilités. Films, téléfilms, séries et feuilletons : 28 ; variétés : 6 ; d'infos : 1 ; émission pour enfants (Disney Channel) : 1. Lundi, mardi, jeudi, dimanche — quatre soirs sur les sept, — les cinq chaînes diffusent de la fiction à la même heure. Si vous êtes abonné à Canal Plus, vous aurez droit à cinq films de plus et à deux retransmissions sportives (quand même). Il faut être couché-tard, ou ne pas travailler le lendemain, pour avoir droit à autre chose : magazines, documentaires, sports, Pivrot (21 h 30) ou Polac (22 h 35).

La consommation de télévision en France est pourtant à son sommet. Selon Médiamétrie, la durée d'écoute journalière moyenne en février était de trois heures et quarante-cinq minutes par téléspectateur, soit 8 % de plus qu'il y a un an (trois heures et vingt-neuf minutes). Neuf personnes sur dix regardent la télévision au moins une fois par jour, et la « pénétration » a augmenté de 2,5 % en un an. Cela veut tout bonnement dire que cette programmation à l'identique fait peu ou prou le bonheur des Français. Le divertissement est roi, au sens pascalien du terme : « Occupation qui détourne l'homme de penser aux problèmes essentiels qui devraient le préoccuper » (Petit Robert). Les émissions les plus regardées sont exclusivement des films, des séries, des variétés, toutes programmées en début de soirée (mais qui est la poule et qui est l'œuf ?).

Les années folles

Est-ce si étonnant ? La société d'aujourd'hui ressemble un peu à celle des années folles : stress, pillages, champagne, comme pour vivre le présent en occultant ses difficultés, en évitant de regarder les images sombres de l'avenir. La télévision est un merveilleux instrument de « divertissement » en ces temps de chômage, de baisse du pouvoir d'achat, de terrorisme...

La société elle-même est devenue médiatique, et donc « divertissante ». C'est la société de l'apparence. Le show-biz remplace le débat. Les stars de la médecine ou de la religion font un spectacle des problèmes éthiques posés à l'humanité. La pauvreté devient « culturel », les manichés de toute sorte triomphent par la grâce de la simplification médiatique. Lui, méchant, moi bon. Les journaux télévisés, les magazines d'information ont emprunté cette voie de la mise en spectacle : de la météo à « Vive la

crise », la forme devient aussi importante que contenu (voir l'article du « Monde » radio télévision daté 12-13 avril, « Nouvelles chroniques hertziennes »).

Les sociologues de l'information et les spécialistes des audiences nous expliquent naguère que le public du petit écran était de plus en plus « segmenté », diversifié, qu'il n'était plus possible de satisfaire les mêmes personnes avec la même programmation à la même heure. Toutes les études sur les courants socioculturels confirment cette stonification des comportements et des intérêts. Il y avait donc place pour une programmation différenciée, plus riche, sur les chaînes généralistes et pour des chaînes thématiques.

Mais, M. Hervé Bourges d'un côté, M. Silvio Berlusconi de l'autre ont opposé une logique différente, le premier en renouant avec la conception ancienne de la « chaîne populaire de qualité » (et ça marche), le second en faisant valoir la nécessité d'une « contre-programmation » de même nature face aux chaînes publiques en position dominante. Quant à la chaîne musicale passée ou à venir (le revirement de certains hommes politiques en faveur d'une telle chaîne est touchant de sincérité), il s'agit surtout d'une entreprise de promotion des artistes de variété. Diversité, mais pas de diversité.

Dès lors une crainte s'installe. La période 82-85 avait été pour la télévision de service public celle de l'ouverture : indépendance rédactionnelle, imagination (on pense aux émissions créées par Pascale Brangnot), apparition de nouveaux types d'émissions, dans les variétés (le match Bourdieu-Collard) ou la magazine (Résistances), etc. Puis est venue la déstabilisation liée aux incertitudes pesant sur les chaînes et leurs dirigeants, à la nouvelle concurrence aussi. Sur le papier, les divers « rapporteurs » de chaînes ont rivalisé de promesses. Elles ne voudront pas un kopak face à la dure réalité des comptes d'exploitation. La CNCL se réveille sans doute vite désemparée pour faire respecter les engagements. Quelle sanction pourrait-elle envisager vis-à-vis de M. Hersant, par exemple, l'homme qui s'est présenté il n'y a pas si longtemps, comme « en avance d'une loi » ?

La « mieux-être culturel » pourrait alors apparaître pour ce qu'il est : une formule politique, un trompe-l'œil supplémentaire dans une histoire qui les aura collectionnés. Une histoire des temps modernes, un vrai spectacle.

YVES AGNÈS.

Une campagne pour la redevance

« Toutes les émotions pour 1,38 F par jour. » Cette promesse s'inscrit bientôt sur les écrans des chaînes publiques. Envisagée l'été dernier (le Monde du 4 septembre dernier), cette campagne pour inciter dix-huit millions de foyers à acquiescer leur redevance démarra en effet le lundi 20 avril, quatre jours seulement après la privatisation de TF 1.

Pendant huit semaines, sur Antenne 2 et FR 3, six « spots » différents, réalisés par Mireille Daro, nous vanteront les « émotions procurées par la télévision ». Un message relayé par la radio de service public, France 1, et par quelques insertions dans la presse quotidienne et les hebdomadaires de télévision. Enfin, quinze millions de dépliantes seront joints aux quittances.

Cette campagne, de 5 millions de francs au total — un coût modique puisque les sociétés publiques offriront l'espace — est financée par un prélèvement sur les excédents des recettes publicitaires engrangées par l'audiovisuel national. Sa réalisation a été confiée à une jeune agence-conseil en communication, Multicom, choisie par le ministère de la culture et de la communication.

M. François Léotard, élu de Fréjus, avait sans doute pu apprécier le talent de cette société dirigée par M. Alain Ayache, puisqu'elle s'occupe de la publicité du conseil général du Var.

P.-A. G.

EN BREF

● M. Jason Mc Manus nouveau directeur du groupe américain Time Inc. — Le premier groupe de communication des Etats-Unis, Time Inc., a annoncé le 16 avril la nomination au poste de directeur de M. Jason Mc Manus, actuel directeur de la publication de l'hebdomadaire *Time Magazine*. Il devrait donc remplacer M. Henry Grunwald. Le groupe Time Inc. est le premier éditeur de magazines outre-Atlantique (*Time*, *Fortune*, *Money*, *People* etc.). Le groupe est aussi le premier éditeur de vente par correspondance (avec *Time Life books*) et le premier opérateur de chaînes de télévision payante américaines (avec notamment Home Box Office (HBO)). Il détient des intérêts en Europe, notamment en Grande-Bretagne dans la télévision par câble (à Londres et Aberdeen). Malgré son importance aux Etats-Unis, le groupe Time Inc. a connu des difficultés financières qui l'ont obligé à réduire de 4 % ses effectifs de presse magazine.

● M. Antonio Riva nommé directeur de la télévision suisse. — M. Antonio Riva, cinquante et un ans, a été nommé, le 15 avril, directeur de la Société suisse de radiodiffusion, organisme public, qui regroupe les radios et les chaînes de télévision régionales allemande (DRS), romande (RTSR) et italienne (RTSI). Juriste de formation, directeur des programmes depuis 1982 de la SSR, M. Riva succède à M. Léo Schermann.

● Alain Bouzy devient rédacteur en chef de l'*Echo républicain*. — Alain Bouzy, rédacteur en chef adjoint du quotidien *Echo républicain* (Chartres), contrôlé par le groupe Hachette, a été nommé rédacteur en chef. Il remplace Alain Gènesier, appelé à devenir directeur de la rédaction de l'hebdomadaire *Le Journal du Dimanche*, qui appartient aussi à Hachette (*Le Monde* du 10 avril). Alain Bouzy, trente-six ans, licencié en droit, collabora depuis 1972 à l'*Echo républicain*. Il en était

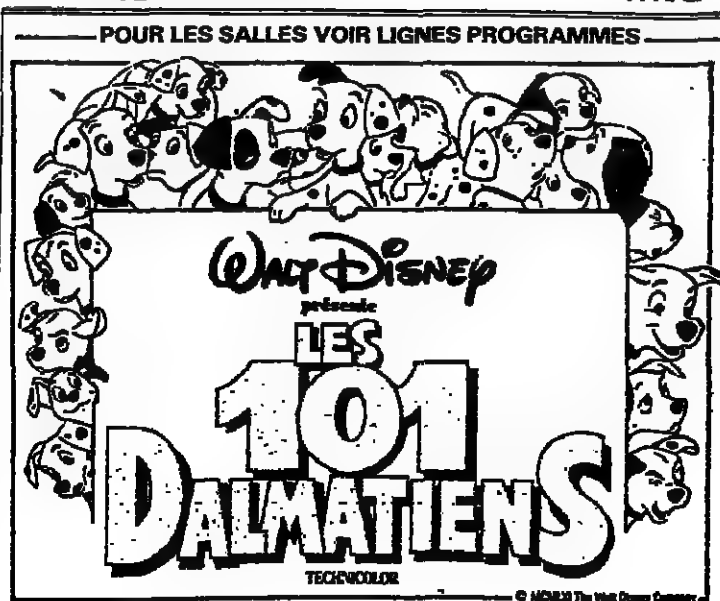
rédacteur en chef-adjoint depuis 1981.

● Jean-Pierre Duseaux quitte Antenne 2 pour l'INA. — Madame Janine Langlois-Gianier, présidente de l'Institut national de l'audiovisuel, vient de confier à M. Jean-Pierre Duseaux, les fonctions de directeur du développement et de l'action commerciale de l'Institut, en remplacement de M. Michel Farnen. M. Duseaux était directeur de la communication à Antenne 2 depuis mai 1985.

● Lancement de « Télécom-Magazine ». — Créé en février par CEP communication, le mensuel *Télécom-Magazine* est diffusé uniquement par abonnements. Il en possède aujourd'hui 2 600 mais 1 000 lecteurs de plus ont souscrit un abonnement d'essai. Les promoteurs du mensuel estiment donc son lancement réussi. *Télécom-Magazine* est destiné aux professionnels des télécommunications (réseaux téléphoniques, câbles, satellites, etc.). Mensuel de haut de gamme, il comprend 90 pages d'enquêtes, de dossiers et de bandes d'essais largement illustrées. Conçu par une quinzaine de journalistes dirigés par Eric Rohde, ancien du Monde et de la Tribune de l'économie, *Télécom-Magazine* propose en outre des chroniques comme celle de M. Gérard Thery, l'un des « pères » de la télématique.

● La Fédération des TP veut sauver l'Arc de triomphe. — M. Jean-Louis Girat, président de la Fédération nationale des travaux publics, vient de proposer à M. François Léotard de lancer une souscription nationale pour la réfection de l'Arc de triomphe, les entreprises de BTP étant prêtes à participer « de façon substantielle » à cette souscription. *Américain Express* avait proposé de participer au financement de cette réfection rendue nécessaire par les infiltrations d'eau (*Le Monde* du 16 avril).

Le Monde
PUBLICITE ARTS ET SPECTACLES
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4335



150 000 000

Vendredi 17 avril

CARREAUX SIPOREX NOTRE CLOISON EN DUR

Samedi 18 avril

Dimanche 19 avril

le 19 avril

23.30 Concert (donné le 16 janvier à Munich) : Concerto pour piano et orchestre en la mineur, op. 54, de Schumann ; Symphonie fantastique, op. 14, de Berlioz, par l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, dir. Colin Davis ; Murray Perahia, piano ; à 22.10, Grandios, Borodine, de Falla, Sibelius, Longus, Ravel, 23.00 Les soirées de France-Musique. Climats : Résonnances, chants et musiques des époques précoques ; à 1.00, Champ d'étoiles, voyage à travers les châteaux.

501-1-1-1-1

Société

JUSTICE

A la cour d'assises de Seine-Maritime

Cinq à sept ans de réclusion criminelle sont requis contre Roger Knobelspiess

L'avocat général Roger Tacheau a requis, jeudi 16 avril, devant la cour d'assises de Seine-Maritime, cinq à sept ans de réclusion criminelle contre Roger Knobelspiess, « cet incorrigible délinquant, cet innocent professionnel qui est un imposteur ».

Contre l'auteur de « QHS », M. Tacheau a estimé qu'il a été reconnu formellement par deux gendarmes, il a menti sur son emploi du temps du 23 septembre dans l'après-midi, il a menti sur le moment où il a rendu la fourgonnette 4-L (d'où sont partis les premiers coups de feu). Surtout, les horaires invoqués par Knobelspiess pour se rendre d'Elbeuf à Sarrouville, où il assure avoir passé la soirée, ne semblent pas tenables à l'avocat général.

M. Tacheau a requis trente mois d'emprisonnement contre Jacques Knobelspiess, qu'il a qualifié de « passif », et, contre Michel Baron, à qui il est reproché, en outre, une tentative d'homicide volontaire, une peine de douze ans de réclusion, « qui pourra être confondue avec la peine de dix ans qui lui a été infligée à Evry en janvier 1986 ».

Le début de l'audience de jeudi avait été consacré à l'audition de cinq témoins, dont quatre ont directement confirmé les alibis invoqués par les prévenus. Esther Moisa, Bernard Piget et l'ancienne compagne de Roger Knobelspiess, Helyett Bloch, ont raconté par le menu la soirée du 23 septembre 1982, passée à Sarrouville, en compagnie de l'écrivain-taureau. Les deux couples ont mangé « du riz et des merguez » et Bernard Piget a dédié à Roger Knobelspiess la revue de poésie camouflée qu'il anime sous le pseudonyme de Jimmy Gladiator.

Le président a ensuite fait lecture de procès-verbaux d'auditions d'autres témoins qui, bien que cités, ne sont pas venus à l'audience. Certains dépositions affirment que « Roger Knobelspiess est arrivé, ponctué, vers huit heures du matin, il voulait qu'on fasse quelque chose pour lui, qu'on lui fournisse un alibi. Il s'est adressé ensuite à Helyett Bloch, qui a apparemment accepté ». « Roger est le cerveau de cette opération », a raconté pour sa part Claude Grimois, sœur de Joëlle Grimois, la compagne de Roger Baron. « Ils allaient déterrer des armes parce que ça chauffait. Dans la 4-L qui a échappé aux policiers, il y avait Michel Baron et Roger ».

« Cette campagne de dénigrement vient du fait que j'ai été acquitté à Evry, alors que Michel Baron était condamné à dix ans, on m'en a voulu », a simplement assuré Roger Knobelspiess après que Joëlle Grimois, emboitant le pas à sa sœur, l'eût « chargé » en lançant : « C'est vrai, j'ai peur de lui. Lui et Michel s'en veulent à mort pour une histoire d'argent. Il a bien menacé la famille Baron ».

Le verdict devait être rendu dans la soirée de vendredi.

A Limoges

Un infirmier est écroué après la mort d'une vieille dame

LIMOGES de notre correspondant

Un infirmier libéral, M. Marie-Joseph Valenti, trente-six ans, est inculpé de homicide volontaire, après la mort d'une vieille dame, Eugénie Evrard, morte pendant la nuit du 3 au 4 juillet 1985 de la perfusion d'un mélange mortel de médicaments.

En juin 1985, la vieille dame, victime d'une attaque d'hémiplegie, avait été hospitalisée durant quelques jours, avant d'être soignée à domicile. Elle ne vivait pas isolée. En plus de son mari (décédé depuis) et de ses enfants, plusieurs voisins l'entouraient constamment. C'est d'ailleurs une voisine, ancienne infirmière à la retraite, qui fut la première à estimer que le décès était « bizarre ». L'association professionnelle des infirmiers de la ville incita alors la famille à alerter la police.

La mort d'Ali Mecili

« Fraternel et discret »

Nous avons reçu de M. Jacques Ternero, membre du Comité international pour le pays du Proche-Orient, le témoignage suivant : « Les hommes de fraternité et de dialogue sont trop rares sur cette terre pour ne pas les pleurer quand ils disparaissent. Ali Mecili était un être humain, fraternel et discret, résolu et tendre. Sans rien céder de ses convictions, il savait écouter pour comprendre. En pleine guerre du Liban alors que, seule, la haine était de mise, il était venu parler avec Daniel Timet, sur une antenne juive, de la fraternité judéo-arabe. Lui, le militant algérien, avait témoigné avec le médecin juif, pro-FLN, de l'histoire passée et de l'histoire rêvée. Deux militants de la dignité des hommes s'étaient retrouvés. Faible leur incongrue, aujourd'hui éteinte par les ennemis du genre humain. »

Le Monde sur minitel

LES INFOS

Les derniers flashs. L'actualité en direct.

36.15 TAPEZ LEMONDE

Une ligne en moins au Palais de justice

Propos de comptoir

Ne peut-on s'approcher de la justice sans se brûler ? Sylvie Péju a passé dix-huit mois parmi les magistrats pour être Palais de justice, un livre qui, juste au moment de sa parution, devra, par décision judiciaire, être amputé d'une ligne (Le Monde daté 12-13 avril).

En parcourant le Palais, l'auteur s'est arrêté dans les chambres correctionnelles, les cabinets de magistrats, les bureaux du parquet, rapportant, avec sa sensibilité les propos entendus. « Le ton général du livre (...) est celui d'une satire en termes parfois vifs du monde du Palais », observe la cour d'appel. Pourtant, une ligne, une seule, a fait l'objet d'une procédure. Il s'agissait d'une phrase prononcée à la buvette, un lieu où avocats et magistrats parlent parfois de leurs confrères en termes peu élogieux.

Une méchante langue avait mis en cause le substitut Alain Marsaud, chef de la quatrième section du parquet, chargée du terrorisme. Peut-être emporté par la jalousie, un collègue avait susurré que la protection constante dont bénéficie M. Marsaud, toujours accompagné de deux policiers, devait le gêner dans certains déplacements... Ce « propos de comptoir » avait été fidèlement rapporté par Sylvie Péju, qui illustrait ainsi l'un des travers de certains magistrats prompts à dénigrer un collègue.

Outré, M. Marsaud a saisi le juge des référés et, le 10 avril, M^{me} Huguette Le Foyer de Costil, premier vice-président du tribunal de grande instance de Paris, ordonnait l'occultation « par tous moyens appropriés » de la phrase en considérant qu'il s'agissait d'une atteinte à l'intimité de la vie privée.

L'auteur et les éditeurs du Seuil ont interjeté appel et, jeudi 16 avril, M^{me} Daniel Soulez-Larivière et Dominique de Laussoussière ont soutenu que la décision était hors de proportion avec le préjudice invoqué. Mais M^{me} Francis Sapiar, conseil du substitut Marsaud, déclarait : « Dire qu'un magistrat fréquente la rue Saint-Denis, haut lieu de la prostitution parisienne, est une affirmation basse et odieuse, et une atteinte manifeste à la vie privée ».

Dans un arrêt rendu dans la même journée, la cour, présidée par M. François Colcombet, lui a donné raison en estimant que si le propos était sans conséquence « dans une conversation de buvette », il prenait « un caractère injurieux dans un ouvrage ». Sylvie Péju a voulu être témoin de la justice, qui lui a, en retour, offert le rôle d'accusée et de condamnée.

MARC PORTEY.

FAITS DIVERS

Tenancier de bars et d'hôtels Henry Botey est grièvement blessé

Règlement de comptes dans le milieu de la prostitution à Pigalle

Henry Botey, cinquante-trois ans, ténancier de bars et d'hôtels à Pigalle, a été grièvement blessé, jeudi après-midi 16 avril, par deux balles de fort calibre tirées par deux inconnus qui ont pris la fuite à moto. Il sortait de l'un de ses établissements, le Manhattan, rue Frochot (Paris 9^e), lorsque l'agression a eu lieu. Henry Botey a été transporté à l'hôpital Lariboisière.

Henry Botey — « Monsieur Eric dans son milieu » — était puissant, riche et discret. Propriétaire, directement ou par hommes de paille interposés, d'une bonne dizaine des cinquante bars disséminés dans le quartier Pigalle, gestionnaire intéressé de plusieurs hôtels et restaurants parisiens, Henry Botey était soupçonné par la police d'avoir amassé plusieurs dizaines de millions grâce à la prostitution. Mais jamais la justice ni la police n'étaient parvenues à le faire « tomber » plus de quelques mois. Manque de volonté, sans doute (le milieu de la prostitution a toujours été un bon vivier pour les indicateurs), mais, aussi, obstacles objectifs : en trente ans de carrière dans la « galanterie », Monsieur Eric avait su se faire de solides relations.

La « carrière » d'Henry Botey avait commencé dans les années 50, lorsqu'il avait rencontré Carmen Vallet, qui devait devenir sa femme. De dix-huit ans son aînée, Carmen

Relations politiques et policières

Henry Botey avait été condamné, une première fois, le 13 mai 1976, à quatre mois de prison avec sursis et à 60 000 francs d'amende après une descente de la brigade mondaine dans l'un de ses établissements qui recevait des prostituées. A la suite de cette première condamnation, le fisc lui avait infligé une amende fiscale de 19 millions de francs. Toujours bien conseillé, Henry Botey avait réussi habilement à négocier pour se payer que... 1 000 F par mois.

En 1982, la justice s'intéressait de nouveau à Henry Botey, qui devait être condamné, toujours pour proxénétisme, à dix mois d'emprisonnement et à 300 000 F d'amende, ainsi qu'à trois ans d'interdiction de séjour. Sa compagne, Carmen Vallet, dont il était séparé depuis plusieurs années (la séparation avait provoqué de sévères confrontations entre les deux associés), était condamnée quelques mois plus tard à vingt-quatre mois d'emprisonnement — dont dix-neuf avec sursis — et à 300 000 F d'amende. Lorsque les policiers avaient perquisitionné dans son appartement, ils avaient trouvé dans ses armoires une vingtaine de marteaux de fourreau !

La longue carrière des époux Botey s'était notamment bâtie sur un réseau de solides relations. En 1973, déjà, leur dossier fiscal avait été mystérieusement dérobé dans le coffre même de la direction nationale des enquêtes fiscales, alors qu'ils étaient sous le coup d'investigation pour détournement de fonds. On avait également les époux Botey accompagner le cercueil d'un commissaire de la préfecture de police chargé... de la lutte contre la prostitution et, dit-on, prendre en charge l'éducation de son fils orphelin. Sans oublier, passage obligé, les relations politiques.

Henry Botey avait la réputation de soutenir, quand il le fallait, ceux qui avaient des convictions. Rendant compte de l'enquête dont il était l'objet, la brigade des stupéfiants et du proxénétisme, dans un rapport adressé, le 27 juillet 1982, au préfet de police, écrivait : « Botey, quant à lui, observe un mutisme quasi total. Il est de fait qu'il ne cherche pas, pour l'instant, à mettre en avant ses très nombreuses relations, même si on laisse entendre que plusieurs d'entre elles seraient intervenues au niveau du parquet et du magistrat instructeur. Parmi celles-ci pourraient figurer des personnalités de premier plan de l'opposition. »

GEORGES MAJON.

A Verdun

Un colonel retrouvé mort dans son bureau

Selon l'état-major du 1^{er} corps d'armée à Metz, le colonel Jean-Pierre Cazade, qui commandait le 2^e régiment d'artillerie de marine à Verdun, se serait donné la mort, jeudi matin 16 avril, pour des raisons personnelles. Le corps de cet officier âgé de quarante-cinq ans a été retrouvé, dans le bureau de commandement du régiment, son arme service encore dans la main.

Le colonel Cazade achevait son temps de commandement à Verdun et il devait diriger, en août prochain, la mission de coopération militaire française à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

Des sources proches de l'enquête, confiée à la gendarmerie et à la direction de la protection et de la sécurité de la défense (l'ex-sécurité militaire), indiquent que le corps du colonel portait deux impacts de balle de 9 mm (le calibre du pistolet automatique de service MAC-50). La crispation involontaire du doigt sur la détente pourrait expliquer, selon certains enquêteurs, le départ automatique du second coup.

ENVIRONNEMENT

Une polémique entre Belges et Néerlandais

Centrale nucléaire en grève

ANVERS de notre envoyée spéciale

Toutes banderoles déployées, une centaine de personnes ont défilé, jeudi 16 avril, dans les rues d'Anvers et sont allées, en bon ordre, protester devant le ministère du travail. L'affaire serait banale si ces manifestants, tous employés de la société (privée) Electricité du bassin de l'Escaut (EBES), ne occupaient dans leurs rangs des agents de la centrale nucléaire de Doel. Un conflit social, doublé d'une polémique entre Etats.

Car, devant la grève d'une grande partie des employés de Doel, les Néerlandais ont vivement réagi. Ils craignent que la forte diminution des effectifs dans une centrale située à proximité de leur frontière ne mette en péril la sûreté des installations nucléaires et, par là, leur propre sécurité (le monde des 14 et 16 avril).

Le mouvement de protestation atteint aussi les centrales thermiques classiques exploitées par EBES, mais c'est Doel qui focalise l'attention, et c'est ailleurs là que tout a commencé. Refus des syndicats locaux d'accepter la convention collective signée en février dernier dans le secteur de la production de gaz et d'électricité, dépôt de plusieurs revendications touchant aux conditions de travail : discussions avec la direction puis rupture des négociations ; le 20 mars les employés de Doel ont cessé le travail. Ils sont toujours en grève et sont « prêts à tenir jusqu'au bout » comme le dit le secrétaire permanent du FGTB (socialiste), M. Emil Daniels.

Depuis près d'un mois, la centrale nucléaire plantée sur les rives de l'Escaut semble bien vide. Des 805 personnes qui travaillent habituellement à son exploitation et à sa maintenance, seuls les agents de maîtrise sont tous restés fidèles au poste. Parmi les 728 employés, 9 % selon le syndicat, 25 % selon l'EBES sont présents. Une chose est sûre, la centrale fonctionne avec un effectif fortement réduit, et les cadres font des heures supplémentaires.

Ces derniers ne risquent-ils pas, dans ces conditions, de souffrir d'un excès de fatigue susceptible de les amener à commettre une de ces « erreurs humaines » dont on a tant dit qu'elles étaient à l'origine de la plupart des incidents et accidents nucléaires ? Les Néerlandais le craignent, mais à l'EBES on se veut tout à fait rassurant. Le porte-parole de la société, M. Patrick De Vos, admet que les ingénieurs travaillent douze heures par jour pendant quatre jours et demi auprès des réacteurs 3 et 4 et même six jours sur sept à Doel 1 et 2, où le manque de personnel est encore plus important. Mais, ajoute M. De Vos, « ils ne font pas un travail très dur ». Leur principale tâche est de surveiller le bon fonctionnement des installations depuis la salle de contrôle où tout incident est révélé par un signal d'alarme

« sans qu'ils aient besoin de garder sans cesse l'œil fixé sur les panneaux de contrôle ». Le « suréquipement » des réacteurs en système de sécurité élimine d'autre part, tout risque. D'ailleurs, souligne M. De Vos, depuis le début de la grève, la centrale a déjà connu trois incidents mineurs (dont l'un a été provoqué par une fuite d'huile dans une pompe du circuit primaire de Doel 3). A chaque fois, le système de sécurité a stoppé automatiquement le réacteur incriminé, qui a depuis, été remis en marche.

Exprime-t-on d'autres réserves ? Le porte-parole de l'EBES répond qu'habituellement, la nuit et le week-end, « seules trente-sept personnes travaillent à la centrale ». Aujourd'hui, malgré la grève, « le personnel est donc plus nombreux et en outre plus hautement qualifié ».

Quarante ingénieurs

Les agents de maîtrise sont aux postes-clés. Dans la salle de contrôle, quarante ingénieurs « prêts » par le constructeur de la centrale inspectent les installations et effectuent de menus travaux de réglage et de réparations, et le gardiennage est assuré par une entreprise extérieure. Bref, on veille à l'essentiel, qui est de produire de l'électricité. Quant au reste — la préparation des constantes révisions des réacteurs qui occupent habituellement les ingénieurs, la fabrication des pièces en ateliers, etc., — il est remis à plus tard.

Bien qu'à Doel on se soit organisé pour faire face à la crise, bien que des inspections techniques et médicales aient assuré que « la sécurité était garantie », la direction de l'EBES a décidé d'arrêter les réacteurs 1 et 2, les 15 et 16 avril. Pour cause de baisse de la consommation due aux vacances de Pâques et à la hausse de température. « Prétexte idiot », ont ironisé les syndicats qui pensent plutôt que cette solution a été suggérée aux producteurs d'électricité par le gouvernement belge, soucieux de ne pas s'aventurer le débat avec La Haye.

Faux, rétorque M. De Vos. L'EBES a pris la décision « stratégique », seule susceptible de garantir, à long terme, le maintien du niveau de la production nucléaire. Cela donnera aussi l'occasion aux cadres de Doel 1 et 2 de prendre quelque repos avant que les réacteurs ne redémarrent dans une quinzaine de jours, que la grève soit terminée ou non.

M. De Vos refuse donc d'admettre que La Haye pousse, indirectement, à l'origine de l'arrêt des réacteurs. Mitux, le contre-attaquant. Les centrales néerlandaises, dit-il, ont reçu récemment la visite des inspecteurs de l'AIEA (1) qui ont fait quelques remarques sur la formation du personnel et la qualification des agents travaillant dans les salles de contrôle. Or, remarque-t-il, c'est le

président du conseil d'administration d'une de ces centrales, homme politique plus que technicien, qui a mis le feu aux poudres à propos de Doel. Il a en effet déclaré à la télévision que, si « 75 % de son personnel était en grève, il arrêterait immédiatement la centrale ». Facile à dire, souligne M. De Vos, d'autant qu'aux Pays-Bas « les cadres ne peuvent pas toucher un bouillon dans la salle de contrôle et que... les grèves sont interdites dans les centrales nucléaires ».

ELISABETH GORDON.

(1) Agence internationale de l'énergie atomique, dont le siège est à Vienne (Autriche).

Publication du rapport « secret » sur la centrale de Nogent-sur-Seine

Le rapport « secret » de l'Agence française de bassin Seine-Normandie sur l'approvisionnement en eau de Paris, dont la publication a été réclamée par plusieurs associations, devait être présenté à la presse vendredi après-midi 17 avril par le ministre de l'environnement, M. Alain Carignon. « Ce n'est qu'une préface », précise M. Claude Fabre, le directeur de l'Agence de bassin. Nous l'avions soumise en 1985 à M^{me} Bouchard, qui, à son tour, avait consulté son collègue de l'industrie en charge des centrales nucléaires et le Service central de sûreté nucléaire, qui l'avait jugé « trop pessimiste » et fait des contre-propositions.

Selon le directeur de l'Agence, le rapport n'a rien à voir avec une étude de faisabilité de la centrale de Nogent-sur-Seine, puisqu'il s'attache à tous les risques de pollution accidentels de la Seine en amont de Paris. « Il aurait fallu approfondir l'étude avant de la livrer au public », poursuit M. Fabre, qui devait être aux côtés du ministre pour la présentation à la presse.

Alerte aux fûts toxiques en Belgique. — Quatre agents de la protection civile belge ont été blessés, le 12 avril, en manipulant un fût d'isocyanate de toluène échoué sur une plage de Zeebrugge, non loin du lieu du naufrage du car-ferry Herald-of-Free-Enterprise, le 6 mars dernier. Le ministre belge de l'environnement, M^{me} Miel Smet, qui s'est rendu le 15 avril sur le navire océanographique Belgica, en mission d'analyse de l'eau de mer, a précisé que cinq des vingt-neuf fûts d'isocyanate de toluène échappés d'un camion naufragé avec le car-ferry ont pour l'instant été retrouvés, endommagés. Ce sont eux seuls qui présentent un risque pour le public, car tous les autres produits toxiques ou inflammables ont été récupérés par les plongeurs ou raménés au port avec l'épave.

1504 601

Société

MÉDECINE

Accusée d'exercice illégal de la pharmacie

Rika Zarái soutient ses plantes

N'est-ce pas qui veut dans le monde très fermé des plantes médicinales. M^{me} Rika Zarái en fait aujourd'hui la douloureuse expérience : le principal syndicat des pharmaciens d'officine et le Conseil national de l'ordre des pharmaciens ont décidé de la poursuivre pour « exercice illégal de la pharmacie ».

Après avoir connu un succès phénoménal avec son ouvrage *Ma médecine par les plantes* (plus de deux millions d'exemplaires vendus) l'ancienne vedette de la chanson avait, en bonne logique marchande, tenté de parfaire sa réussite en commercialisant sous son nom les plantes dont elle avait vanté les mérites. C'est ainsi qu'elle avait inauguré, l'an dernier, à Saint-Sylvain-d'Anjou, dans le Maine-et-Loire, les locaux de la société Pronatura, dirigée par M. Jean-Pierre Magnier, son époux, société dont elle est la principale actionnaire.

L'ancienne chanteuse expliquait alors avoir investi tous ses droits d'auteur dans cette entreprise et vouloir tout mettre en œuvre pour qu'en France le plus grand nombre ait accès à des plantes médicinales de qualité. Pronatura emploie aujourd'hui quarante-neuf personnes et, selon sa fondatrice, « marche très bien ». Son activité commerciale porte à la fois sur les ventes aux grandes chaînes de distribution.

Tout, ainsi, aurait pu continuer le plus naturellement du monde. C'est compter sans l'institution pharmaceutique et la vigoureuse défense du monopole de l'officine. Depuis 1979, trente-quatre plantes médicinales sont listées à la vente en France. Elles ne doivent toutefois pas être présentées sous forme de mélanges. Elles ne doivent pas non plus avoir un conditionnement semblable à celui d'un médicament (avec notamment mention d'indications thérapeutiques).

Monopole d'officine

Une information judiciaire a été ouverte après les plaintes du Conseil national de l'ordre des pharmaciens, d'une part, et, d'autre part, de la Fédération nationale des syndicats pharmaceutiques de France, qui groupe la grande majorité des pharmaciens d'officine. A l'ordre, on reproche surtout à la société Pronatura de vendre des plantes médicinales en spécifiant des indications thérapeutiques et sans avoir le statut d'un établissement pharmaceutique. « Pour notre part », résume M. Philippe Nacquet, secrétaire général administratif de la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France,

notre action vise tout ce qui peut porter atteinte au monopole d'officine. Nous avons porté plainte contre la société Pronatura parce qu'elle commercialise des plantes médicinales qui ne sont pas autorisées à la vente libre, comme l'avis vert, parce qu'elle incite au mélange de plantes et parce qu'elle donne des indications thérapeutiques concernant ces produits ».

La fondatrice de la société Pronatura réfute la première de ces accusations. « Il est totalement faux de dire que nous commercialisons des plantes qui ne sont pas autorisées. La chose est d'ailleurs très facile à contrôler. En ce qui concerne les mélanges ou les indications thérapeutiques, il faudrait alors interdire la totalité des livres sur les plantes puisque nous donnons ces indications. Ainsi, chaque fois que l'on dit que l'infusion de fleur d'orange facilite le sommeil c'est de l'exercice illégal de la pharmacie ! Si les pharmaciens veulent instaurer une dictature, ils doivent le dire ».

Selon Rika Zarái, le fond du problème est d'ordre financier. « Les pharmaciens découvrent aujourd'hui que le marché des plantes médicinales est une grosse galette. Ils veulent forcer la main du ministre de la santé pour que l'on revienne sur la vente libre de certaines plantes et ils se servent de moi comme d'un bouc émissaire ». « Au départ », ajoute-t-elle, « des représentants des pharmaciens sont venus me trouver pour collaborer avec moi. Mais ils voulaient l'exclusivité. J'ai préféré travailler avec les grandes surfaces où l'on peut vendre des plantes de qualité 30 % moins cher. Ce que les pharmaciens ne savent pas c'est que plus ils me pourrissent, plus je me bats. Et je gagnerai ».

JEAN-YVES NAU.

RELIGIONS

A la demande du Vatican

Le saint suaire de Turin sera daté par le carbone 14

A la demande de l'Académie des sciences pontificale, le Tandétron — un accélérateur de particules couplé à un spectromètre de masse — installé sur le campus du CNRS à Gif-sur-Yvette et inauguré en avril 1986, datera bientôt par le carbone 14 quel- que fils prélevés sur le saint suaire de Turin. Des datations analogues seront faites dans des laboratoires suisses, américains et britanniques. Après confrontation des résultats, on saura peut-être, vers Pâques de l'année prochaine, quand le tissu du saint suaire a été fait.

Apparu dans l'histoire en 1357, le saint suaire est un tissu de lin long de 4,36 mètres, large de 1,10 mètre sur lequel deux empreintes sépia très pâle dessinent en négatif deux silhouettes humaines grandeur nature, opposées par la tête, l'une vue de face, l'autre de dos. Le corps ainsi représenté porte les traces indubitables d'une flagellation, d'un couronnement d'épines, d'une crucifixion, etc. Selon la tradition, le saint suaire aurait enveloppé le Christ mort et le double empreinte serait celle du corps martyrisé de Jésus.

Le saint suaire de Turin pose toutes sortes de problèmes scientifiques : jusqu'à présent, la nature et le mode d'impression de ces taches sépia qui composent l'image n'ont pu être définies et l'âge du tissu n'a pu être déterminé. Jusqu'à une époque récente, une telle datation par le carbone 14 aurait dû être faite sur un grand morceau de tissu. Ce qui était impensable, bien évidemment.

Avec le Tandétron, qui appartient au CNRS et au commissariat à l'énergie atomique et qui est géré par un groupement scientifi-

que réunissant le Centre des faibles radioactivités de Gif-sur-Yvette et deux laboratoires de l'université d'Orsay, il en est tout autrement. La sensibilité de la machine est telle, en effet, qu'un bout de tissu grand comme un timbre-poste suffit aux datations par le carbone 14.

Le carbone 14, isotope radioactif du carbone, dont la période est de 5 700 ans (1), n'existe qu'en quantités infimes. Un carbone formé actuellement contient 1 000 milliards d'atomes de carbone 12 pour un unique atome de carbone 14. Un carbone formé il y a 40 000 ans contient 400 000 milliards d'atomes de carbone 12 pour un atome de carbone 14.

Cette sensibilité du Tandétron permet à la machine de compter les atomes de carbone 14 présents non seulement dans une minuscule quantité de carbone, mais encore dans un carbone vieux de 40 000 ans. Auparavant les datations par carbone 14 ne pouvaient se faire sur de la matière organique vieille de plus de 30 000 ans.

Bien entendu, le Tandétron est utilisable pour dater d'autres corps radioactifs (aluminium 26, beryllium 10), présents eux aussi en quantités infimes, et donc pour dater des sédiments et des glaces polaires. Quoiqu'il en soit, les datations enfin autorisées par le Vatican ne permettront jamais de savoir qui le saint-suaire a enveloppé.

YVONNE REBEYROL.

(1) La période d'un isotope radioactif est le temps au bout duquel la moitié de la quantité initiale de cet isotope s'est désintégrée et a donné naissance à un autre corps. Dans le cas du carbone 14, celui-ci se désintègre en donnant de l'azote 14.

ÉCHECS

Le tournoi Swift

Kortchnoi seul en tête

A quatre rondes de la fin, la lutte pour la première place au tournoi Swift de Bruxelles (le Monde du 15 avril) est acharnée. Kortchnoi garde la tête devant Kasparov. Le champion du monde a partagé les points avec Torre et Timman, mais il a des chances de gagner sa partie ajournée contre Short, dans laquelle il a un fou de plus, s'il peut tout-à-fait échapper à l'échec perpétuel. On trouve derrière lui le « revenant » Larsen, que Fischer « atomisa » en 1971 par 6-0 dans la course au titre mondial.

Karpov, s'il a battu Short à la sixième ronde, a dû concéder un demi-point à Winants, le dernier du classement. L'éternel rival de Kasparov a une partie difficile à terminer contre Van der Wiel, qu'il devrait, au mieux, faire nulle, et une partie en retard à jouer contre Tal.

Classement après six rondes : 1. Kortchnoi, 4,5 ; 2. Ljubojevic et Kasparov, 4 (une ajournée chacun) ; 4. Larsen et Timman, 4 ; 6. Tal, 3,5 (une partie à jouer) ; 7. Karpov, 3 (une ajournée, et une partie à jouer) ; 8. Torre, 2 (une ajournée) ; 9. Van der Wiel et Short, 1,5 (une ajournée chacun) ; 11. Luc Winants et Mulder, 0,5.

● RECTIFICATIFS : dans l'article consacré à trois livres évoquant les camps de Dachau et d'Auschwitz, Alfred Grosser voulait parler de « humour » (et non de l'amour) de Joseph Rovani, déporté à Dachau (le Monde du 16 avril).

● L'activité littéraire de René Hardy. — M. Roger Giron, président du jury du prix Interallié, nous précise que, contrairement à ce que nous avons écrit (le Monde du 15 avril), René Hardy n'a jamais été lauréat du prix Interallié.

● PRÉCISION : les parlementaires et la commission des archives audiovisuelles de la justice. — Aux quinze membres de la commission des archives audiovisuelles de la justice nommés par arrêté du 8 avril (le Monde du 14 avril), il convient d'ajouter deux représentants du Parlement : M. Philippe Marchand, député (PS) de Charente-Maritime, et M. Charles Jolibois, sénateur (RI) de Maine-et-Loire.

Le Carnet du Monde

Décès

— M et M^{me} Henri Dangeard, leurs enfants et petits-enfants, M et M^{me} Alain Dangeard et leurs enfants, M et M^{me} Pierre Cluquet, leurs enfants et petits-enfants, M et M^{me} Claude Trouvelot et leurs enfants, Le colonel et M^{me} Gilles Dangeard et leurs enfants, Isabelle et Séverine Dangeard, Les familles Dangeard et Canet, Marcelle et Bruguier, M^{me} Jacqueline Duval ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis DANGEARD, professeur honoraire à la faculté des sciences de Caen, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, commandeur de l'ordre des Palmes académiques,

survenu le 15 avril 1987, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Une messe sera célébrée le mardi 28 avril, à 18 heures, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, Paris-16.

4, rue Guichard, 75116 Paris.

— Paris. Malmé. Bruxelles.

M^{me} Stéphane Golmann, née Marcelle Gagnon, M. Jacques Puppont et M^{me} née Pénélope Golmann, Olive et Samuel, M et M^{me} Pascal Golmann, Paul-Emile, Malcolm, Denise et Joëlle, M et M^{me} Paul Golmann, Jonas et Nacini ont la douleur de faire part du décès de

Stéphane GOLMANN,

son époux, leur père et grand-père, survenu à Québec le 9 avril 1987, dans sa soixante-cinquième année.

L'inhumation a eu lieu le 15 avril 1987 à Québec.

A tout ceux qui l'ont connu et aimé on qui simplement ont aimé ses chansons.

2045-1, par Samuel-Holland, Québec, QC G1S, 4 PZ.

— M et M^{me} Vincent Morane, leurs enfants et petits-enfants, M et M^{me} Gérard Thillaye du Bouilly, leurs enfants et petits-enfants, Le professeur et M^{me} Didier-Jacques Duché, leurs enfants et petits-enfants, M et M^{me} Raymond Inbosa, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Marie-Hélène Lorilleux, ses enfants et petits-enfants, M et M^{me} Gilles Pierson, leurs enfants et petits-enfants, ses enfants.

Ses trente-quatre petits-enfants, Et ses cinquante-huit arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Pierre-Charles LORILLEUX, née Madeleine Drouot,

munie des sacrements de l'Eglise, le 14 avril 1987, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le jeudi 16 avril.

Une messe sera célébrée à son intention ultérieurement.

72, avenue Henri-Martin, 75116 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Rennes. Orsay. Malmé.

Bernard Rocaboy, Jean-Manuel de Queiroz, et ses filles Anne et Agnès, La famille Scarpino ont la douleur de faire part du décès de

Germine de QUEIROZ, née Scarpino,

survenue à Rennes, le 15 avril 1987, dans sa quarante-deuxième année.

— Rappelé à Dieu, à l'âge de vingt-cinq ans,

Kamal TITAH,

a été ravi à l'affection de ses parents, M et M^{me} Ali Titah, de ses sœurs, Nessima, Azyadine, Fériale, de sa tante, Massika Messadi, Et de tous ceux qui l'ont connu et aimé.

— Qu'Allah soit avec les patients.

CONNA, verset 153.

Remerciements

— Très touchés des nombreux témoignages d'affection et d'amitié reçus à l'occasion du décès de

Simone BATAZZI,

survenue à Rome le 5 avril 1987,

M. Adriano Batazzi Et sa famille, ne pouvant répondre personnellement, adressent tous leurs vifs remerciements.

— M^{me} Christine Pulawski, M^{me} Bernadette et Michèle Pulawski, M^{me} Anastasie Matuszak, remercient toutes les personnes qui, par leur présence ou leurs messages, leur ont témoigné leur sympathie lors du décès de

M. Boleslaw PULAWSKI, membre du CPA, ancien Fondateur de pouvoir de la papeterie de MOULIN-VIEUX, ancien Directeur financier et administrateur de la société HONEYWELL,

survenue accidentellement le 30 janvier.

Ville Les Charnettes, 38530 Bauxaux.

Anniversaires

— Henri GARIH

nous quitte il y a huit ans.

Ses merveilleux souvenirs sont toujours aussi vivaces dans le cœur de sa famille et de ses amis.

— Il y a trois ans, le 18 avril 1984,

Adam KÉPES

nous quitte brusquement en pleine réunion de travail à l'université Paris-VII.

Il repose maintenant dans le petit cimetière de Saint-Mandrier, qu'il avait choisi.

Que ceux qui l'ont connu et aimé s'associent à sa famille pour se souvenir de lui ce jour-là.

Soutenances de thèses

— Université Paris-II, 12, place du Panthéon, 75231, Paris Cedex 05, le 29 avril, à 15 heures, salle des Commissions, M. Stéphane Lavigne ; « L'information de la faculté laïque ».

— Université Paris-II, 12, place du Panthéon, 75231, Paris Cedex 05, le 29 avril à 16 heures, salle des Commissions, M. Moon Yong Song ; « L'administration centrale en Grande-Bretagne et en Corée du Sud : étude comparée ».

Communications diverses

— Une messe à la mémoire du maréchal Pétain est organisée, le vendredi 1^{er} mai, à 11 heures, à l'initiative de l'Association pour défendre la mémoire du maréchal Pétain, dans la basilique Notre-Dame-des-Victoires, place des Petites-Pères, à Paris.

ATTENTION

LUNDI DE PAQUES FERIE

Validez vos bulletins avant dimanche soir ou au plus tard mardi matin.

(aux heures habituelles).

NATIONAL

LOTO

ÉDUCATION

Les élections étudiantes aux CROUS

L'UNEF-ID gagne dans le désert

Les élections permettant aux étudiants de désigner leurs représentants aux conseils des CROUS (conseils régionaux des œuvres universitaires et scolaires) ont eu lieu dans les vingt-huit académies françaises entre le 7 et le 15 avril. Ce scrutin qui résulte de la récente réforme des œuvres universitaires (le Monde du 5 mars), peut paraître relativement technique et secondaire : les CROUS sont le service public qui gère les aides indirectes apportées par l'Etat aux étudiants (restaurants et cités universitaires), et

les représentants élus des étudiants ne sont plus désormais que sept sur les vingt-quatre membres que compte chaque conseil. Mais il était intéressant de mesurer les évolutions du monde étudiant depuis la dernière consultation nationale de même nature, en décembre 1982, et d'évaluer la représentation des différents syndicats quatre mois après les grèves de novembre et décembre.

Les résultats sont, de ce point de vue, assez formants puisque le taux de participation ne dépasse pas 5,3 %. Tous les records négatifs sont battus. Sans doute les élections au CROUS ne mobilisent-elles jamais les foules (11 % à 13 % de participation depuis dix ans). La réforme des œuvres a pourtant eu pour effet de multiplier par deux le nombre d'électeurs cette année, traduisant ce transfert important, la participation réelle a été extrêmement faible : soixante-douze mille votants contre quatre-vingt-neuf mille en 1982.

Quatre mois après un mouvement étudiant spectaculaire, trois semaines après des « états généraux » qui entendaient démontrer la volonté des étudiants d'avoir leur mot à dire sur l'Université, le résultat est sévère.

Les deux organisations de gauche (UNEF-ID, indépendante et démocratique, proche des socialistes et UNEF-SE, solidarité étudiante, proche des communistes) ne rassemblent plus que 55 % des voix, contre 61 % en 1982 et 78 % en 1980. Au contraire, les deux organisations proches de la majorité (le CELF, Cercle des étudiants libéraux de France, et l'UNI, Union nationale interuniversitaire) rassemblent désormais 25 % des suffrages, contre 20 % en 1982 et 10 % en 1980. Les listes locales, régionales, fédérales ou « corps » sont stables autour de 20 % et décrochent 47 sièges des 194 sièges attribués.

Mais à l'intérieur de chaque camp, les rééquilibrages sont très nets. A gauche, l'UNEF-ID (socialiste), avec 37,1 % des suffrages (contre 29 % en 1982) et 69 sièges, apparaît désormais comme la première organisation syndicale étudiante. Elle a progressé dans la quasi-totalité des académies. Sa rivale traditionnelle, l'UNEF-SE, ne rassemble plus que 18 % des voix (et 30 sièges), contre plus de 32 % en 1982. A droite enfin, la poussée profite exclusivement à l'UNI qui, avec 12,6 % des voix (contre 7 % en 1982) et 23 sièges, fait désormais jeu égal avec le CELF, stabilisé à 12,3 % des voix et 25 sièges.

G. C.

REPÈRES

Paris

L'hospice de Nanterre en accusation

La statue de la Maison de Nanterre est archaïque, dérogatoire du droit commun, incommode pour les gens hébergés et injuste pour le personnel. Il faut donc la modifier. Telle est, en substance, la déclaration de guerre lancée, le jeudi 16 avril, à M. Chirac par le docteur Jacqueline Frayssé-Cazalis, sénateur communiste des Hauts-de-Seine. La responsabilité de la Maison de Nanterre, établissement contesté qui regroupe un hôpital de 670 lits, un hospice de vieillards de 700 places et un centre d'hébergement où s'entassent 1 000 à 1 500 clochards de la capitale, appartient à la fois à la préfecture de police et à la mairie de Paris. Les élus de Nanterre souhaitent récupérer l'hôpital et demandent donc aux Parisiens de garder leurs sans-abri et leurs marginaux.

Médecine

Manifestation d'étudiants contre le « résidanat »

Plusieurs centaines d'étudiants en médecine ont manifesté à Paris, jeudi 16 avril, contre le projet de modification du statut des internes de médecine générale, lequel serait transformé en un simple « résidanat ». Les externes de neuf CHU parisiens (sur onze) sont en grève depuis le 8 avril à ce sujet.

Le défilé, parti de la place Vauban, s'est terminé devant le secrétariat d'Etat à l'enseignement supérieur, où le directeur de cabinet de M. Valade

a reçu une délégation. M. Valade recevra lui-même les membres du bureau du comité national inter-CHU le mardi 21 avril.

Hooligans

Coup de chaleur à Budapest

Mécontents de la défaite de leur club de football, environ quatre cents supporters des Ferencváros de Budapest se sont déchaînés, mercredi 15 avril, dans les rues de la capitale hongroise. De retour du stade, ils ont lancé des briques sur des fenêtres, détruit des voitures et attaqué des passants, après la victoire par 1 à 0 du club de Veszès, l'autre équipe de Budapest. Selon la police ces supporters, dont une dizaine ont été arrêtés, ont arpenté le centre de la capitale aux cris de « Bruxelles, Bruxelles », référence aux émeutes du stade du Heysel en mai 1985.

PISCINE DELIGNY

LA PLAGE DE PARIS
Ouverture à Pâques
BAR-RESTAURANT

3 000 m² de solarium
Autor. des Barges — Paris, gardé.
Prix du pont de la Concorde
Face 25, quai Antoine-France
Téléphone : 46-51-72-15

OUVERT TOUTE L'ANNÉE
BATEAU ÉCOLE
PERMIS MER ET RIVIERE

Le Monde

SPORTS

GOLF : l'Open de Cannes

La mécanicienne du swing

L'Open Sene de Cannes, doté d'un million cinq cents mille francs de prix, avec deux cent cinquante mille francs au vainqueur, a lieu jusqu'au dimanche 19 avril. Après la déception de sa défaite en barrage à Augusta, l'Espagnol Severiano Ballesteros lance sur le parcours de 2 685 mètres de Cannes-Mougins, sa campagne européenne. Huit des dix meilleurs de l'année dernière en Europe sont présents ainsi que vingt-six professionnels français. Au moment où le golf gagne partout du terrain, s'approche-t-il pour autant des autres sports professionnels dans la rigueur de sa préparation physique ?

CANNES
Correspondance

Au practice, la jeune femme athlétique et élancée attire les regards sans paraître s'en apercevoir. Visiblement, elle juge le « swing » du Suédois Magnus Persson. Technicienne ? Personne grimée et se tient le dos. Elle l'encourage. Fiancée inquiète ? Sûrement pas. Le coup d'œil expert reste neutre.

Jolande Hurman, une Hollandaise de vingt-quatre ans, née à Nordwijk, où a lieu l'Open de son pays, est masseuse-kinésithérapeute. « Magnus, comme beaucoup de ses pairs, souffre du dos. Il avait tendance à terminer son swing penché en arrière, ce qui accroissait la pression dorsale. Je travaille donc à raffermir et raccourcir les muscles abdominaux. Il faut que les vertèbres aient de la place pour respirer. » Elle s'empresse d'ajouter que jamais elle n'a eu la prétention de remodeler un swing, qu'il n'est pas son rôle. D'ailleurs, dit-elle, le miracle tient au simple fait qu'une jeune femme réussit à tenir un vrai rôle sportif sur le circuit européen de golf.

« Des abdominaux
mieux »

Jusqu'ici, ni la réflexion sur la préparation physique ni l'attention attentive de la condition physique, n'ont figuré parmi les préoccupations majeures des golfeurs. Les récences qu'elle a rencontrées en dix-huit mois d'activité précieuse de vacataire en disent long sur le conservatisme du monde golfique en matière d'entraînement physique. Les succès qu'elle enregistre en revanche, l'adhésion lente mais constante des joueurs, représentent une prise de conscience tardive mais réelle.

Selon Jolande Hurman, il était en effet grand-temps. « Tous ces types ont des abdominaux mous. Ils sont encore jeunes et n'ont pas de problèmes inquiétants. Mais à trente-cinq ans ? A quarante ans ? La carrière d'un golfeur au plus haut niveau peut durer théoriquement vingt-cinq ans. Pourtant, ce ne sont pas des athlètes, loin de là. Ils pratiquent un sport professionnel, richement doté et ne doivent pas se permettre d'y participer en simples dilettantes. Ils ont besoin de travailler tout leur corps, pas seulement de figurer des coups à longueur de journée. »

Constat sans indulgence d'une jeune femme embarquée par hasard dans le monde particulier du golf, quand Don Kleck, joueur américain et ami de longue date, lui demanda d'être son caddy, lors de l'Open de la Hollande, il y a deux ans. Entendant le Britannique John Jacobs se plaindre du dos et sachant que son amie venait d'obtenir brillamment ses diplômes de masseuse-kinésithérapeute, il les recommanda l'un à l'autre. Après une première séance, Jacobs, reconnaissant, se demandait haut et fort pourquoi personne de qualifié ne voyageait sur le circuit.

Six mois plus tard, Jolande Hurman, avec sa table pliante de massage et son enthousiasme tonique, s'y lança. « Dans ce domaine, chacun a son approche propre. Les golfeurs voyaient qu'un de leurs amis avait une approche sérieuse, c'était l'incohérence totale. »

Déjà, des vedettes se sont allongées sur sa table. Johnny Miller,

Ballesteros (« Je croyais que vous étiez la fiancée d'un joueur », s'étonna-t-il) et Jack Nicklaus, avec lequel elle a pu longuement évoquer les méthodes de mise en forme. Confirmation de ce qu'expliquait Nicklaus il y a quelques semaines en Floride : « Le golfeur de l'avenir sera un athlète complet ou ne sera pas. » Jack Nicklaus s'en était entretenu déjà avec le premier joueur de tennis au monde : Ivan Lendl. A quarante-sept ans, il demanda au Tchèque des conseils, des renseignements à propos des appareils de mise en forme.

La mentalité golfique était en pleine mutation. Jolande Hurman, avec ses diplômes de kinésithérapeute et également de danse classique, arrive donc à point nommé. « Je voudrais un assistant pour le massage, pour que je puisse me concentrer sur des programmes d'exercices et un travail suivi, continu, sur les parcours, ajouta-t-elle. Prévoir dans ce métier, c'est prévoir. » Elle espère voir un gymnase mobile sur le circuit, où les joueurs et leurs épouses pourraient travailler. « Cela existe déjà sur le circuit américain, mais, malheureusement, sans surveillance, ce qui est dangereux. »

Une caravane de luxe, superbement équipée, parcourt déjà le circuit européen. Elle appartient à une marque japonaise. L'efficacité de l'équipe de techniciens y est redoutable. On y soigne des clubs.

Jolande s'efforce de rattraper le retard. Déjà, les pourparlers sont avancés avec une banque espagnole de Santander, qui pourrait la parrainer. La reconnaissance officielle est pour bientôt.

MARC PALLADE.

PLANCHE A VOILE : Coupe du monde

Nouvelles vagues

Constituée déjà un événement sportif très populaire. Car, malgré des conditions météorologiques souvent peu favorables chaque année, plus de cent mille personnes se rendent à la Torche. Des spectateurs venus pour un tiers de l'étranger.

Un score impressionnant pour un sport neuf. Il est vrai que, les jours de tempête, les soixante-quatre meilleurs planchistes du monde entier (garçons et filles) s'affrontent dans des vagues de plusieurs mètres de haut, à courte distance d'une pointe rocheuse qui domine la mer comme une gigantesque tribune.

L'épreuve a d'ailleurs connu l'an dernier la consécration jugée indispensable de la télévision. FR 3 a, en effet, retransmis pendant une heure la phase finale de la compétition. Cette année, c'est TF 1 qui s'est assuré l'exclusivité de la couverture de l'événement. Il sera retransmis en direct si les conditions le permettent — le 26 avril dans l'émission « A la folie, pas du tout ».

Mais ce succès populaire et cette couverture médiatique ne semblent pas encore suffisants aux deux principaux partenaires de la compétition. Les constructeurs qui assurent à longueur d'année l'entretien d'une équipe de plusieurs coureurs souhai-

tent que leurs marques soient encore plus connues.

Le principal sponsor depuis deux ans — un organisme de voyages, dont le nom, Peter Snyversant Travel, indique clairement le lien avec une marque de cigarettes — cherche aussi à élargir l'audience d'un événement dans lequel il investit cette année 2,5 millions de francs. Les investisseurs largissent avec conviction le triangle des équipes hollandaise et allemande. Chaque année, sur les plages de stations balnéaires comme Zandvoort et Sylt, jusqu'à trois cent cinquante mille personnes se pressent pour ce qui est devenu dans ce pays un des événements sportifs les plus populaires de l'année.

C'est par ses nombreuses analogies avec les plages du nord de l'Europe que le dossier présenté par Les Sables-d'Olonne a retenu l'attention des sponsors. Moins excentré et situé dans une région plus peuplée, le site leur semble doté de deux atouts indispensables pour attirer plus de spectateurs. Cependant l'expérience ne sera tentée que pour l'année 1988. « Nous sommes prêts à revenir à la Torche dès 1989 », indique Hans Wierman, président de Peter Snyversant Travel.

Car le transfert dans une autre région n'aurait pas seulement un caractère injuste vis-à-vis de l'association Dyna-Planche de Quimper qui a cru la première au succès de la planche à voile et qui a pris tous les risques en 1982 en accueillant la première compétition de funboard. Priver le pays bigouden de cette épreuve, c'est aussi enlever à une région ce qui est maintenant devenu un atout touristique. La preuve en sont les subventions apportées par la mairie de Quimper, les dix-huit communes des environs et les conseils général et régional.

Pour gagner le défi des deux cent mille spectateurs, Dyna-Planche et la Fédération française de voile qui sont maîtres d'œuvre sur place, ont apporté un certain nombre d'améliorations. Les dates ont été avancées au milieu des vacances scolaires. Un service d'accueil et d'information a été mis en place à Pour-Labbé (1), qui offre plus de quatre mille lits pour l'hébergement, enfin des navettes sont prévues pour desservir le site.

Sur le modèle des 24 Heures du Mans, une animation est même proposée aux visiteurs qui ne sont pas des passionnés de funboard. Tous les partenaires engagés dans cette aventure semblent donc d'accord pour donner le caractère le plus spectaculaire possible à ce qui n'était au départ qu'une rencontre de fanatiques prêts à passer des heures dans le vent, le froid et l'humidité pour admirer leurs champions.

MARTINE JACOT.

(1) Un dollar canadien vaut environ 4,6 francs.

(1) - 78 - 96.32.30.30.

Dix ans après les Jeux olympiques de Montréal

Le stade de la patience

Dix ans et huit mois après les Jeux olympiques pour lesquels il avait été construit, le stade de Montréal a enfin sa fête. Mardi 14 avril au soir, les techniciens ont achevé de déployer au-dessus de l'ovale de 60 000 places l'immense toile. Le vent a encore retardé l'opération, dernières péripéties d'une longue histoire.

MONTREAL
de notre correspondant

Patience et longueur de temps font plus que force ni que rage. Les Montréalais, sportifs ou non, en sont désormais convaincus, même s'ils ont dû payer le prix fort pour cultiver cette vertu. Devenu l'un des plus onéreux du monde, leur stade olympique de 60 000 places, qui devait être achevé pour les Jeux d'été de 1976, dispose enfin d'un toit, quatorze années après la première pelle de terre, levée le 28 avril 1973. L'immense toile de couverture (18 482 mètres carrés, 50 tonnes) a été armée au mât penché du stade (168 mètres de hauteur) puis déployée petit à petit avec d'innombrables précautions pendant quatre jours. L'opération, une première mondiale, a été retardée par le vent et un accident, un ouvrier ayant eu une phalange coupée par un câble.

L'œuvre de l'architecte français Roger Taillibert, concepteur du Parc des Princes, n'est pas encore tout à fait terminée. Le belvédère aménagé au sommet du mât et le funiculaire installé pour y accéder ne seront prêts qu'en juillet. De plus, le mécanisme qui

permettra à la toile de se rétracter en trente ou quarante-cinq minutes ne sera au point qu'en septembre. Mais les « Expos », l'équipe locale de base-ball, pourront comme prévu jouer leur premier match à domicile de la saison, le 20 avril, sans craindre de devoir remettre la partie en raison des intempéries.

A moins que, dernier des sortilèges, le « ciel » ne leur tombe sur la tête. Cette catastrophe n'est toutefois guère à redouter selon les ingénieurs de la société Lavalin et de sa filiale Socotec, qui ont méticuleusement préparé l'installation de la « plus grande toile architecturale suspendue au monde ».

« Des Jeux
modestes »

Les Montréalais n'en avaient pas demandé tant. Ils ne se doutaient surtout pas que le stade, vaste coquille bête en son centre, deviendrait un véritable gouffre financier. M. Jean Drapeau, alors maire de la ville, leur avait promis « des Jeux modestes » de 120 millions de dollars canadiens (1). Sur cette somme, 80 millions devaient suffire pour la construction des infrastructures nécessaires, dont le stade, le village et le bassin olympique. Aujourd'hui, la Régie des installations olympiques (RIO) estime que le stade et son complexe (piscine sous le mât, vélodrome, aïma et aires extérieures) ont à eux seuls coûté 1,1 milliard de dollars, sans compter le paiement des intérêts à venir sur la dette contractée jusqu'en 1994.

A l'ouverture des Jeux olympiques en 1976, le mât restait à

construire, mais la facture s'était déjà considérablement gonflée en raison de divers retards, de conflits sociaux, de sabotages et d'évaluations erronées. Les travaux n'ont repris qu'en 1979, mais ont cessé l'année suivante : selon la RIO, la base du mât n'apparaissait pas assez solide pour supporter la masse de béton initialement prévue.

A la même époque, le maire Jean Drapeau et l'architecte Roger Taillibert étaient présents comme les principaux responsables de la hausse vertigineuse du coût des Jeux olympiques (de 120 à 1 270 millions de dollars en quelques années), à l'issue d'une enquête de trois ans ouverte à la demande du gouvernement québécois.

M. Taillibert a toutefois été réhabilité en 1984. La Cour supérieure du Québec a débouté la régie, qui réclamait à l'architecte plus de 18 millions de dollars à titre de dédommagement. Le tribunal a estimé que les vices de construction constatés dans la structure du stade et du vélodrome étaient dus à des erreurs de calcul des ingénieurs chargés de la réalisation. Les juges ont insisté sur les « talents exceptionnels de concepteur » de M. Taillibert, qui a, en outre, pu récupérer une partie de ses honoraires impayés.

L'allégement
du mât

Cette même année, le gouvernement québécois a levé un moratoire de deux ans sur l'achèvement des travaux confiés en 1985 aux firmes Lavalin et Socotec, qui ont respecté l'esprit du concept original. Toutefois, un peu moins de la moitié du mât a été construite en acier et non en béton, permettant d'alléger la structure de quelque 6 000 tonnes.

Les ingénieurs ont aussi renoncé au système de canons à air chaud initialement prévu pour faire fondre la neige accumulée en hiver sur le toit amovible. Ils ont préféré augmenter le nombre et la grosseur des câbles qui retiennent la toile en vingt-cinq points d'attache, pour qu'elle puisse supporter le poids de la neige. Le toit doit en effet rester fixe en hiver.

Ce dernier contrat (117,7 millions de dollars) n'autorisait cette fois aucun dépassement, et les entreprises se sont livrées à une course contre la montre pour respecter les délais et rattraper le retard pris à la suite de plusieurs incidents. Un

incendie a fait quelques dégâts dans le mât l'automne dernier et un câble s'est rompu avant de tomber sur la toile au début du mois, sans grand dommage toutefois. Enfin, le vent a choisi de se lever en force au moment du déploiement de la toile et a contraint les ouvriers à effectuer des réparations délicates dans les airs, depuis une nacelle. Comme si le mauvais sort s'était acharné jusqu'au bout sur les travaux de construction de ce stade souvent maudit pour ses coûts mais en général apprécié pour ses lignes.

MARTINE JACOT.

(1) Un dollar canadien vaut environ 4,6 francs.

LES HEURES DU STADE

Automobilisme Championnats de France Tourisme. Dimanche 19 avril à Nogaro (FR3 à partir de 15 h). Safari Rallye. Arrivée lundi 20 avril à Nairobi (Kenya).	Golf Open Suza. Cannes-Mougins jusqu'au dimanche 19 avril (FR3 à 15 h 45).
Basket-ball Championnat de France. Quart de finale. Matchs retour samedi 18 avril.	Gymnastique Rencontre France-Suisse-Bulgarie à Montpellier les 17 et 18 avril.
Boxe Championnats du monde des super-plume (WBC). Samedi 18 avril à Nîmes. (Canal Plus 16 h 40).	Motocyclisme 24 Heures du Mans. Samedi 18 et dimanche 19 avril.
Cyclisme Liège-Bastogne-Liège. Dimanche 19 avril (TF1 à 15 h 30). Tour d'Espagne. A partir de jeudi 23 avril.	Patinage artistique Trophée international de Morzine. Jusqu'au 18 avril (TF1 en différé lundi 20 à 22 h 15).
Escrime Championnats du monde Juniors. Jusqu'au lundi 20 avril à Sao-Paulo (Brésil).	Rugby Championnat de France. Quart de finale samedi 18 avril (Canal Plus à 20 h 30).
Football Championnat de France. 1 ^{re} division. 32 ^e journée. vendredi 17 avril. Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe. Match retour Leipzig-Bordeaux. Mercredi 22 avril à Leipzig (RDA) (Cinq à 20 h).	Tennis Tournoi de Nice. Jusqu'au dimanche 19 avril (TF1 extraits de la finale vers 23 h). Tournoi de Monte-Carlo. A partir du lundi 20 avril. (FR3 en direct à partir de mercredi de 17 à 18 h).
	Voile Grand Prix des multicoques. A Brest jusqu'au 20 avril. (FR3 lundi à 15 h 30.) Course croisière de FEDNEC. A partir du mercredi 22 avril.

Le Monde
sur minitel

MESSAGES

Pour écrire au Monde. Pour dialoguer. Pour réagir.

36.15 TAPPEZ LEMONDE

Prêts à la conso
l'argent, tout de

كندا في 18 أبريل

Cred

150

Economie

Le Monde • Samedi 18 avril 1987 25

ÉTRANGER

La rançon des appétits japonais

(Suite de la première page.)

Sans doute y a-t-il dans les réactions, d'un côté comme de l'autre, une part émotionnelle propre à toute crise de ce genre : le jeu de muscles des deux gouvernements étant surtout destiné à leur opinion publique. Les deux pays sont des rivaux trop interdépendants, en particulier dans le domaine des technologies de pointe, pour que des représailles réciproques ne risquent de pénaliser autant celui qui les applique que celui qui les subit. Il reste que la prise de conscience japonaise de la puissance nationale peut se traduire, chez une nouvelle élite, par de l'arrogance, rançon en fait de la condescendance avec laquelle les Occidentaux ont longtemps traité, et traitent encore le Japon.

D'un côté, les Japonais des années 1980 ne sont plus enclins, comme ils le furent autrefois, à dévisager leurs rivaux et à prêter inconditionnellement celles de l'Occident. Les Japonais sont conscients de leur réussite. Certains intellectuels cherchent à cristalliser ce nouveau d'identité en une sorte d'idéologie néo-nationaliste. Certes, la grande majorité des Japonais se contentent encore de jouir de leur prospérité dans l'hédonisme à la petite semaine de la consommation qui est à leur portée ; la jeune génération a une idéologie pour le moins flottante, mais elle est inquiète et, par conséquent, sensible aux manipu-

lations politiques d'un sentiment de crise. Endaka (la hausse du yen) est sur toutes les lèvres, synonyme de sinistres présages. La majorité des Japonais n'ont encore ressenti que marginalement ses effets bien qu'un nombre croissant de PME soient en difficulté et que le chômage augmente, avec les licenciements opérés par les grands groupes sous la pudique appellation de « départs volontaires ». Peu en fait du fonctionnement de l'économie mondiale, le Japonais moyen a cependant compris qu'en l'espace d'un an la compétitivité des entreprises du pays a été entamée de 50 % par la dépréciation du dollar, et beaucoup se demandent pourquoi ils devraient être « punis » pour leur succès économique. Cette analyse a beau être sommaire, elle sous-tend les argumentations gouvernementales expliquant que Washington cherche à faire porter sur les autres la responsabilité de ses difficultés.

Enlèvement politique

Dans les sondages d'opinion, la cote des Américains est en baisse. Au ministère du commerce et de l'industrie (MITI), on vous présente volontiers une étude démontrant que même si le marché nippon était complètement ouvert, les exportations américaines n'augmenteraient que de 5 à 8 milliards de dollars, des montants loin de remédier à un déficit commercial qui se chiffre à 60 milliards de dollars.

La CEE essaie de ne pas faire les frais des différends nippo-américains

Les relations triangulaires Europe-Etats-Unis-Japon dans les secteurs de pointe se tendent. Chaque région cherche à préserver ses intérêts avec des armes qui sont de plus en plus protectionnistes, et la CEE, qui craint de faire les frais des différends nippo-américains, essaie de se défendre.

Bruxelles a obtenu au GATT (l'organisme chargé de contrôler l'accord général sur le commerce et les tarifs) la constitution d'un « panel », c'est-à-dire d'un tribunal d'arbitrage, à propos de l'accord signé l'été dernier entre Washington et Tokyo sur les circuits intégrés. Cet accord, qui visait à prévenir les ventes aux Etats-Unis de puces japonaises à des prix de dumping, a mis en place un dispositif qui fixe les prix sur l'ensemble des marchés mondiaux et pas seulement en Amérique. Les Européens ont immédiatement réagi en estimant que cet accord, qui déterminait les prix chez eux, était fait « sur leur dos ». Ils se sont tournés vers le GATT, qui vient donc de recevoir leur plainte.

Par ailleurs, la CEE a ouvert une enquête anti-dumping contre trente-cinq producteurs japonais d'imprimantes d'ordinateurs vendues à des prix artificiellement bas. Le 9 avril, la CEE avait déjà ouvert une procédure du même type à propos de circuits intégrés. Pour les imprimantes,

les Européens s'inquiètent de voir que la part de marché des Japonais est passée de 52 % en 1985 à 74 % en 1986 pour les imprimantes « par points » et de 70 % à 74 % pour les imprimantes « à matrice ». Les enquêtes devraient durer neuf ou dix mois.

Sur le côté Tokyo-Washington du triangle, les Etats-Unis vont mettre en pratique, le 17 avril, leurs rétorsions contre le Japon, accusé précisément de ne pas respecter l'accord sur les puces signé cet été. Malgré tous les efforts déployés par Tokyo, la Maison Blanche est déterminée à mettre en place des droits de douane punitifs de 100 % sur une liste (non encore publiée) de produits électroniques (téléviseurs, calculateurs...) ou sur les films photographiques.

Inquiète du protectionnisme américain montant, la CEE a mis en garde les Etats-Unis contre les risques que présenterait l'adoption d'une nouvelle législation commerciale restrictive actuellement en projet à Washington. Cette loi concerne le textile et tous les pays qui ont un excédent commercial avec les Etats-Unis. M. Willy de Clerq, commissaire européen aux relations extérieures, a déclaré, à propos du textile, que l'adoption de la loi entraînerait « non seulement des réactions, mais des rétorsions ».

L'irritation japonaise devant l'impudence américaine, et surtout la manière dont elle s'exprime, ne signifie pas qu'à Tokyo on ne soit pas conscient des insuffisances de la politique nipponne pour sortir de la crise.

Le temps des complexes est révolu. Les Japonais sont conscients de leur réussite et savent que leurs succès ne peuvent être acquis qu'au détriment des autres.

actuelle. Depuis plusieurs mois, la presse économique critique le gouvernement Nakasone pour ses atermoiements et son manque de programme véritable pour une relance de la demande intérieure, destinée à réduire la part des exportations dans la croissance.

Riches et économiquement puissants, le Japon est paradoxalement un pays enlisé sur le plan politique. Depuis des mois, il navigue à vue, sans que se manifeste une autorité capable de définir une direction. Les raisons profondes de cet attentisme tiennent à une paralysie de l'appareil politique, causée par plusieurs facteurs conjoncturels : l'absence d'une base solide au sein du Parti libéral démocrate (PLD) a privé M. Nakasone d'une autorité suffisante pour imposer sa réforme fiscale ; la fronde de l'opposition a, d'autre part, conduit à différer l'adoption du budget tandis que les résistances du ministère des finances, fidèle à sa politique d'austérité, ont bloqué tout programme de relance de la demande intérieure, qui contribuerait à accroître encore l'endettement de l'Etat (45 % du PNB). Afin de sortir de l'impasse, M. Nakasone devra-t-il reculer sur les deux fronts en ajournant sa réforme fiscale et en renonçant partiellement à la politique d'austérité budg-

taire dont il a fait l'un de ses chevaux de bataille ?

Mais ce blocage politique a aussi des causes plus profondes. L'Occident, parmi ses mythes sur le Japon, se berce de l'idée que,

dans ce pays, tout est planifié, organisé, décidé de manière harmonieuse, et que tous les acteurs sociaux s'exécutent comme un seul homme dès que le pouvoir a fait connaître ses directives. C'est là une illusion. Le système de prise de décision au Japon suppose un équilibre entre les intérêts de groupes semi-autonomes qui se partagent le pouvoir : la bureaucratie, les clans politiques, le grand capital. Il n'y a pas au sommet une instance suprême capable d'arbitrer et de trancher. A l'époque Meiji (deuxième moitié du dix-neuvième siècle), le pouvoir politique était centralisé mais, par la suite, il se fragmenta, permettant aux militaires d'asseoir la nation à leur dessin. Au lendemain de la guerre, l'impératif du redressement économique et d'expansion souleva les intérêts : la bureaucratie et le pouvoir politique (c'est-à-dire le parti dominant, le PLD) gèrent avec succès la haute croissance et firent s'harmoniser au pays les premiers obstacles (les crises pétrolières). Mais au cours de ce processus, le pouvoir politique, pris dans les reits des lobbies, abdiqua devant leurs intérêts, renonçant à sa responsabilité d'ajustement (c'est ainsi, par exemple, que le Japon a aujourd'hui un système fiscal archaïque, ou que la spécu-

lation foncière est devenue un mal endémique).

Aucune instance politique ne dispose de l'autorité suffisante pour imposer des réformes. Conjuguée à une chute du dollar voulue par les Américains pour tenter de remédier au déclin de leur industrie, cette vacuité du pouvoir politique japonais n'a fait que contribuer à exacerber les anomalies du système socio-économique : pour ne pas perdre leur part de marché, les grands groupes industriels ont cherché à accentuer leur avance, tandis que sur le plan intérieur aucun remède n'était apporté à une répartition traditionnellement déséquilibrée de la richesse nationale, privilégiant le grand capital au détriment des salariés. Un mécanisme qui a, certes, contribué au succès économique du Japon, mais qui, aujourd'hui, pro-

voque un emballement de la machine. Le pouvoir politique est dans l'incapacité de jouer un rôle régulateur dans la redistribution du revenu national. Les immenses profits accumulés sur les marchés extérieurs, comme, au demeurant, l'épargne des ménages, contraints à prévoir l'avenir en raison de l'insuffisance de la couverture sociale, ont donc été dirigés là où la rentabilité est la meilleure, à l'étranger, sur le marché des changes, dans l'immobilier ou à la Bourse.

Le pouvoir politique nippon a géré la haute croissance. Sera-t-il en mesure de sortir le Japon de la crise structurelle actuelle, qui n'est en fait que la rançon d'une puissance bâtie, en partie, sur des réformes différées ?

PHILIPPE PONS.

Fascination-répulsion

Dans les relations fascination-répulsion des Etats-Unis et du Japon, l'attrait semble devoir encore longtemps l'emporter chez les Américains. Une étude réalisée par le poste d'expansion économique français à Washington en rappelle les raisons : comme les enjeux pour l'Europe, qui s'est vu ravir son statut de partenaire privilégié. Les pressions américaines se sont multipliées au fur et à mesure que se creusait un déficit commercial impressionnant : 58 milliards de dollars l'an dernier, soit le tiers du déficit global des Etats-Unis, contre 50 milliards un an auparavant. Mais un faisceau de facteurs géostratégiques, financiers, industriels jouent en faveur de Tokyo.

L'importance de l'empire du Soleil-Levant comme gardien au second de l'Asie a été renforcé par la décision nipponne de rompre le tabou du plafonnement à 1 % du produit national brut des dépenses militaires. Son émergence industrielle et financière sur la scène internationale a pris, aux Etats-Unis, de telles proportions que l'interdépendance entre les deux pays exclut toute rupture brutale. Non seulement les Américains considèrent désormais les Japonais comme leurs seuls concurrents sérieux dans la maîtrise des technologies de pointe, mais les investissements nippons se sont accélérés avec la flambée du yen comme avec la montée des tensions protectionnistes au Congrès.

Négligeable au début de la décennie, la présence japonaise atteint aujourd'hui 10,3 % du total détenu par des étrangers. Elle se révèle prédominante en Californie mais aussi dans des industries comme l'automobile, l'électronique, la sidérurgie ou l'aéronautique et fait des sociétés nipponnes des « alliées objectives » des grandes entreprises américaines. Ce phénomène risque fort de s'accroître, même si la presse commence à se faire l'écho de certaines

inquiétudes sur une présence peu compatible avec le « melting pot » cher à la civilisation américaine.

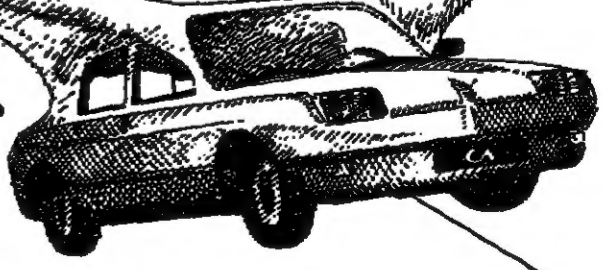
L'irruption financière nipponne a été encore plus spectaculaire. Inconnus il y a moins de dix ans, les investisseurs, banques, compagnies d'assurances ou fonds de retraite japonais sont devenus des sources majeures de financement de l'énorme déficit fédéral américain avec des achats de bons et obligations de 52 milliards de dollars en 1986. Plus encore que la présence de neuf japonaises parmi les vingt premières banques mondiales, plus que le poids croissant du yen ou de la place de Tokyo, dont la capitalisation boursière représente près de la moitié de celle de New-York — contre la vingt-tième pour Paris — c'est cet apport essentiel aux finances américaines qui plait en faveur d'une certaine prudence, si ce n'est d'une certaine indulgence de Washington.

On ne saurait sous-estimer ces éléments pour mieux comprendre une réalité souvent masquée par des mesures de rétorsions américaines annoncées à grand son de trompe. Les Japonais en jouent parfaitement dont la qualité de négociateurs n'est plus à démontrer. Déséquilibrer l'adversaire en utilisant ses propres forces, donne « sa pleine valeur » à une fausse concession, sont pratiques courantes. Mais il est un phénomène que l'étude des services d'expansion économique souligne à juste titre : les exportations japonaises vers les Etats-Unis sont presque entièrement constituées de produits manufacturés, souvent à très haute valeur ajoutée ; celles des Américains vers le Japon restent pour l'essentiel des produits agricoles, minéraux ou produits chimiques intermédiaires. Pratiquement des échanges de pays industriels à pays en développement...

F. Cr.

Prêts à la consommation : de l'argent, tout de suite et pour tout faire.

Une occasion en or. L'affaire du siècle. Un projet caressé depuis longtemps. Ou alors, une tuile, un petit coup dur. Bref, il vous faut de l'argent, tout de suite, là maintenant. Nos prêts à la consommation sont là pour ça. Avec leur taux modéré et leur remboursement sur mesure, ils peuvent financer* vos besoins et vos rêves jusqu'à 100%. Posez-nous la question, la décision sera prise en quelques minutes. C'est cela, le bon sens en action.



Le bon sens en action.

Credit Agricole

* Sous réserve d'acceptation de votre dossier

Economie

Marchés financiers

SOCIAL

Quand la CGT retrouve du tonus

(Suite de la première page.)

La CGT a cet égard ne peut s'engorgner d'une victoire comparable à celle des étudiants ou même des adversaires du projet de code de la nationalité. Le gouvernement n'a pas modifié d'un iota son plan d'économies pour la Sécurité sociale et s'apprête même à opérer une nouvelle ponction sur les revenus. Le « syndrome Deauville » n'a pas atteint M. Philippe Séguin. Tout au plus, la sensibilisation à la Sécurité sociale, amplifiée par la manifestation de la CGT, a conduit le gouvernement à adopter une démarche plus prudente et plus « concertée » pour la recherche de solutions.

L'autre signe de confiance pour la CGT tient aux résultats des élections professionnelles qui laissent augurer, si la tendance — apparue depuis le début de 1986 (le Monde du 22 juillet 1986) — se confirme, un début de redressement lors des élections professionnelles du 9 décembre prochain. Ainsi, M. Michel Warcholex, secrétaire de la CGT, a fait récemment état de légères gains.

Selon ses propres statistiques, la CGT a progressé de 1984 à 1986 de 0,27 point dans les élections de 640 comités d'entreprise portant sur plus de 600 000 inscrits (+ 0,9 point dans le premier collège, + 0,68 dans les deuxième et troisième). Pour les élections de troisième du personnel, son propre recensement effectué auprès de 133 000 entreprises fait état d'un gain de 1 point de 1985 à 1986 (+ 1,55 point dans le collège ouvrier).

Certes, il ne s'agit que de résultats partiels émanant d'entreprises où la CGT est plutôt bien implantée. Bien souvent la centrale ne fait que récupérer une partie de ses pertes antérieures.

Mais la tendance est confirmée par d'autres résultats partiels (1).

Si la CGT a perdu la majorité absolue au comité d'entreprise d'Unipar-Dunkerque, elle a, pour des élections professionnelles qui se sont déroulées d'octobre 1986 à avril 1987, progressé dans des entreprises aussi diverses que la SEITA, Unimetal Trith Saint-Léger, la Française de mécanique, Bouygues, Elf-France, la BNP, Ford-Bordeaux, les Houillères de Lorraine, CDF-Chimie, Renault-Diesel, etc. Autant d'industries qui montrent que la CGT capitalise souvent, au détriment des autres confédérations, l'inquiétude et le mécontentement des salariés. S'ils ne sont pas automatiquement prêts à la suivre dans des actions — comme on l'a vu chez Renault et dans l'ensemble de l'industrie automobile, où sa remontée électorale ne s'est pas accompagnée d'un regain de mobilisation, — ils la consacrent comme le porte-parole syndical de leur mécontentement.

Un « manifeste »

Si la CGT connaît une embellie, retrouve du tonus, il reste à savoir comment elle va en tirer profit. Depuis l'automne 1986, M. Krasucki cherche à lancer une « contre-offensive du monde du travail », l'initiative du 14 mai s'inscrivant dans cette perspective (2). Par son ampleur, la grève de la SNCF aurait pu l'amorcer. Mais, faute de l'avoir impulsée, maîtrisée et surtout élargie, la CGT a manqué le coche.

Pour avoir une chance de mettre en mouvement les mécontents qui votent pour elle, il lui faut se situer résolument sur un créneau syndical. C'est la seule manière de tenir la dragée haute à FO si cette confédération se décide à traduire en actions les

critiques de plus en plus vives qu'elle porte sur la politique du gouvernement. Un tel pari syndical risque d'être difficile à tenir.

Alors M. Krasucki a révélé une pugnacité nouvelle et a même marqué des points face aux « durs » de sa centrale, ce pari syndical suppose que la CGT sorte de son splendide isolement — autrement qu'en choisissant une date d'action, le 14 mai, identique à celle des autres fédérations de fonctionnaires — et cesse de les considérer comme des alliés dociles du patronat, prompts à courber sans cesse l'échine. Telle n'est pas l'orientation actuelle de la CGT.

Comme lors des dix-huit derniers mois de son passage au pouvoir, le PS est traité au pire en adversaire, au mieux en complice de la droite. Qu'un « manifeste » émanant de cégétistes de l'Essonne se disant « sans parti » ou socialistes soit lancé pour prôner l'unité, que meilleure pratique de la démocratie interne, une adaptation « aux réalités sociales de la France », et pour refuser le ravaui « dos à dos » de la droite et de la gauche, et l'excommunication tombe. Le « manifeste » a beau n'avoir qu'un rayonnement encore limité — plus de 1 000 signatures dans la CGT, — il suffit à M. Louis Vianney, le n° 2 de la centrale, pour juger qu'il comporte des considérations « absolument insupportables ».

Un tel climat interne risque de marginaliser de plus en plus les cégétistes socialistes. Avant le congrès du PS, la Vie ouvrière a cru utile de faire écho à un sondage montrant que, pour « une large partie » des Français, « le Parti socialiste se différencie peu de ceux de droite ». Quelques semaines auparavant, le même organe syndical s'était étonné de l'abstention des socialistes lors du vote du budget de la région Champagne-Ardenne. L'écho avait suscité la protestation — dans le courrier des lecteurs de la VO — de l'un des deux socialistes du bureau confédéral. M. André Deluchat, devenu aussi depuis membre du comité directeur du PS. Protestation sans suites.

Indépendance et insubordination

Après la scission de FO en 1947, Benoît Frachon ironisait sur la prétention des scissionnistes de réduire la CGT à « son squelette communiste ». La centrale de M. Krasucki n'en est certes pas là. Mais la volonté d'un PC affaibli semble être de s'appuyer sur la force militante de la CGT comme si elle devait lui servir d'ossature pour ses campagnes futures. La proximité, voire l'identité des thèmes revendicatifs, y compris sur le plan international et le désarmement, n'est plus à démontrer, mais l'intérêt du PC pour « l'outil » CGT grandit.

Dans un rapport présenté devant le comité central du PC le 6 avril dernier, M. Mireille Bertrand souligne que « ce souci pointilleux du respect de l'indépendance ne saurait se confondre ».

avec une quelconque indifférence de ce qui se passe, se fait, ou se dit dans le mouvement syndical ». Analysant les relations CGT-PC, elle estime qu'elles tiennent « à cette raison fondamentale que, au-delà des différences de caractère et d'objectifs existant entre syndicat et parti, l'action de l'un et de l'autre se situe sur le terrain de classe ». Les communistes syndiqués à la CGT étaient invités par M. Bertrand à « faire progresser » les pratiques de démocratie syndicale, « à aider à la création de syndicats CGT dans les entreprises où ils n'existent pas », et surtout à « mettre en échec les opérations visant à établir la confusion sur les conditions de l'indépendance syndicale et à faire de l'anticommunisme ou d'une prétendue « distance » à prendre avec le Parti communiste une sorte de point d'appui pour affaiblir la lutte des travailleurs ».

Quelques jours plus tard, M. Roland Leroy clarifiait encore un peu plus le message dans l'Humanité du 13 avril : « Les communistes militent activement à la CGT, et heureusement, car ils contribuent grandement à lui garder son caractère indépendant et révolutionnaire ». Une stratégie qui ramènerait la CGT à « être que la force de combat du PC serait peut-être politiquement payante pour le parti. Mais elle risque de ruiner syndicalement la centrale et de rendre l'embellie actuelle bien temporaire. Les enquêtes d'opinion montrent en effet que l'image trop politisée de la CGT nuit à l'élargissement de son audience.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Au ministère des affaires sociales, les premières indications sur le premier trimestre 1987 laissent apparaître une remontée sensible (au détriment de la CFTD).

(2) Les fédérations CGT de la fonction publique ont décidé de « faire du 14 mai une grande journée nationale de grève, de vingt-quatre heures, et de manifestations ».

Grèves des personnels du contrôle aérien et des aéroports de Paris

Les personnels techniques de la navigation aérienne sont appelés à faire la grève, le mardi 21, le mercredi 22 et le jeudi 23 avril, de 6 h 30 à 8 h 30, et le vendredi 24 de 11 heures à 12 heures, par les syndicats CFTD, FO, CFTC et SNCTA (autonomes) d'un côté et par la CGT de l'autre. Cet arrêt de travail, qui perturbera le trafic aérien, a été décidé en dehors des week-ends pour ne pas pénaliser les usagers. Il est destiné à faire valoir des revendications en matière de déroulement de carrières, de retraites et d'effectifs.

D'autre part, des agents des aéroports de Paris ont décidé de reconduire, le 17 avril, leur mouvement de grève pour une durée indéterminée afin d'obtenir une augmentation salariale de 5 %. Les passagers des compagnies aériennes étrangères éprouveront du mal à faire correspondre et à récupérer leurs bagages. Les compagnies Air France, UTA et Air Inter ne seront pas affectées par cette grève, car elles disposent d'un personnel autonome.

REPÈRES

Investissements

Forte hausse de la présence étrangère en RFA

Les investissements nets des entreprises étrangères en RFA ont augmenté de 81,1 % pour atteindre 5,8 milliards de deutschemarks (19,15 milliards de francs) en 1986, alors que les investissements allemands à l'étranger baissent de 21,5 % pour revenir à 11,2 milliards de deutschemarks, annonce le ministère de l'économie.

Les Britanniques ont été les plus nombreux à s'intéresser à la RFA, avec 1,7 milliard de deutschemarks de placements, suivis par les Japonais (1,2 milliard), les Suisses (800 millions), les Américains (800 millions), les Néerlandais (400 millions) et les Français (400 millions). Les secteurs visés étaient surtout les sociétés de holding (2,1 milliards de deutschemarks), les banques (2,1 milliards également), ainsi que les sociétés pétrolières (800 millions) et la chimie (300 millions).

OPEP

Revenus en hausse de 47 % en trois mois

Les recettes pétrolières des treize pays membres de l'OPEP ont augmenté de 47 % en trois mois, grâce au réajustement des cours du brut. Selon les estimations de la revue Pétrostratégies, les revenus pétroliers de l'OPEP ont atteint 24,3 milliards de dollars (1 dollar vaut environ 6 F) au premier trimestre de cette année, contre 16,4 milliards pendant les trois derniers mois de 1986. Cette amélioration est totalement imputable à la hausse des prix, qui sont passés dans l'intervalle de 13,56 dollars par baril en moyenne à 17,67 dollars, puisque la production des treize pays, elle, a diminué de 10 %.

A l'exception du Gabon, tous les pays membres ont vu augmenter leurs revenus, y compris l'Arabie saoudite (+ 24 %), dont la production a pourtant été réduite d'un tiers. Les plus fortes augmentations de recettes ont concerné le Koweït (+ 76 %) et l'Irak (+ 71 %).

PARIS, 18 avril

Encore bien orienté

Pour la deuxième journée consécutive, la Bourse de Paris a manifesté jeudi d'assez bonnes dispositions. Des points de fermat sont réapparus à la cote. Peut-être a-t-elle concédé, mais aussi, d'ailleurs, toutes les valeurs de travaux publics comme Colas, J. Lefebvre, Aulière d'Entreprises, Dumez.

Bref, à la clôture, l'indice des valeurs s'élevait à une nouvelle avance de 0,63 %.

Pas de quoi paviser, mais à la veille du long week-end pascal de quatre jours — la Rue Vivienne ferme ses portes ce jeudi soir et ne les rouvrira que mardi prochain — c'est une prouesse.

D'autant que les opérations de liquidation commenceront avec la reprise de l'activité, la réponse des primes étant précédemment programmée le 21 avril. L'on peut toujours objecter que cette liquidation est déjà faite. En revanche, sur le front monétaire, bien des événements peuvent se produire tandis que les cloches accomplissent leurs heures avant de s'en retourner. Apparemment, la Bourse ne semble rien redouter de ce côté-là. Le dollar se porte mieux, et les déclarations du secrétaire d'Etat américain au Trésor ont rassuré, témoignant, disaient-ils, autour de la corbeille, qu'il y avait bien concertation entre les banques centrales. La sagesse de l'effacement et la reprise de Wall Street ont contribué à déstabiliser le climat. Quant au lourd déficit de la balance commerciale pour mars, beaucoup n'en retiennent que le bon côté, à savoir que les investissements industriels reviennent avec l'achat d'équipements étrangers. Y aurait-il un microclimat rue Vivienne ? Des étrangers s'assurent.

Le MATIF s'est encore un peu raffermi. Le marché obligataire avait, lui, franchement bien meilleure allure.

NEW-YORK, 18 avril

Glissement

Bien remis sur ses jambes vingt-quatre heures auparavant, Wall Street a derechef glissé jeudi, mais légèrement. D'abord en hausse très sensible sur les indications encourageantes fournies par le dollar, le marché a, une seconde fois, repassé la barre des 2 300 points. Ce n'est que durant la dernière heure de cotation que les cours ont quelque peu refléchi. Parvenu au moment à la cote 2 320,58, l'indice des industries s'élevait, en clôture, à 2 275,99 (- 6,96 points).

Si le Dow a faibli en fin de parcours, le bilan général de la journée n'en est pas moins resté positif. Sur 1 973 valeurs traitées, 1 184 ont monté, 468 seulement ont baissé et 321 n'ont pas varié. Résultats très satisfaisants donc. D'après les spéculistes, la faiblesse du Dow n'avait pour seule origine que la mise en œuvre par précaution de programmes de ventes à la veille d'un long week-end. Wall Street clôture en effet, ce vendredi saint. Héritage et production donc. « La Bourse doit maintenant démontrer la preuve qu'elle a les moyens de remonter complètement sa dernière crise », assure un broker, qui se disait persuadé que la phase de correction était terminée. Une intense activité a continué de régner, et 190,25 millions de titres ont changé de main, contre 188,20 millions la veille.

VALEURS	Cours de 15 avril	Cours de 16 avril
Alcoa	45 3/8	46 1/2
A.T.T.	54 3/4	54 5/8
Boeing	50 1/2	50 1/4
Chemical Bank	35 3/8	36 1/8
Du Pont de Nemours	113 1/2	115 1/8
General Motors	73 1/4	73 7/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	108 1/8
General Motors	88 3/8	88 5/8
IBM	122 1/2	123 1/4
Intel	102 1/2	103 1/8
General Electric	108 1/2	

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Argentine : des menaces contre le régime démocratique. 4-5 Les propositions de M. Gorbatchev sur le désarmement en Europe.	7 L'échéance présidentielle, la majorité et la « bande à Léo ». 8 M. Chirac en Guyane. 10 Journal d'un amateur, par Philippe Boucher.	22 Une polémique entre Belges et Néerlandais : centrale nucléaire en grève. — Justice. 23 Echos. SPORTS 24 Sur les planches : avant la Coupe du monde.	17 Un entretien avec Claude Mollard, ancien responsable des arts plastiques. 18 Béjart et Pina Bausch : deux regards sur la condition humaine. — Communication. DÉBATS 2 Université.	25 Les sanctions américaines contre l'électronique japonaise : sensible remontée du dollar. 26 Ile-de-France, Picardie et Nord-Pas-de-Calais se disputent le TGV Nord. 27 Social. — Marchés financiers.	Radio-télévision 20 Annonces classées 26 Carnet 23 Météorologie 21 Phénotypes 21 Week-end d'un chineur 21 Jeux 16 Loto 21 Spectacles 19	● Privatisation : le tour d'Havas. ● Désarmement : l'embarras des Européens. ● Canes : faites vos pronostics. Actualité, Sports, Bourse, Météo, Télématik, Loisirs. 36-15 Tapez LEMONDE

La conjoncture économique

Pessimisme confirmé pour 1987

« La conjoncture économique apparaît quelque peu morose en ce début d'année », écrit DRI (1) dans sa dernière analyse de conjoncture consacrée à la France. Rappelant que l'indice de la production industrielle a progressé en 1986 après avoir baissé en 1985, DRI souligne que l'activité s'est tassée depuis la fin de l'année dernière.

DRI prévoit une progression de 2,2 % du PIB marchand cette année (+ 2,4 % en 1986). Cette croissance — assez faible — serait soutenue par la progression des investissements (+ 4,2 % au total, + 5,1 % pour les seules entreprises), et par celle des exportations (+ 3,7 % après + 1,4 % en 1986). En revanche, la consommation des ménages se développerait sensiblement moins vite cette année qu'en 1985 (+ 1,9 % après + 2,9 %).

Le solde des échanges extérieurs serait faiblement déficitaire (14 milliards de francs), les importations progressant un tout petit peu plus vite que les exportations (+ 3,8 %, contre 3,7 %). Mais la France perdrait de nouveau des parts du marché puisque les importations mondiales progresseraient de 4,4 % en 1987. En 1986, cette mauvaise tendance se poursuivait (+ 3,7 % pour une demande mondiale augmentant de 4,3 %). Le problème de notre compétitivité est ainsi une fois de plus posé.

OFCE : pessimisme

L'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) est plus pessimiste que DRI. « Ralentissement de la consommation des ménages, faible développement de l'investissement des entreprises, bénéfice accru de la progression de la demande intérieure finale pour les fournisseurs étrangers et mau-

vaises perspectives à l'exportation se combinent pour comprimer la croissance de la production industrielle et du produit intérieur brut », écrit l'OFCE, qui justifie son pessimisme avec trois arguments : faible progression des exportations (+ 1,3 % en 1987) et de la consommation des ménages (+ 2,5 %), augmentation insuffisante des investissements (+ 5,5 % au total, + 6,2 % pour les entreprises).

« A l'exportation : prix de vente peu compétitifs. — La concurrence accrue des pays du Sud-Est asiatique, explique, selon l'OFCE, en partie ses déboires. Déjà en 1986 l'exportation de la concurrence internationale a fait que, malgré la reprise du commerce mondial, les exportations françaises ont peu progressé. La demande extérieure a bel et bien augmenté, mais les exportateurs français en ont peu profité, perdant environ deux points de part de marché. La concurrence des pays asiatiques a joué simultanément sur nos ventes en limitant nos débouchés potentiels et sur notre marché intérieur en pénalisant l'offre française. En 1987, le développement du marché européen va trancher avec la contraction du marché américain, ce qui laisse augurer une concurrence acharnée sur les marchés de nos clients privilégiés de la CEE. »

L'OFCE ajoute plusieurs autres facteurs expliquant nos déboires à l'exportation : orientation géographique défavorable de nos ventes, « encore trop tournées vers les pays en développement » ; prix de vente peu compétitifs et « produits mal adaptés à la demande ». — Investissements : préférence donnée à l'assainissement. — « L'hésitation à s'endetter davantage reste aujourd'hui une préoccupation aussi forte des entreprises

qu'elle l'était en période de dégradation des profits. Si, en cette période d'assainissement, le flux des investissements réalisés reste inférieur au flux des profits engendrés, c'est pour permettre, en dépit de l'autofinancement, soit de réduire la demande de crédits aux banques, soit de se désendetter. L'assainissement des structures financières qui s'opère depuis 1983 n'est donc pas jugé encore suffisant. Les taux d'intérêt réels restent élevés, les entreprises préfèrent souvent les placements financiers aux dépenses d'investissement. Ces placements sont attractifs non seulement grâce aux taux d'intérêt qu'offrent les obligations, mais aussi aux plus-values boursières procurées par les actions. »

« Consommation des ménages : davantage d'épargne. — Le revenu disponible réel ne progresserait guère moins cette année qu'en 1986, malgré la modération salariale, à cause de la bonne tenue des revenus non salariaux, principalement l'accroissement d'exploitations des entreprises individuelles. Mais la hausse du revenu soutiendrait davantage l'épargne que la consommation : en moyenne, le taux d'épargne serait, en 1987, au même niveau qu'en 1986, mais progresserait à partir du printemps en phase avec le revenu. »

Au total, l'OFCE prévoit une croissance du PIB de seulement 1,7 % cette année, un déficit du commerce extérieur renforcé, et conclut : « Le chômage continuerait à progresser (...). Toute relance de l'activité pourrait infléchir en baisse la courbe du chômage. Mais le risque qu'elle soit confisquée par la concurrence demeure. »

(1) DRI dépend du groupe Mac Graw Hill.

M. Guillaume propose un plan d'aide à l'agriculture guyanaise

CAYENNE de notre correspondant

Deux jours avant l'arrivée en Guyane de MM. Jacques Chirac, premier ministre, et François Guillaume, ministre de l'Agriculture, les exploitants agricoles guyanais ont pu consulter à la chambre d'agriculture les propositions faites par un groupe d'experts réunis la semaine dernière à Paris pour redresser la situation de l'agriculture locale.

Une enveloppe de 17 millions de francs de subventions de l'Etat est prévue pour améliorer la trésorerie des exploitations. Une expertise sera menée, puis une commission spécialisée classera les exploitations selon qu'elles seront rentables sans aide, viables mais traversant des difficultés passagères ou posant des problèmes majeurs de survie. De plus, quelques nouveaux agriculteurs originaires de Guyane seront installés sur des terres déjà aménagées.

Quant aux coopératives agricoles qui connaissent de graves difficultés depuis plusieurs années, le groupe d'experts a proposé que l'aide de l'Etat soit subordonnée, nait par unité, à la transformation des structures et (ou) à l'application de nouveaux principes de gestion. Par exemple, la COPORG (Coopérative porcine de Guyane) peut choisir entre un apport de 800 000 F maximum sans changement de statut et le double de cette somme si les producteurs adhèrent à la nouvelle structure de la coopérative d'élevage envisagée : Sica viande pays.

M. François Guillaume va rencontrer les exploitants agricoles et forestiers samedi 18 avril et visiter les exploitations le dimanche pascal. C'est la première fois depuis 1976 (il s'agit de M. Christian Bonnet) qu'un ministre de l'Agriculture se rend en Guyane.

EDMOND FREDERIC.

L'Etat destine 20 % du capital d'Havas à un groupe d'actionnaires stables

La privatisation de l'agence Havas démarre. Par un avis publié ce vendredi 17 avril dans la presse financière, le ministre de l'Economie, des finances et de la privatisation annonce en effet la mise en vente de gré à gré de 20 % du capital de l'agence. Cette offre vise à la constitution du « noyau dur » ou, pour utiliser les termes préférés par la Rue de Rivoli, du « groupe d'actionnaires stables ».

Comme dans les opérations précédentes, les candidats repreneurs qui souhaitent faire partie du bloc de contrôle doivent se porter acquéreurs d'une fraction du capital de l'agence comprise dans une fourchette déterminée (entre 1 % et 5 % du capital). La présence au sein de ce noyau dur a un coût : les acquéreurs doivent payer l'action avec une prime par rapport au prix auquel celle-ci sera proposée à l'occasion de l'offre publique de vente. Cette prime s'élève cette fois-ci à 8 %. Les repreneurs doivent enfin s'engager à conserver leur titre pendant deux ans. Au cours des trois années suivantes, ils ne peuvent les céder qu'avec l'accord du conseil d'administration.

Les candidats repreneurs ont jusqu'à lundi 18 mai pour déposer leur demande Rue de Rivoli. D'ici là, une assemblée générale extraordinaire de l'agence aura lieu le 15 mai, pour procéder à une modification des statuts de l'agence, préalable à sa mise sur le marché. A cette occasion, le titre Havas, qui ne sera plus nominatif, sera divisé par quatre. Il y a actuellement 2 626 000 actions Havas d'une valeur nominale de 100 F, cotées à la Bourse de Paris. L'Etat, qui possède directement 44,75 % du capital (mais 50,25 % des droits de vote), s'est doté d'une action « spéciale », qui lui permet pendant cinq ans au maximum, de s'opposer à toute prise de participation indésirable.

La mise sur le marché du reste des actions détenues par l'Etat pourrait intervenir alors dans la seconde quinzaine de mai. L'offre publique de vente ne devrait porter que sur 20 % du capital, 4,5 % environ étant ensuite destinés au personnel de l'agence. Rappelons que l'agence Havas, qui intervient dans le secteur de la publicité, du tourisme et des médias (avec 25 % du capital de Canal Plus), a réalisé en 1986 un chiffre d'affaires consolidé d'environ 11 milliards de francs et a dégagé un résultat courant après impôts, part du groupe de 250 millions de francs.

ERIC IZRAELWICZ.

M^{me} AHRWEILER

invitée du « Grand Jury RTL-le Monde »

M^{me} Hélène Ahrweiler, recteur de l'Académie de Paris sera l'hôte de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 19 avril, de 18 h 15 à 19 h 30. M^{me} Ahrweiler, docteur en lettres, est nommée en 1982, est la première femme à diriger l'Académie de Paris après avoir présidé l'université de Paris, répondra aux questions d'André Fassin et de Philippe Bernard du Monde, et de Frédéric Caillet et de Jean-Pierre Thonnart, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Masson.

Le numéro du « Monde » daté 17 avril 1987 a été tiré à 460 501 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

Graphologie MSI

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à : MSI, 134

Quai Soufflot, 134, 75001 Paris. Tél. 01 42 33 33 33. Fax 01 42 33 33 33.

PIANOS



- Vente à partir de 8 000 F ou 175 F par mois* (Crédit souple et personnalisé).
- Le plus vaste choix : 33 marques, plus de 200 modèles exposés.
- Location à partir de 185 F par mois.
- Service après-vente garanti.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. : 45.44.38.66 - Parking à proximité.

135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. : 45.44.38.66 - Parking à proximité.

Passation de pouvoirs entre M. Bourges et M. Bouygues

Journée marathon, jeudi 16 avril, pour concrétiser le changement d'état civil de TF 1 : remise du chèque de 3 milliards au ministre des finances, réunion du nouveau conseil d'administration, élection de M. Francis Bouygues à la présidence de la chaîne, et passation de pouvoirs entre l'ancien et le nouveau PDG. Journée-tourant dans l'histoire de la chaîne, qui s'est conclue, dans le journal de 20 heures, par les prestations de M. Bourges devant les témoins et de M. Létour, ministre de la culture et de la communication, affirmant : « Mission accomplie ».

Compliments et petites phrases

Première étape du marathon : M. Bouygues, accompagné de M. Robert Maxwell (associé pour 10 % dans le tour de table des repreneurs), se rend au ministère des Finances et remet à M. Edouard Balladur un chèque de 3 milliards de francs, représentant la moitié du capital de TF 1. Un acte qui donne à la chaîne et à ses partenaires, le contrôle de la chaîne. Quelques heures plus tard, les nouveaux actionnaires de TF 1 ainsi qu'un représentant du Trésor public élisent un conseil d'administration provisoire destiné à siéger jusqu'à l'introduction en Bourse des 40 % de TF 1 devant revenir au public, les 10 % restants étant réservés au personnel. Peu après et comme prévu, le conseil élu M. Bouygues pour président. Reste donc à officialiser les choses.

Congratulations, embrassades, cadeaux mais aussi auto-satisfaction. MM. Bourges et Bouygues se donnent du « cher Francis » et du « cher Hervé », tandis que M. Létour se félicite « du grand succès populaire de la privatisation », affirmant devant un auditoire impassible l'arrivée de « l'as II de la télévision ». Mais la succession de compliments adressés les uns aux autres n'empêchent pas l'ancien et le nouveau PDG de TF 1 de lancer quelques avertissements ou de prendre date. Ainsi, M. Bouygues ne rejette pas le succès « emporté de haute lutte » par son successeur, estimant que le dossier du groupe Bouygues « ressemblait le mieux à la Une telle qu'elle est ». Puis, après avoir dressé un long inventaire des actions qu'il a menées durant « quarante-cinq mois et un jour » à la tête de la chaîne, M. Bouygues se permet un conseil : « Le défi, dit-il, est de créer des substituts plutôt que des nouvelles technologies ». Et il conclut son intervention en soulignant : « Les uns et les autres, vous portez à la découverte d'un univers qui vous semblera souvent irrationnel, mais qui a sa logique propre, et c'est souvent la logique du cœur. »

M. Bouygues n'y va pas non plus de main morte, qualifiant M. Bourges de « magicien de la Une », qui s'est comporté « comme un véritable patron, comme le chef du village TF 1 ». Une petite phrase qui ne manque pas de déclencher l'hilarité dans l'assistance. Une assistance attentive, qui note la révélation, peut-être involontaire (la phrase n'appartient pas dans le texte

dactylographié du discours), selon laquelle MM. Bourges et Bouygues « ont travaillé ensemble depuis près d'un an ».

Le nouveau patron de la Une (il préfère ce terme à celui de président) décoche quelques flèches à l'Etat, soulignant que les résultats de la chaîne « sont à ce jour plus remarquables que l'Etat n'en avait pas donné à M. Bourges les moyens financiers nécessaires au juste développement de TF 1 ». « Il sera terriblement difficile », dit-il, de maintenir la première chaîne à son rang de leader actuel car, « par une volonté irrationnelle du gouvernement, il y a aujourd'hui six chaînes de télévision généralistes. La concurrence sera donc très dure contre TF 1. Les contre-attaques fusent de tous part ».

Et l'information ?

S'adressant au personnel, M. Bouygues s'est voulu rassurant, affirmant qu'il n'y avait pas « demain de profondes modifications dans l'organisation de la Une ». Trois hommes seulement de Bouygues viendront « aider à la modernisation de l'organisation et de la gestion », tandis que seront également proposés « deux ou trois collaborateurs, hommes de télévision très confirmés ». Le nouveau PDG a confirmé le maintien de l'emploi accompagné d'une « stratégie » ouvrant la porte aux jeunes. L'information ? M. Bouygues s'est voulu ferme : « Dans ce domaine, comme dans tous les autres, et probablement plus encore, c'est la liberté, l'indépendance et le pluralisme qui domineront. La hiérarchie, a-t-il déclaré, « sera ouverte à tous et je m'efforcerai de faire du mérite la règle de la promotion de chacun, dans tous les domaines ».

Enfin, M. Bouygues a rappelé qu'il s'était engagé à mettre au point « une charte entre la direction générale et les journalistes » et qu'il demandait sa promesse. Cette charte « devra être vivante et s'adapter constamment à toutes les nécessités quotidiennes ». La formulation a laissé perplexes bon nombre de journalistes présents, qui ont rappelé que leur demande ne concernait pas l'élaboration d'une charte « adaptable au jour le jour », mais d'une « convention-type bien définie et précise ».

ANITA RIND.

A B C D E F G

CITROËN

Département occasion

met en vente une série de

BX 6 CV 1987*

FAIBLE KILOMÉTRAGE*

Garantie 1 an

pièces et main-d'œuvre

PRIX TRÈS

INTÉRESSANT

PARIS — 10, place Etienne-Pernet, 75015 PARIS, tel. 45.31.16.32, M^{re} Félix-Faure
50, bd Jourdan, 75014 PARIS, tel. 45.89.49.89, M^{re} Porte-Orléans
59 bis, av. Jean-Jaurès, 75019 PARIS, tel. 42.08.86.60, M^{re} Jaurès
LYON — 72, rue Molère, 69003 LYON, tel. 78.95.03.88

* Dans la limite des stocks disponibles.

Irlande 1 semaine de ferme : 1540 F*

En Irlande, bonnes vacances ça se dit République Tours.

REPUBLIQUE TOURS

* Prix par personne base 4 personnes. Bateau + voiture personnelle + 7 nuits. Avril-mai-octobre 87.

1, av. de la République, 75011 Paris. Tél. : 45.55.39.30. Télex : 210.956.